

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion
Département des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de
MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Quantitative

L'INTITULE DU MEMOIRE

La lutte contre le chômage au Maghreb

Préparé par :

- BOUSSOUIRA Imene
- DJERROUD Lilia

Dirigé par :

Mme ZIDAT Rafika

Date de soutenance : 21/08/2023.....

Jury :

Président : AMIA NACIRA

Examineur : KACI SAID.....

Rapporteur : ZIDAT RAFIKA.....

Année universitaire : 2022/2023

Remerciements

On tient tout d'abord à remercier le bon dieu tout puissant de nous avoir donné la force et le courage d'accomplir nos objectifs et de mener à bien ce projet de fin d'étude.

Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude à madame ZIDAT Rafika notre promotrice pour son soutien et pour la confiance qu'elle nous accordé dans la réalisation de ce projet de fin d'études

Nos sincères remerciements s'adressent aussi à l'ensemble des enseignants du département des sciences économiques et sans oublier nos chères amis et camarades

Nous remercions également notre famille sans eux on ne sera pas ou on est aujourd'hui

Dédicaces

A la mémoire de mon père parti trop tôt...

A mon adorable maman, mon cher frère et ma douce grand-mère sans vous
ma vie n'aurait pas de sens !

A toutes les personnes que je porte dans mon cœur !

A mes adorables chats !

A ma très chère binôme avec laquelle j'ai gagné une amitié pour la vie !

Iméne

A mes chers parents que j'aime tant (Brahim et Louiza) !

A la mémoire de ma chère tante (Nora) parti si jeune... !

A mes sœurs et à mon frère (Zahoua, Hanouche et Adem) !

Et a mon compagnon K !

Et a toutes ma famille et ami(e)s !

A mon adorable binôme sans sa bonne humeur on n'aurait pas partagé de si
beaux moments !

Lilia

Liste des abréviations :

ANSEJ : L'Agence Nationale de Soutiens à l'Emploi des jeunes

CNAC : La Caisse Nationale d'Assurance Chômage

ANGEM : L'Agence Nationale pour la Gestion du Microcrédit

ANEM : L'agence Nationale de l'Emploi

ZAE : Les Zones d'Activités Economiques

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

TAP : Taxe sur les Activités Professionnelles

BDL : La Banque de Développement Local

ADS : L'Agence de Développement Sociale

ONG : Organisations Gouvernementales

INDH : Le Plan national de l'Initiative pour le développement humain

PNID : Le Programme National d'Insertion des Diplômés

CIP : Le Contrat d'Insertion Professionnelle

CIJ : Le Contrat d'Insertion des Jeunes

CIPH : Le Contrat d'Insertion pour les Personnes Handicapées

ANAPEC : L'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences

ZFE : Les Zones Franches d'Exportation

ANETI : L'Agence Tunisienne de l'Emploi

FOPROLOS : Le Fonds de Promotion de l'Emploi

PAIPD : Le Programme d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Diplômés

PICE : Le Programme d'Incitation à la Création d'Entreprises

APII : par l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation

PME : Petite et Moyenne Entreprise

PAPCEI : Le Programme d'Appui aux Projets de Création d'Entreprises Innovantes

PIB : Produit Intérieur Brut

BM : La Banque mondiale

FBCF : Formation brute de capital fixe

HCP : Le Haut-Commissariat au Plan

LRT : Like lihood Ratio Test

LM : Lagrange Multiplier

χ^2 : Khi-deux

Log : logarithme

Ln : logarithme naturel

Exp : exponentielle

LR : Log de vraisemblance

La liste des tableaux

Numéro	Liste des Tableaux	Page
01	Estimation du modèle logit pour les trois pays du Maghreb (l'Algérie, la Tunisie et le Maroc)	84
02	La table de prédiction pour les trois pays (Algérie Maroc Tunisie)	87

La liste des Graphes

Numéro	Liste des Graphes	page
01	Le taux de chômage en Algérie de 1991 jusqu'à 2022	29
02	le taux de chômage selon le genre en Algérie	31
03	Le taux de chômage au Maroc de 1991 jusqu'à 2022	47
04	le taux de chômage selon le genre au Maroc	49
05	Le taux de chômage en Tunisie de 1991 jusqu'à 2022	59
06	le taux de chômage selon le genre en Tunisie	60

Liste des schémas

Numéro	Listes des schémas	page
01	Le schéma de Jacques Freyssinet	14

Sommaire

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Introduction générale..... 02

Chapitre 1 : Soubassement théorique du chômage..... 06

Introduction..... .06

Section 1 : Aspect théorique sur le chômage.....06

Section 2 : Champs sémantique du chômage......09

Conclusion..... 24

Chapitre 2 : Contexte économique et politique de lutte contre le chômage au sein des économies maghrébines..... 25

Introduction..... 26

Section 1 : Etude du cas de l'Algérie26

Section 2 : Etude du cas du Maroc..... 45

Section 3 : Etude du cas de la Tunisie..... 57

Conclusion.....72

Chapitre 3 : Modélisation de l'apport des dispositifs de lutte contre le chômage du Maghreb.....74

Introduction.....74

Section 1 : Revu de littérature et nomenclature des variables utilisées..... 74

Section 2 : Présentation du modèle logit-probit..... 77

Section 3 : Estimation du modèle logit..... 82

Conclusion..... 89

Conclusion générale..... 91

Introduction générale

Le Maghreb, région située en Afrique du Nord, englobant les pays tels que le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, est confronté à divers enjeux et opportunités sur le plan économique. Au cours des dernières années, la croissance économique dans la région a été modérée, avec des performances variables d'un pays à l'autre. La dépendance aux industries extractives, la faible diversification économique et les défis liés à la gouvernance et à la stabilité politique sont autant de facteurs qui ont influencé l'économie maghrébine. Malgré ces défis, la région présente un potentiel économique considérable grâce à ses ressources naturelles, son marché de consommation, son secteur agricole diversifié et sa main-d'œuvre qualifiée. Cependant, l'intégration régionale, l'attraction des investissements étrangers, la création d'emplois durables et la promotion de l'innovation restent des défis à relever.

Le chômage constitue un défi majeur à l'échelle mondiale, ou plusieurs économistes ont expliqué le chômage par de différentes théories. La première théorie est celle des classiques qu'est principalement causé par des facteurs structurels qui déséquilibrent le marché du travail. Selon cette perspective, les salaires élevés et les réglementations excessives sont des rigidités qui dissuadent les employeurs d'embaucher. Ainsi, la flexibilité du marché du travail est considérée comme essentielle pour favoriser la création d'emplois. La deuxième théorie est celle des keynésiennes, le chômage est principalement dû à un manque de demande globale dans l'économie. En période de récession, les entreprises réduisent leur production, ce qui entraîne une diminution de l'emploi. Selon cette perspective, les politiques de relance économique, telles que les dépenses publiques ou les baisses d'impôts, sont considérées comme des moyens de stimuler la demande et de réduire le chômage. La troisième théorie est la théorie marxiste, soutient que le chômage est le résultat d'un système capitaliste qui exploite les travailleurs et maintient une armée industrielle de réserve. Selon cette perspective, les capitalistes exercent une pression à la baisse sur les salaires et cherchent à maximiser leurs profits en réduisant les coûts de production, ce qui entraîne des pertes d'emplois massives, des fermetures d'usines. La quatrième théorie est la théorie de segmentation du marché du travail explique comment le marché du travail se divise en segments distincts en fonction de la formation. Les travailleurs sont regroupés en différents groupes avec des opportunités et des conditions de travail spécifiques. Les segments sont relativement imperméables les uns aux autres en raison de barrières d'entrée telles que la formation requise ou les préférences culturelles. Chaque segment présente des caractéristiques distinctes telles que la qualification, la stabilité de l'emploi, les conditions de travail, le salaire ou la flexibilité des horaires. Les

travailleurs de chaque segment sont soumis à des conditions d'emploi spécifiques, comme des régimes de protection sociale différents

Cette introduction offre un aperçu du contexte économique du Maghreb, qui sera exploré plus en détail dans la suite de cette discussion. Dans cet environnement économique, plusieurs secteurs clés se démarquent dans le Maghreb. L'agriculture, le tourisme jouent un rôle important, notamment au Maroc et en Tunisie. Les ressources énergétiques sont également significatives dans la région. L'Algérie possède d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, ce qui en fait des acteurs majeurs sur le marché énergétique mondial. Malgré, plusieurs défis économiques persistent dans la région du Maghreb. Ces trois pays partagent des caractéristiques similaires en termes de défis économiques et sociaux, ce qui a conduit à des taux de chômage élevés en particulier chez les jeunes, demeure élevé, Cette introduction mettra en lumière la situation du chômage dans un contexte global, puis se concentrera sur l'importance particulière de cette problématique dans les pays du Maghreb. Nous examinerons les facteurs qui contribuent à cette réalité, tels que la croissance démographique, les défis structurels du marché du travail et les disparités économiques et sociales. En outre nous aborderons les initiatives et les politiques mises en place pour lutter contre le chômage et promouvoir la création d'emplois. Ceci nous amène à poser la question suivante :

Comment les pays du Maghreb luttent-ils contre le chômage et font face à cette situation cruciale ?

A partir de cette problématique nous cherchons à savoir :

- ✓ **Quelles sont les facteurs essentiels qui contribuent à l'augmentation du chômage ?**
- ✓ **Quelles sont les dispositifs et politique de lutte contre le chômage ?**
- ✓ **Est-ce que ces politiques agissent d'une manière positive ou négative sur le chômage ?**

Afin de répondre à notre question principale de notre mémoire nous vous suggérons les hypothèses de recherche suivantes :

Hypothèse 01 : Le chômage est réduit par la mise en œuvre de politiques publiques de lutte contre le chômage.

Hypothèse 02 : Les politiques de promotion de l'emploi des jeunes contribuent à la réduction du chômage au Maghreb. Cette hypothèse suggère que des initiatives spécifiques axées sur l'emploi des jeunes, peuvent réduire le chômage des jeunes et favoriser leur intégration sur le marché du travail

Les gouvernements de la région ont pris conscience de l'urgence de la situation et ont mis en place diverses politiques et initiatives pour lutter contre le chômage. Celles-ci comprennent des réformes structurelles, des programmes de formation professionnelle, des incitations à l'investissement, des mesures pour promouvoir l'entrepreneuriat et des stratégies visant à encourager la création d'emplois dans divers secteurs de l'économie.

Face à cette réalité persistante, notre recherche vise à examiner les politiques et les stratégies actuelles de lutte contre le chômage au Maghreb. L'objectif est d'analyser les facteurs sous-jacents contribuant au chômage, d'évaluer l'efficacité des mesures prises jusqu'à présent et de formuler des recommandations pour améliorer les politiques d'emploi et stimuler la création d'emplois durables et de qualité dans la région.

Afin de mieux comprendre les facteurs sous-jacents et les dynamiques du chômage au Maghreb, notre recherche s'appuie sur l'utilisation d'un modèle logit, ou modèle de régression logistique qu'est un outil statistique largement utilisé pour analyser les relations entre des variables binaires, telles que le chômage (présence ou absence de politique de lutte). Dans le contexte de la problématique des politiques de lutte contre le chômage au Maghreb, le modèle logit peut être utilisé pour étudier les facteurs qui influencent la probabilité d'être au chômage, ainsi que l'efficacité des politiques mises en place pour réduire le chômage.

Notre étude est réalisée à partir d'un logiciel Eviews ; version 12, pour tester la significativité des politiques de lutte sur les variables choisies qui sont : le PIB, le taux de chômage, la croissance de la population et le FBCF et taux de scolarisation et l'enseignement supérieur

La rédaction de notre mémoire est divisée en trois chapitres. Le premier chapitre est consacré à un rappel théorique du chômage. Le chapitre 2 présente les taux de chômage en Algérie, en Tunisie et au Maroc ou on a abordé le contexte économique, les caractéristiques, les causes et les mécanismes de contrôle. Le dernier chapitre est consacré à la modélisation selon le modèle logit-probit binaires sur les trois pays durant la période (1991 à 2022). Enfin, nous concluons notre travail par une conclusion résumant les principaux résultats, recommandations et perspectives de recherche de nos travaux.

Chapitre I

Soubassement théorique

du chômage.

Introduction :

Le chômage est l'un des phénomènes et sujets qui sont discutés dans le monde entier que ce soit dans l'économie ou dans la société et ce dernier joue un rôle très important surtout dans l'économie mondiale. Le chômage s'agit d'une situation d'une personne qui se trouve sans emploi mais qui souhaite et cherche à travailler et qui a des compétences nécessaires pour un emploi.

Section 1 : Aspect théorique sur le chômage.

Le terme du chômage remonte au moyen âge, qu'est issu du latin populaire (caumare) et du grec ancien (kauma) qui veut dire (ne pas travailler dans un climat où la température est élevée) malgré cela ce n'est pas la signification complète de ce terme. Vers la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle le chômage apparaît sous une nouvelle définition d'où la société commence à s'intéresser aux personnes qui ne trouvent pas d'emploi¹.

Plusieurs théories économiques en vue naissent et tentent d'expliquer les causes du chômage voici quelques-unes des plus connues.

1.1 Les différentes théories économiques du chômage :

La théorie économique du chômage est un ensemble de modèles et d'explications économiques² qui cherchent à comprendre les causes du chômage et à proposer des solutions pour y remédier.

1.1.1 Théorie classique :

Est une théorie économique qui est connue sous le nom de théorie de la flexibilité des prix cette théorie remonte au XVIII^e développée par des économistes tels qu'Adam Smith, David Ricardo, Jean-Baptiste Say et John Stuart Mill c'est surtout l'économiste britannique David Ricardo qui a élaboré la théorie classique du chômage et cette théorie suggère que le chômage est causé par un déséquilibre temporaire du marché du travail où l'offre de travail est supérieure à la demande de travail.³

¹ <http://ses.ens-lyon.fr/articles/chomage-breve-histoire-dun-concept> consulté le 17/02/2023

² <https://www.radiofrance.fr/franceculture/economie-6-grands-theoriciens-7883001>

Article par Antoine REBEYROL (Machinisme et Lois du marché chez Ricardo) cahiers d'économie politique / Papers in Political Economy
<https://www.jstor.org/stable/43201219> consulté le 17/02/2023

Les économistes classiques croyaient que les marchés, y compris le marché du travail, étaient autorégulateurs et atteignaient naturellement un état d'équilibre. Selon cette théorie les travailleurs choisissent de ne pas travailler en raison de trouvé un emploi mieux rémunéré ou une préférence pour le loisir et ça qu'on appelle le chômage volontaire. Cependant cette théorie a été largement critiquée et remise en question par les économistes de l'école néoclassique et l'école keynésienne pour son manque de réalisme dans la compréhension des causes et solutions au chômage.

1.1.2 Théorie keynésienne :

Est une théorie développée par John Maynard Keynes qui dit que le chômage est involontaire et causé par une insuffisance de la demande globale dans une économie c'est-à-dire une situation où les entreprises ne produisent pas assez car le pouvoir d'achat des consommateurs n'est pas suffisant pour acheter leurs produits et c'est à partir de cela que la loi de Say loi de débouche est rejeté qui dit que l'offre crée sa propre demande. Selon cette approche le marché du travail est considéré comme un marché du travail imparfait où les salaires s'ajustent pas automatiquement pour atteindre un équilibre avec l'offre et demande de travail, Keynes⁴ a souligné que la demande globale joue un rôle important dans l'économie, si la demande globale est insuffisante la production va se réduire et les investissements vont baissés et cela va entraîner une augmentation du chômage.

Et parmi les solutions que Keynes a proposé est l'intervention de l'Etat pour remédier à cette situation, il a suggéré des politiques fiscales et monétaires pour stimuler la demande globale et créer des emplois, cette théorie a eu une influence importante sur de nombreux pays qui ont adopté des politiques économiques qui visent à stimuler la demande globale et à baisser le chômage mais sa reste que cette approche soit critiquée par les économistes classique qui soutenaient la flexibilité des salaires et que le marché s'ajuste automatiquement pour atteindre l'équilibre.⁵

⁴ <http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/25/Les-th%C3%A9ories-du-ch%C3%B4mage>

⁵ "The General Theory of Employment, Interest and Money" de John Maynard Keynes (1936)
<https://www.maxicours.com/se/cours/l-analyse-Keynésienne-de-ch%C3%B4mage-la-relation-sous-emploi-demande-et-le-ch%C3%B4mage-involontaire/> consulté le 25/02/23

1.1.3 Théorie Marxiste :

Fondé par Karl Marx⁶ (le père de la théorie marxiste) est l'un des premiers économistes qui a étudié le chômage sous la forme « l'armée industrielle de réserve » où « surplus relatif de population » ce qui veut dire la division entre les personnes qui sont en situation de travail (salariés) et des personnes sans emploi (chômeurs) et qui a évoqué une pression à la baisse sur les salariés par les capitalistes ou c'est l'une des conséquences de ce système qui fait que exploité et maintenir un monopole sur les travailleurs et tout ce qui cherche à faire est uniquement d'augmenter les profits et réduire les coûts de productions en utilisant moins de travailleurs avec des salaires très bas et se qui produit des pertes d'emplois massives des fermetures d'usines et des délocalisations, et sa été abordé dans plusieurs ouvrages est parmi [le salaire, le prix et le profit](1865) et [Misère de la philosophie en 1847] . Au finale pour Marx le chômage n'est pas simplement une question de marché ou de conjoncture économique mais plutôt un produit structurel du système capitaliste lui-même.

1.1.4 La théorie de segmentation :

La théorie de segmentation du marché du travail⁷ est une approche qui explique comment le marché du travail est divisé en segment distincts en fonction de caractéristiques telles que la formation l'expérience et la race. Selon cette théorie, les travailleurs ne sont pas interchangeables, mais plutôt divisés en groupes distincts avec des caractéristiques différentes des qui sont des opportunités d'emploi et des conditions de travail différentes. Cette théorie suppose que le marché du travail est structuré en différents segment qui sont relativement imperméables les uns aux autres. Les travailleurs d'un segment en raison de barrières d'entrée telles que des exigences de formation d'expérience spécifiques, des réseaux sociaux, ou des préférences culturelles. Les segments du marché du travail peuvent être définis selon différents critères, tels que la qualification des travailleurs, la stabilité de l'emploi, les conditions de travail, le niveau de salaire, ou la flexibilité des horaires. Les travailleurs dans chaque segment sont soumis à des conditions d'emploi distinctes, telles que les régimes de protection sociale différents, des horaires de travail différents⁸

⁶<https://www.etudier.com/dissertations/Analyse-Marxiste-Du-Ch%C3%B4mage/191492.html>

⁷<https://www.centralcharts.com/fr/gm/1-apprendre/9-economie/34-analyse-fondamentale/1071-definition-segmentation-marche-du-travail>

⁸<https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/22/13/45/14385> consulté le 01/03/23

Section 2 : Champs sémantique du chômage

2.1 Définitions du chômage :

- Le chômage⁹ est défini comme une situation d'une personne ou plusieurs personnes incapables de trouver un emploi malgré de nombreuses recherches sur le marché de travail et qui touchent beaucoup plus les jeunes et les moins diplômés et qui est déterminé comme un déséquilibre entre l'offre et la demande, ce qui signifie que la demande d'emploi est supérieure à l'offre d'emploi
- Il est défini aussi comme insuffisance de l'activité économique selon Keynes¹⁰
- Selon les néo classiques¹¹ : le chômage est l'insuffisance flexible d'un marché de travail et d'un salaire réel trop élevé
- Selon le BIT¹² (Bureau International du Travail) : Le chômage est défini comme l'ensemble de personnes capable de travailler à partir de 16ans et plus sous ses conditions :
 - Etre sans emplois : ou la personne concernée par ce chômage ne travaille pas du tout même pour une heure de travail durant la semaine
 - Avoir l'âge légal de travailler
 - Etre disponible de travaille au moins durant une période de 15jours
 - Rechercher un emploi : c'est-à-dire passer à la démarche de recherche

2.1.1 La vision de Xavier Bertrand sur chômage

Xavier Bertrand juge que : « le chômage est bien dû à un manque de croissance. Alors que celle-ci n'est pas uniquement due à la crise du financement. Une relance de la croissance par la demande est plus qu'urgente, et ceci suppose donc une amélioration de la rémunération de chacun qui commence par le fait d'offrir un véritable travail, correctement rémunéré au plus grand nombre. Or, ceci semble assez loin des mesures annoncées ».

Cet économiste constate que pour lutter contre le chômage les gouvernements doivent :

- Augmenter les contrats aidés en plus à celle qui existe déjà

⁹ <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Chomage.htm> consulté le 03/03/23

¹⁰ <https://www.maxicours.com/se/cours/l-analyse-keynesienne-du-chomage-la-relation-sous-emploi-demande-et-le-chomage-involontaire>. consulté le 25/02/23

¹¹ <http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/25/Les-th%C3%A9ories-du-ch%C3%B4mage>

¹² <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1129> consulté le 03/03/23

- Induire les entreprises au développement d'apprentissage car ce dernier permet d'offrir des contrats forts peu rémunérés
- Réorganiser les politiques d'emplois et proposer d'emplois par des formations de longue durée en d'autre terme offrir d'emplois et des formations aux chômeurs pour une durée plus d'un an.

2.1.2. La vision de Maurice Allais sur chômage :

Maurice Allais définit le chômage comme un phénomène très complexe à mesurer et qui trouve son origine dans différentes causes.

Pour expliquer la hausse du chômage cet économiste propose ces principales causes :

- Pour expliquer la première véritable cause de la montée du chômage, Maurice Allais considère le chômage chronique comme le résultant de la rémunération salariale globale. Il est dû alors au niveau élevé des charges sociales.¹³
- La seconde cause de chômage correspond au chômage induit par le libre échange mondialiste
- Il est le résultat de la concurrence des pays à capacité technologique, et l'internationalisation de système monétaire et financier. C'est alors la libéralisation mondiale des échanges la cause majeure du chômage.
- La troisième cause de chômage qu'il a constaté est le chômage induit par l'immigration extra communautaire donc c'est la libre circulation de la main d'œuvre qui a causé le chômage.
- L'évolution technologique, progrès et l'innovation, constituent une autre cause de chômage.

Xavier Bertrand, né le 21 mars 1965 à Châlons-sur-Marne est un homme politique français. Il est également ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé dans le gouvernement François Fillon III de 2010 à 2012. Auparavant, il a été secrétaire général de l'UMP (de 2008 à 2010), et ministre de la Santé du gouvernement. 15«lutte-contre-chômage-mesures-vraiment-efficace», <http://www.lecercle.lesechos.fr>, consulter le 20/03/2013

2.1.3. La vision de Peter Diamond sur chômage :

Le professeur Diamond a élaboré un modèle qui démontre que plus les allocations chômage versées aux demandeurs d'emploi ne sont élevées, plus la durée de recherche d'un emploi est longue et le taux de chômage sera élevé.

Pour plus de détail nous proposons cet exemple : avec ces allocations de chômage, les chômeurs vont pouvoir allonger leur durée de recherche et trouver un emploi qui correspond mieux à leur qualification mais s'ils ne les reçoivent pas, les chômeurs vont accepter le premier travail trouver même si le salaire est bas

Il convient de noter également de noter que les déterminants du chômage peuvent varier d'un pays à l'autre en fonction de leur contexte économique et social

2.2 La mesure du chômage :

La mesure du chômage¹⁴ est un sujet important dans l'étude de l'économie et de la politique de l'emploi et c'est un indicateur important qui permet de mesurer le nombre de personnes sans travail dans une économie donnée, Grace a l'utilisation des grandeurs absolues (nombre de chômeurs) et les grandeurs relatives (taux de chômage) que le chômage est mesuré et évolué. Il existe plusieurs façons de mesurer le chômage et chacune a ses avantages et ses inconvénients

2.2.1 Taux de chômage¹⁵ :

C'est un chiffre qui fait l'objet de débat et qui est une mesure statistique pour comprendre l'économie d'un pays et le taux de chômage indique une proportion de la population active qui est sans emplois mais qui cherche activement un travail, la population active comprend les personnes âgées de 15ans et plus qui sont employés ou qui sont disponible pour travailler, et ce taux se calcule en divisant le nombre de chômeurs par la population active (en moyenne sur le trimestre ou sur l'année) et ces données sont recueillies à l'aide des enquêtes au prêt des ménages qui sont menés par les agences gouvernementales de statistiques ce qui permet de déterminer combien de personnes sont au chômage.

Il est important de noter que le taux de chômage ne reflète pas toujours de la réalité du marché du travail, car certaines personnes peuvent ne pas être comptabilisées, telles que celles qui ont

¹⁴ <https://www.melchior.fr/cours/complet/question-1-definition-et-mesure-du-chomage> consulté le 03/03/23

¹⁵ <https://ses.webclass.fr/notions/taux-de-chomage> consulté le 03/03/23

abandonné leur recherche d'emploi ou qui travaillent à temps partiel mais souhaitent travailler à temps plein. C'est pourquoi d'autres indicateurs, tels que le taux d'activité et le taux d'emploi, sont également utilisés pour évaluer la santé du marché du travail.

$$\text{Taux de chômage} = (\text{nombre de chômeurs} / \text{population active}) \times 100$$

$$\text{Part de chômage} = (\text{nombre de chômeurs} / \text{ensemble de population}) \times 100$$

a. Chômeurs¹⁶ :

C'est un individu qui a des capacités et disponible de travailler mais qui n'as pas d'emploi malgré les recherches, et dans cas il existe de différentes catégories de chômeurs

- Les chômeurs de courte durée : ils sont sans emploi depuis mois de 3 mois.
- Les chômeurs de longues durées : ils sont sans emploi depuis plus de 3mois.
- Les chômeurs découragés : ils ont abandonné leurs recherches d'emploi parce qu'ils estiment que leurs perspectives de trouver un emploi sont faibles
- Les chômeurs involontaires a temps partiel : ils sont employés a temps partiel mais souhaiterai travailler a temps plein

il est important de noter que la définition du chômeur peut varier selon les pays et les organisations qui collecte des données sur le chômage

b. Population active¹⁷ :

C'est un ensemble d'individus qui travaillent ou qui sont à la recherche d'un emploi et c'est un indicateur important pour mesurer la dynamique du marché de travail et l'état de l'économie d'un pays. Elle permet de comprendre le taux d'emploi et de chômage, les tendances d'activité économique et les besoins en termes de développement de compétences et de formation professionnelle.

c. Population inactive¹⁸ :

Selon le BIT c'est une catégorie de personnes qui sont ni au chômage ni en emploi comme les jeunes de moins de 15ans, cette population inclut des personnes qui ne travaillent pas pour de différentes raisons tel que les retraités et les étudiants et d'autres

¹⁶ <https://www.cnrtl.fr/definition/ch%C3%B4meur> consulté le 04/03/23

¹⁷ <https://ses.webclass.fr/notions/population-active> consulté le 04/03/23

¹⁸ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c2018#:~:text=Les%20inactifs%20sont%20par%20convention,en%20incapacit%C3%A9%20de%20travailler> consulté le 06/03/23

qui ne peuvent pas travailler pour des raisons de santé, les aides familiaux, les personnes en congé de maternité ou de paternité.

d. L'emploi¹⁹ :

C'est une activité professionnelle dans laquelle le concerné va être rémunéré, l'emploi peut prendre différentes formes telles que le travail à temps plein ou à temps partiel, temporaire ou permanent, salarié ou indépendant et les emplois peuvent également être classés selon différents secteurs économiques tels que l'industrie manufacturière, les services financiers, les soins de santé l'agriculture.

e. Le travail²⁰ :

Est une activité physique ou mentale accomplie par une personne dans le but de produire des biens ou des services utiles pour elle-même ou pour les autres, le travail peut être rémunéré ou non et il se peut être effectué par des travailleurs salariés ou indépendants.

f. Le sous-emploi²¹ :

Est souvent mesuré par le taux de sous-emploi qui le pourcentage de la population active qui travail à temps partiel et qui souhaite travailler à temps plein et le taux de sous-emploi est indicateur important pour évaluer la qualité de l'emploi et le niveau de satisfaction des travailleurs à l'égard de leur travail.

2.2.2. Le halo du chômage²² :

L'histoire du halo du chômage remonte aux années 1970 lorsque les économistes ont commencé à remettre en question la définition officielle du chômage mais c'est jusqu'au milieu des années 1980 qui ont commencé à utiliser cette nouvelle notion qui fait référence à la population qui n'est pas officiellement considérée comme chômeuse au sens du BIT, On utilise l'expression de halo du chômage pour désigner cette situation, ainsi que toutes les «zones grises» non saisies par les statistiques officielles entre l'inactivité, l'emploi et le chômage . Le halo du chômage représente un défi majeur pour les gouvernements et les décideurs politique car il montre que les chiffres officiels du chômage ne fournissent pas une image complète du marché du travail et de l'économie dans son ensemble, les solutions pour faire face au halo du chômage impliquent souvent la mise en place de politique visant à

¹⁹ <https://ses.webclass.fr/notions/emploi> consulté le 08/03/23

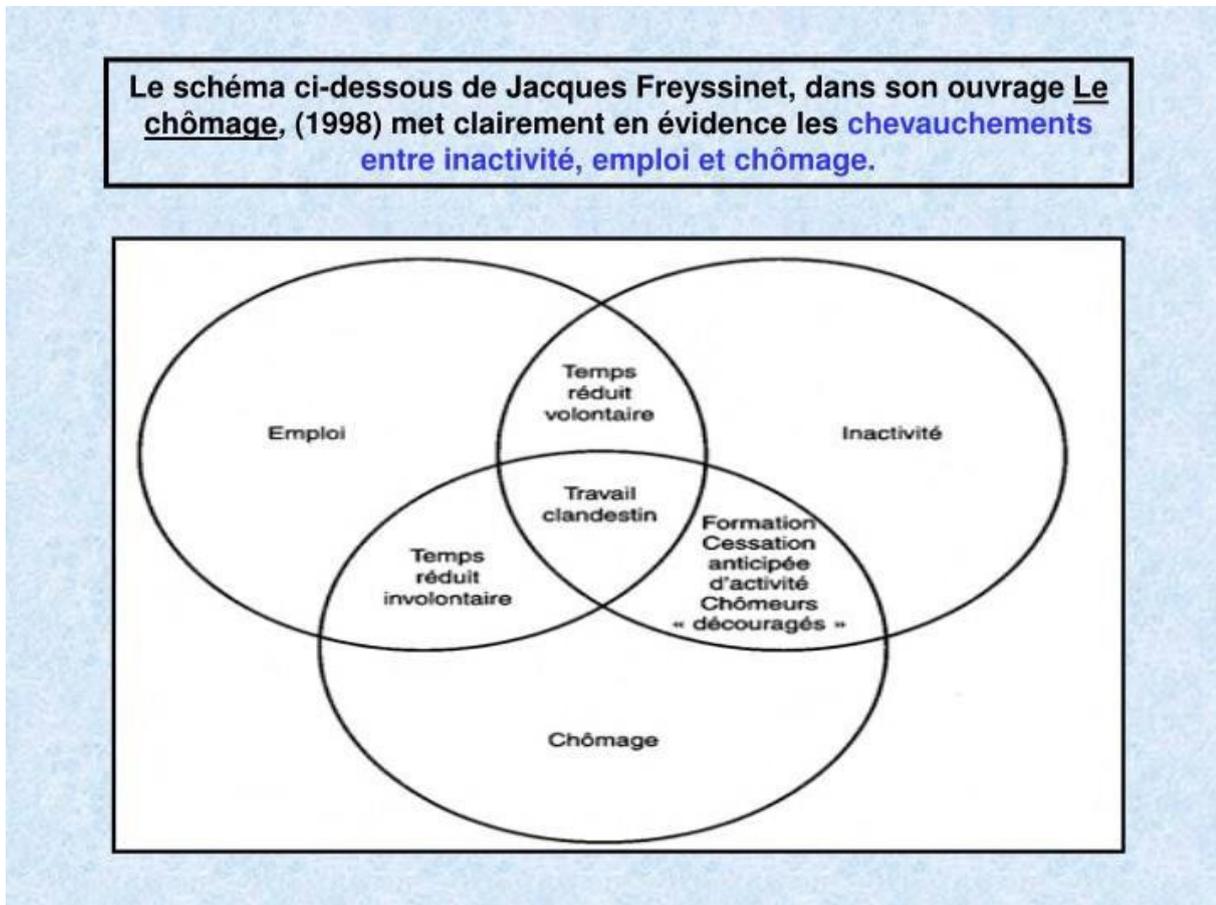
²⁰ <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Travail.htm> consulté le 10/03/23

²¹ <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1935>

²² <https://www.cadremploi.fr/editorial/conseils/conseils-carriere/halo-du-chomage> consulté le 10/03/23

renforcer la formation professionnelle , a réduire les déséquilibres régionaux et a encourager la création d'emplois dans les secteurs clés de l'économie .

Figure 1 : le schéma de Jacques Freyssinet



2.3 Les différents types de chômage :

Il existe plusieurs types²³ de chômage on peut les définir comme suite²⁴

2.3.1 Le chômage conjoncturel²⁵ :

Est le taux de chômage lié aux fluctuations cycliques de l'économie ou à l'activité économique, Lors de la phase de ralentissement économique (phase de surchauffe et de récession), la production diminue pour s'adapter à la baisse de la consommation donc la demande de main d'œuvre est faible cela provoque une hausse du chômage conjoncturel appelé également chômage keynésien ou chômage cyclique.

²³ **Krajčovičová Lenka** « le chômage en France » mémoire de licence en faculté des lettres P6

²⁴ <https://dutyfree58.ru/fr/teoreticheskie-osnovy-issledovaniya-bezroboticy-ponyatie-bezroboticy-i> consulté le 11/03/23

²⁵ <https://www.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/96815> consulté le 12/03/23

2.3.2 Le chômage frictionnel²⁶ :

Ce chômage est de courte période et c'est la transition d'un travail à un autre plus rémunéré, on l'appelle aussi le chômage naturel et qui est considéré comme un chômage volontaire est ce type de chômage est toujours présent dans l'économie qui contribue à la situation générale de l'emploi, lorsque le chômage frictionnel est égal au taux de chômage et cela veut dire il y'a le plein emploi.

2.3.3 Le chômage structurel²⁷ :

Résultant d'un décalage entre les qualifications des travailleurs et les emplois disponibles il est souvent lié à des changements technologiques ou a des modifications de l'organisation de travail.

2.3.4 Le chômage saisonnier²⁸ :

Il concerne quant à lui, l'ensemble des activités qui se déroulent selon un cycle qui n'est pas constant dans le temps. Ce type de chômage concerne les activités liées au tourisme ou encore certaines activités agricoles.

Il est important de comprendre ces différents types de chômage pour pouvoir mettre en place des politiques économiques et sociales adaptés.

2.4. L'évolution du chômage :

Au début de la révolution industrielle le chômage était un phénomène relativement limité car la demande de travailleurs dans les usines était très forte cependant l'automatisation et la mécanisation de la production, les entreprises ont commencé à réduire leurs effectifs ce qui a entraîné une augmentation du chômage, c'est à partir de cela que les ouvriers ont créé des syndicats et des mouvements pour lutter contre le chômage et des conditions de travail difficiles. Les gouvernements ont répondu à ces mouvements en commençant à mettre en place des politiques de protection sociale telles que les assurances chômage et des réglementations du travail.

Au 20^{ème} siècle le taux de chômage a connu des hauts et des bas en fonction des événements mondiaux ou il atteint un niveau historiquement élevés dans de nombreux pays pendant la

²⁶ <https://www.capital.fr/votre-carriere/quest-ce-que-le-chomage-frictionnel-1461488> consulté le 14/03/23

²⁷ <https://ses.webclass.fr/notions/chomage-structurel> consulté le 14/03/23

²⁸ <https://economy-pedia.com/11039939-seasonal-unemployment> consulté le 15/03/23

grande dépression des années 1930, par la suite y'avait la seconde guerre mondiale qui a connu une prospérité économique sous le nom des 30 glorieuses ou le taux de chômage était relativement faible pendant cette période car la croissance économique était forte et les politiques de protection sociale étaient bien établies.

Cependant dans les années 1970 et 1980 les économies occidentales ont connus une période de stagflation caractérisé par une stagnation économique et une inflation élevé et ce qui a causé une hausse et une augmentation du chômage et cette période a été marqué par des chocs pétroliers des changements économiques structurelles et des politiques économiques de plus en plus libérale.

En 2008, la crise financière était la cause principale de l'augmentation du taux de chômage et cette crise a entraîné une réduction de la demande de travail et une augmentation de licenciement.

2.4.1. L'évolution du chômage avant et après le COVID-19 :

Le taux de chômage a connu une évolution importante avant et après l'arrivée de la pandémie de COVID-19²⁹. Avant la pandémie, les taux de chômage variaient d'un pays à l'autre.

Cependant avec l'arrivée de la pandémie de COVID-19 de nombreux pays ont été contraints de mettre en place des mesures de confinement pour contenir la propagation du virus. Ces mesures ont eu un impact considérable sur l'économie mondiale, entraînant des pertes d'emplois massives dans de nombreux secteurs.

Le taux de chômage a considérablement augmenté dans de nombreux pays depuis le début de la pandémie. Par exemple, aux États-Unis le taux de chômage a atteint un sommet de 14,8% en avril 2020, avant de diminuer progressivement pour atteindre 4,2% en novembre 2021. En France le taux de chômage a également augmenté de manière significative, atteignant un sommet de 9,7% au quatrième trimestre 2020 avant de redescendre à 7,6% au deuxième trimestre 2021.

En résumé la pandémie de COVID-19 a eu un impact important sur le taux de chômage dans de nombreux pays, entraînant une augmentation significative du chômage dans de nombreux

²⁹ https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/arabstates/Algeria_Analyse-rapide-Impact-Socioeco-Covid19-Algerie_-29-Jul2020.pdf consulté le 17/03/23

secteurs de l'économie. Cependant le taux de chômage a commencé à se stabiliser et à diminuer dans certains pays à la pandémie sont levées et que l'économie commence à se redresser

2.5 Les causes et les déterminants du chômage :

Le chômage peut être causé par de nombreux facteurs à la fois macro-économique et micro-économique et voici quelques-unes des principales causes du chômage :

2.5.1 Conjecture économique³⁰ :

Lorsque l'économie ralentit ou entre en récession les entreprises ont tendance à réduire leurs effectifs ou à ne pas embaucher de nouveaux employés pour réduire leurs coûts et cela peut entraîner une augmentation du chômage. Les périodes de forte croissance économique peuvent entraîner une réduction du taux de chômage, car les entreprises ont besoin de plus de main-d'œuvre pour répondre à la demande croissante. Cependant, cela peut également augmenter la concurrence pour les travailleurs qualifiés et faire monter les salaires, ce qui peut entraîner une pression sur l'inflation et des coûts plus élevés pour les entreprises.

2.5.2 Les changements structurels :

Les évolutions technologiques et les changements dans les modes de production peuvent remplacer des emplois existants ou rendre certains emplois obsolètes et ce qui va entraîner une augmentation du chômage dans certains secteurs économiques.

Les changements structurels, tels que l'automatisation, la mondialisation et l'évolution des technologies, peuvent également avoir un impact sur le chômage. Ces changements peuvent contribuer à la création de nouveaux emplois dans certains secteurs, mais aussi à la suppression d'emplois dans d'autres secteurs.

L'automatisation, par exemple, peut réduire la demande de main-d'œuvre dans les secteurs où des machines peuvent effectuer le travail plus efficacement que les travailleurs humains. Cependant, cela peut également créer de nouveaux emplois dans les industries qui fournissent ces machines et dans les industries qui nécessitent des compétences qui ne peuvent pas être automatisées.

³⁰ <https://www.beaboss.fr/Definitions-Glossaire/Conjoncture-economique-245202.htm> consulté le 11/03/23

La mondialisation peut également avoir un impact sur l'emploi, car elle permet aux entreprises de délocaliser leur production dans des pays où les coûts de main-d'œuvre sont plus faibles. Cela peut réduire les emplois dans les pays développés, mais cela peut également créer des emplois dans les pays en développement.

Les évolutions technologiques peuvent modifier la demande de compétences sur le marché du travail. Les nouvelles technologies peuvent créer de nouveaux emplois dans les secteurs de haute technologie, mais peuvent également réduire la demande pour des compétences qui deviennent obsolètes.

2.5.3 Les politiques gouvernementales³¹ :

Les politiques gouvernementales ont un impact significatif sur le marché du travail et peuvent avoir des effets positifs ou négatifs sur le chômage. Certaines politiques gouvernementales peuvent aider à créer des emplois et à stimuler la croissance économique, tandis que d'autres peuvent avoir des effets négatifs sur l'emploi et contribuer à une augmentation du chômage.

Voici quelques exemples de politiques gouvernementales qui peuvent avoir un impact sur le chômage :

Politiques fiscales : Les politiques fiscales, telles que les réductions d'impôts pour les entreprises ou les particuliers, peuvent stimuler l'activité économique et encourager les entreprises à embaucher davantage de travailleurs. Cependant, si ces politiques sont mal ciblées ou mal conçues, elles peuvent également contribuer à une augmentation du déficit budgétaire, ce qui peut avoir des effets négatifs sur l'économie et l'emploi à long terme.

Politiques monétaires : Les politiques monétaires, telles que les taux d'intérêt et la création de liquidités, peuvent avoir un impact sur l'emploi en affectant la demande de biens et de services. Si les taux d'intérêt sont bas, cela peut encourager les entreprises à emprunter et à investir, ce qui peut stimuler la croissance économique et la création d'emplois. Cependant, des taux d'intérêt trop bas peuvent également contribuer à une inflation élevée, ce qui peut avoir des effets négatifs sur l'emploi et l'économie dans son ensemble.

Politiques du marché du travail : Les politiques du marché du travail, telles que les lois sur le salaire minimum, les normes de travail et les réglementations environnementales, peuvent

³¹ <https://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-administratives-2011-3-page-551.htm>

avoir des effets sur l'emploi en affectant les coûts de production des entreprises. Si ces politiques sont trop strictes ou trop coûteuses, cela peut décourager les entreprises d'embaucher de nouveaux travailleurs. Cependant, des politiques du marché du travail bien conçues peuvent également aider à protéger les travailleurs contre l'exploitation et à améliorer la qualité de l'emploi.

Politiques de formation : Les politiques de formation, telles que les programmes de formation professionnelle et les subventions pour les travailleurs qui cherchent à acquérir de nouvelles compétences, peuvent aider les travailleurs à s'adapter aux changements économiques et à trouver de nouveaux emplois. Cela peut contribuer à réduire le chômage en aidant les travailleurs à acquérir les compétences dont les employeurs ont besoin.

2.5.4 Les déséquilibres régionaux ³² :

Les déséquilibres régionaux peuvent également contribuer au chômage dans certaines régions ou zones géographiques. Ces déséquilibres peuvent être dus à des facteurs tels que les différences dans les niveaux de développement économique, les différences dans les infrastructures, les différences dans les opportunités d'emploi et les différences dans les coûts de la vie.

Dans certaines régions, les niveaux de développement économique peuvent être faibles, ce qui peut entraîner une pénurie d'emplois et une faible croissance économique. Les travailleurs dans ces régions peuvent avoir du mal à trouver des emplois bien rémunérés et peuvent être obligés de s'installer ailleurs pour trouver du travail.

Les différences dans les infrastructures peuvent également avoir un impact sur l'emploi. Les régions qui manquent d'infrastructures adéquates, comme les transports en commun, les réseaux de communication ou les installations industrielles, peuvent être moins attractives pour les entreprises et peuvent avoir du mal à attirer de nouveaux investissements et de nouveaux emplois.

Les différences dans les opportunités d'emploi peuvent également jouer un rôle important. Les régions qui sont spécialisées dans un secteur particulier peuvent connaître une forte demande de main-d'œuvre dans ce secteur, tandis que d'autres régions peuvent avoir des industries en déclin qui peinent à offrir des emplois.

³² <https://books.openedition.org/iheal/8179?lang=en> consulté le 17/03/23

2.5.6 Les compétences et qualifications³³ :

Les personnes qui n'ont pas les compétences ou les qualifications requises pour certains emplois peuvent avoir des difficultés à trouver du travail.

Les compétences et qualifications peuvent jouer un rôle important dans la capacité des personnes à trouver un emploi. Les employeurs recherchent souvent des travailleurs possédant des compétences spécifiques ou des qualifications qui correspondent aux exigences de l'emploi.

Cela peut être dû à une lacune dans le système d'éducation ou de formation, à des changements dans les exigences du marché du travail ou à une évolution des technologies et des pratiques professionnelles.

Le manque de compétences et de qualifications peut également rendre les travailleurs plus vulnérables aux perturbations économiques, telles que les récessions ou les changements structurels dans les industries. Dans ces situations, les travailleurs qui ont des compétences ou des qualifications spécifiques peuvent avoir plus de chances de trouver un emploi ou de se réorienter vers des secteurs en croissance, tandis que les travailleurs sans compétences ou qualifications peuvent avoir plus de difficultés à trouver un emploi ou à se reconvertir.

2.5.7 La rigidité du marché du travail³⁴ :

La rigidité du marché du travail peut être un facteur qui contribue au chômage dans certains pays ou régions. Les rigidités peuvent prendre différentes formes, telles que des règles strictes en matière de licenciement, des coûts élevés pour les employeurs qui embauchent de nouveaux travailleurs, ou des réglementations qui entravent la flexibilité du marché du travail. Ces rigidités peuvent rendre les entreprises moins enclines à embaucher de nouveaux travailleurs ou à augmenter les effectifs en période de croissance économique. Les entreprises peuvent également être réticentes à investir dans de nouvelles technologies ou de nouveaux équipements, car cela peut rendre les travailleurs existants obsolètes ou les entreprises peuvent être contraintes de les licencier en raison des règles strictes de licenciement. Elles peuvent également décourager les travailleurs de chercher de nouveaux emplois ou de changer d'emploi, car cela peut être coûteux ou difficile en raison des restrictions ou des coûts associés à la recherche d'un nouvel emploi.

³³ <https://www.maxicours.com/se/cours/les-conditions-de-travail-les-qualifications-et-les-competences> consulté le 20/03/23

³⁴ <https://www.contrepoints.org/2022/11/06/270023-6-causes-chomage>

Il convient de noter que les rigidités du marché du travail peuvent également avoir des avantages pour les travailleurs, tels que la protection contre les licenciements injustes et la garantie de conditions de travail sûres et équitables. Il est donc important de trouver un équilibre entre la protection des travailleurs et la promotion d'un marché du travail flexible et dynamique.

2.6 Les conséquences et les limites du chômage³⁵ :

Le chômage peut avoir de nombreuses conséquences négatives pour les individus ; les familles et la société dans son ensemble. Voici quelques-unes des conséquences les plus courantes du chômage :

2.6.1 Perte de revenu :

Le chômage entraîne une perte de revenu pour les individus et les familles ce qui peut les empêcher de subvenir à leurs besoins de base.

La perte de revenu peut également affecter la qualité de vie des personnes touchées, en les empêchant de participer à des activités de loisirs, de voyager, de socialiser et de poursuivre leurs intérêts personnels. Les personnes sans emploi peuvent également être confrontées à des difficultés financières pour accéder à des soins de santé et à d'autres services essentiels.

La perte de revenu due au chômage peut avoir des conséquences à long terme sur la sécurité financière des personnes touchées, en particulier si elles sont incapables de trouver un emploi stable et bien rémunéré. Les personnes sans emploi peuvent être confrontées à des difficultés pour épargner de l'argent, investir dans leur avenir ou planifier leur retraite.

2.6.2 Pauvreté :

Le chômage peut contribuer à la pauvreté, car il prive les individus de leur source de revenus et de leur capacité à subvenir à leurs besoins de base. Lorsqu'une personne perd son emploi, elle peut avoir des difficultés financières pour payer son loyer, acheter de la nourriture, des vêtements, des médicaments, etc.

Le manque de ressources financières peut également conduire à l'insécurité alimentaire, à une détérioration de la santé et à des conditions de logement insalubres. La pauvreté résultant du chômage peut également entraîner des difficultés à accéder aux soins de santé, à l'éducation,

³⁵ <https://www.mouvementpourundeveloppementhumain.fr/quelles-sont-les-causes-et-consequences-du-chomage/> consulté le 21/03/23

aux services sociaux et à d'autres ressources essentielles pour une vie saine et productive. La pauvreté peut entraîner des cycles de chômage et d'exclusion sociale, car les personnes touchées peuvent avoir des difficultés à trouver un emploi en raison de leur manque de qualifications ou d'expérience professionnelle. Les enfants qui grandissent dans des ménages pauvres peuvent également être confrontés à des défis supplémentaires, notamment en matière de santé, d'éducation et de développement.

2.6.3 Stress et problèmes de santé mentale³⁶ :

Les personnes au chômage peuvent éprouver du stress de l'anxiété et de la dépression en raison de l'incertitude et de la précarité de leur situation

Les problèmes de santé mentale associés au chômage peuvent avoir des conséquences à long terme sur la santé physique. Les personnes sans emploi peuvent être plus susceptibles de consommer de l'alcool et des drogues, de fumer ou de développer des comportements alimentaires malsains. Les problèmes de santé mentale non traités peuvent également entraîner une diminution de l'immunité, ce qui peut augmenter le risque de maladies physiques.

2.6.4 Baisse de l'estime de soi :

Le chômage peut avoir un impact négatif sur l'estime de soi des personnes qui en sont victimes. Ne pas avoir un emploi peut être une expérience traumatisante et stressante, et cela peut entraîner une perte de confiance en soi et une baisse de l'estime de soi. Il peut également entraîner un sentiment de honte et de stigmatisation sociale, qui peut à son tour affecter l'estime de soi. Les personnes sans travail peuvent se sentir comme des échecs ou comme si elles étaient jugées par la société. Elles peuvent également ressentir une perte de sens de l'utilité sociale, car elles ne sont plus en mesure de contribuer activement à la société en travaillant.

Mais aussi le chômage peut avoir un impact sur la santé mentale des personnes touchées. Le stress lié à la recherche d'emploi et à la pression financière peut entraîner des problèmes de santé mentale tels que l'anxiété et la dépression, qui peuvent également avoir un impact négatif sur l'estime de soi.

³⁶ [https://www.mouvementpourundeveloppementhumain.fr/nos-fondements-theoriques/en-finir-avec-le-chomage-un-choix-de-societe/combien-y-a-t-il-de-chomeurs/quelles-sont-les-consequences-du-chomage/#:~:text=La%20premi%C3%A8re%20cons%C3%A9quence%20du%20ch%C3%B4mage,\(revenue%20de%20solidarit%C3%A9%20active\)](https://www.mouvementpourundeveloppementhumain.fr/nos-fondements-theoriques/en-finir-avec-le-chomage-un-choix-de-societe/combien-y-a-t-il-de-chomeurs/quelles-sont-les-consequences-du-chomage/#:~:text=La%20premi%C3%A8re%20cons%C3%A9quence%20du%20ch%C3%B4mage,(revenue%20de%20solidarit%C3%A9%20active).). consulté le 22/03/23

2.6.5 Augmentation de la criminalité :

Lorsque les gens perdent leur emploi, ils peuvent éprouver des difficultés financières, ce qui peut les conduire à chercher des moyens illégaux pour gagner de l'argent, tels que le vol, le trafic de drogue ou d'autres activités criminelles.

Le chômage peut entraîner un sentiment de désespoir et de frustration, qui peut conduire certaines personnes à commettre des actes criminels par frustration ou par colère. Les taux de criminalité peuvent également augmenter lorsque les jeunes n'ont pas accès à des emplois et sont donc plus susceptibles de s'engager dans des activités criminelles. Et il peut aussi contribuer à l'augmentation des taux de criminalité en réduisant les investissements dans les programmes sociaux et les services de prévention de la criminalité, tels que les programmes de réinsertion professionnelle et les programmes de formation professionnelle. Si ces programmes sont réduits ou supprimés en raison de contraintes budgétaires, cela peut augmenter les taux de criminalité.

2.6.6 Cout pour l'état :

Le chômage peut avoir des coûts importants pour l'État, notamment en termes de prestations de chômage et d'autres formes de soutien social. Lorsque les gens perdent leur emploi, ils peuvent avoir droit à des prestations de chômage, qui sont généralement financées par le gouvernement. Plus le taux de chômage est élevé, plus les coûts des prestations de chômage augmentent pour l'État.

Ce chômage peut entraîner une augmentation des dépenses publiques dans d'autres domaines. Par exemple, les personnes sans emploi peuvent être plus enclines à utiliser les services de santé publique, à recevoir des soins sociaux, ou encore à nécessiter une assistance en matière de logement, ce qui peut augmenter les coûts pour l'État. Et entraîner aussi une baisse des recettes fiscales pour l'État, car les personnes sans emploi ont moins de revenus et paient donc moins d'impôts. En outre, le chômage peut contribuer à la criminalité et à la délinquance, ce qui peut entraîner des coûts supplémentaires pour l'État, notamment en matière de maintien de l'ordre et de justice pénale.

2.6.7 Diminution de la croissance économique :

Le chômage peut contribuer à la diminution de la croissance économique d'un pays ou d'une région. Lorsque les gens perdent leur emploi, ils ont moins de revenus pour dépenser, ce

qui peut réduire la demande pour les biens et services, ce qui peut à son tour affecter les entreprises et leur production. Les entreprises peuvent également réduire leurs investissements ou leur expansion en raison d'une demande réduite, ce qui peut avoir un effet en cascade sur l'ensemble de l'économie.

Il peut entraîner également un sous-utilisation des ressources, car les travailleurs qui ne travaillent pas ne contribuent pas à la production économique. Les entreprises peuvent également perdre des compétences et des connaissances spécifiques lorsque des travailleurs expérimentés sont licenciés, ce qui peut affecter leur capacité à innover et à améliorer leur productivité.

Conclusion :

En conclusion, ce chapitre a examiné le cadre théorique du chômage en mettant en évidence différentes perspectives et théories qui permettent de mieux comprendre les causes et les conséquences de ce phénomène économique et social complexe. Le chômage peut avoir des conséquences graves et durables sur la vie des individus leur santé mentale et physique leur famille leur communauté et l'économie dans son ensemble.

Chapitre II

Contexte économique et politiques de lutte contre le chômage au sein des économies maghrébines

Le chômage est un problème économique important dans les pays du Maghreb, qui comprennent l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Libye et la Mauritanie. Malgré une croissance économique et les ressources naturelles qu'elles possèdent mais le taux de chômage reste toujours élevé dans la région en particulier chez les jeunes.

Le chômage est souvent lié à une économie peu diversifiée ou les secteurs traditionnels comme l'agriculture et l'industrie manufacturière reste important, ces secteurs ont été confrontés à des défis tels que la concurrence internationale, la baisse des prix des matières premières et les effets du changement climatique en conséquence de nombreux jeunes diplômés se retrouvent sans emplois. Il est également alimenté par des politiques économiques inadéquates et par la corruption généralisée dans la région. Les investisseurs potentiels ont été dissuadés par les réglementations strictes, les bureaucraties lourdes et l'instabilité politique.

Dans le travail qui se suit nous allons étudier le chômage dans la région du Maghreb sans inclure la Libye et la Mauritanie en raison de manque de données.

Section 1 : Etude du chômage en Algérie

L'Algérie est l'un des pays qui sont touchés et menacés par le chômage, ce phénomène affecte une très grande partie de la population active depuis plusieurs années, dont les taux de chômage varient d'une période à l'autre et l'Algérie a vécu de nombreuses époques telles que la période de l'indépendance 1962 où elle avait rien c'était une nouvelle république tout un nouveau système qui est le socialisme mais ça n'a pas empêché l'état de mettre des politiques pour une meilleure économie et l'un des avantages qui font partie c'était la rente des hydrocarbures et le taux de chômage a baissé mais sa durée jusqu'au 1986 où elle a connu une chute des prix du pétrole et qui a déboussolé le marché du travail ce qui était introduit par la suite une période de stagflation et qui désigne une situation économique combinant à la fois un ralentissement sensible du taux de croissance.

et souvent accompagné d'un fort taux de chômage et un taux d'inflation élevé³⁷, par la suite la balance du taux chômage baisse encore du au plan d'ajustement structurelle en 1999³⁸.

1.1 Le contexte économique de l'Algérie :

L'Algérie a connu une période économique mouvementée entre 1990 et 2021, marquée par des fluctuations importantes dues à divers facteurs internes et externes.

Les années 1990 ont été marquées par une crise économique et politique profonde en Algérie. La chute des prix du pétrole a entraîné une baisse des revenus du gouvernement, qui a eu des répercussions importantes sur l'économie du pays. La décennie a également été marquée par une guerre civile qui a causé la mort de milliers de personnes et a entraîné une forte instabilité politique et sociale.

En 1994, l'Algérie a lancé un programme de réformes économiques visant à réduire la dépendance du pays à l'égard du secteur pétrolier. Le gouvernement a introduit des mesures pour libéraliser l'économie, encourager l'investissement étranger et améliorer la productivité.

Au début des années 2000, l'Algérie a commencé à bénéficier d'une hausse des prix du pétrole, ce qui a entraîné une augmentation des revenus du gouvernement et a permis de financer des projets d'infrastructure importants. Le gouvernement a également lancé un programme de privatisation pour stimuler la croissance du secteur privé.

Au cours de la période de la décennie, l'Algérie a été confrontée à une baisse des prix du pétrole en 2014, qui a eu des répercussions négatives sur l'économie du pays. Le gouvernement a lancé des réformes pour réduire la dépendance à l'égard des revenus pétroliers, diversifier l'économie et encourager l'investissement étranger. Cependant, ces réformes ont été lentes à mettre en place et l'économie algérienne continue de faire face à des défis importants.

³⁷ <https://www.fortuneo.fr/blog/comment-expliquer-la-stagflation#:~:text=Terme%20r%C3%A9sultant%20de%20la%20contraction,prix%20dans%20le%20m%C3%A4me%20temps.>

³⁸ Les déterminants du marché du travail en Algérie : Une analyse quantitative des structures de l'offre et la demande d'emploi (1980-2009) BOURICHE Lahcène

En 2020, la pandémie de COVID-19 a eu un impact important sur l'économie algérienne, avec une baisse de la demande en pétrole et une diminution des revenus d'exportation. En outre, la pandémie a entraîné des restrictions sur les mouvements de personnes et de biens, qui ont également eu un impact négatif sur l'économie.

En 2021, le gouvernement algérien a mis en place des mesures pour réduire le déficit, notamment en réduisant les dépenses publiques et en augmentant les recettes fiscales. Le gouvernement algérien a lancé des initiatives pour promouvoir les secteurs de l'agriculture, du tourisme et des énergies renouvelables et encourager l'investissement étranger.

L'année d'après y'a eu un déclenchement de guerre entre la Russie et l'Ukraine qui a touché l'économie mondiale notamment l'économie algérienne, cette guerre a eu un impact positive sur son économie et parmi ces avantages l'augmentation des prix du pétrole³⁹.

Malgré ces difficultés, l'Algérie dispose d'un potentiel économique important en raison de ses ressources naturelles, en particulier le pétrole et le gaz. Le gouvernement a récemment lancé un plan de réforme économique visant à diversifier l'économie et à attirer les investissements étrangers, ainsi qu'à encourager le secteur privé et l'entrepreneuriat.

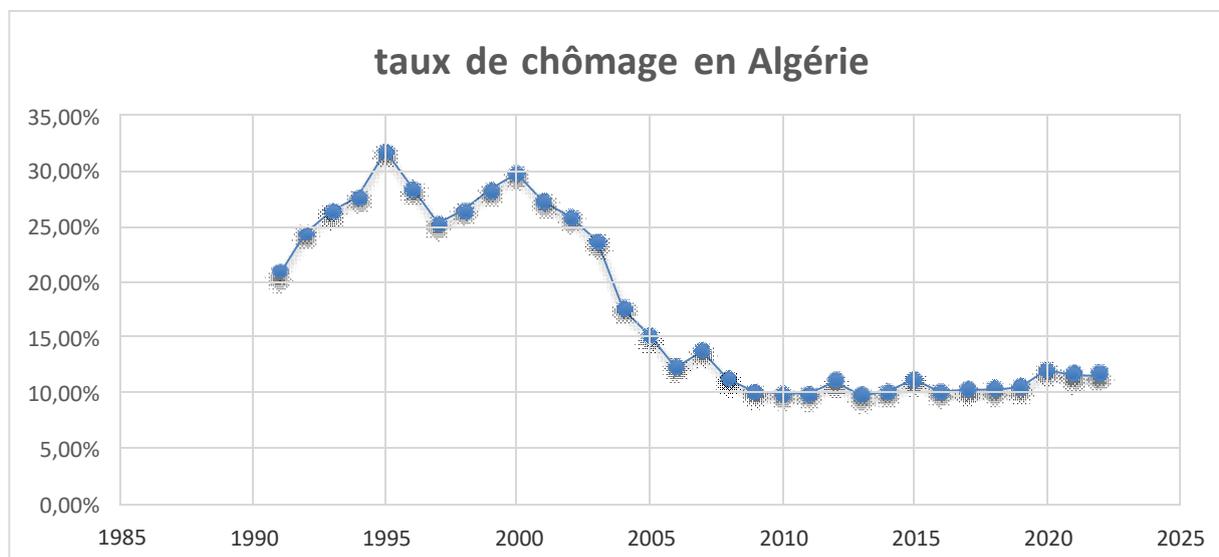
L'objet de notre mémoire est de mettre un éclat sur les principales caractéristiques et causes du chômage en Algérie

1.2 Les caractéristiques du chômage en Algérie :

En Algérie, le taux de chômage est un enjeu majeur pour l'économie et la société du pays il a connu une évolution variable aux cours des dernières décennies ou il est favorisé par de différents événements qui ont contribué à son évolution.

Dans cette section nous allons étudier le taux de chômage à partir de 1991 jusqu'à 2021 comme on peut le voir dans la **Figure N°01**.

³⁹<https://algerien.ahk.de/fr/actualites/news-details-fr/auswirkungen-des-ukrainekrieges-auf-algeriens-wirtschaft> consulté le 25/03/23

Figure N°01 : Le taux de chômage en Algérie de 1991 jusqu'à 2022

Source : Elaboré par l'auteur, donnée de la banque mondiale (1991 -2022)

Selon les données de la banque mondiale ⁴⁰ le taux de chômage en 1991 était de 20,6% et c'est à partir de cette période que s'a commencé d'augmenté et avoir une croissance du chômage en raison de plusieurs facteurs qui le favorise.

Au début des années 90 l'Algérie a connu une période de 10 années de violence nommée « la décennie noire » et sa commencé en 1991-1992 qu'est le début de la guerre civil connue sous l'expression « la tragédie nationale » ou les islamistes remporte les élections et l'armée réagit et organise un coup d'état, durant toute ses années le pays a été marqué par une guerre qui a fait des milliers de morts et a créé une grande instabilité politique et économique

La décennie noire a eu un impact significatif sur l'économie Algérienne et parmi ses conséquences :

La réduction de la production pétrolière : vu que l'Algérie est un important producteur de pétrole et de gaz naturel, la production a été réduite et cela a affectée négativement le revenu du pays qui dépend fortement des exportations d'hydrocarbures

⁴⁰https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.NE.ZS?end=2017&locations=DZ&most_recent_year_desc=true&start=2009&view=chart consulté le 19/04/23

Le déclin des investissements : la décennie noire a également entraîné une réduction des investissements étrangers et nationaux, les entreprises ont été dissuadées d'investir en raison de l'instabilité politique et de l'insécurité qui prévalaient dans le pays et cela a ralenti la croissance économique et a entraîné une augmentation du chômage.

Augmentation des dépenses militaires : le gouvernement algérien a dû consacrer une grande partie des ressources à la lutte contre les groupes armés qui ont mené la guerre civile et en raison d'augmentations des dépenses que les ressources disponibles pour les autres secteurs tel que la santé et l'éducation ont été réduites.

La décennie noire a eu un impact très important sur le taux de chômage et qui a fait produire la fermeture de plusieurs entreprises et d'autres ont réduit leur activités et cela a entraîné une augmentation du chômage ou il atteint un pourcentage de 31,8% en 1995 après le taux chômage commence à diminuer lentement au cours des années 2000, la guerre civile a également entraîné une fuite des travailleurs qualifiés et des investissements étrangers, ce qui a eu un impact négatif sur le marché de travail en Algérie .

Ensuite, on remarque juste après la fin de la guerre civile, l'Algérie a travaillé pour diversifier son économie et a créé des emplois, les investissements dans les secteurs tel que l'énergie, l'agriculture et le tourisme ont créé de nouveaux emplois et ont contribué à réduire le taux de chômage au fil des années.

Après avoir vu le taux de chômage diminuer, en 2020 l'année de l'apparition de la pandémie du COVID-19 qui a eu un impact significatif sur l'économie Algérienne et sur le marché du travail, avec une augmentation du taux de chômage de 12,2%.

La pandémie a entraîné la fermeture de nombreuses entreprises et la réduction de l'activité économique dans le pays, les restrictions imposées pour contenir la propagation du virus ont également eu un impact négatif sur des secteurs tels que le tourisme et l'hôtellerie qui ont connu une baisse importante de leur activité. Cependant, le gouvernement Algérien a mis en place plusieurs mesures pour soutenir l'économie et les travailleurs.

1.1.1 Le chômage chez les jeunes :

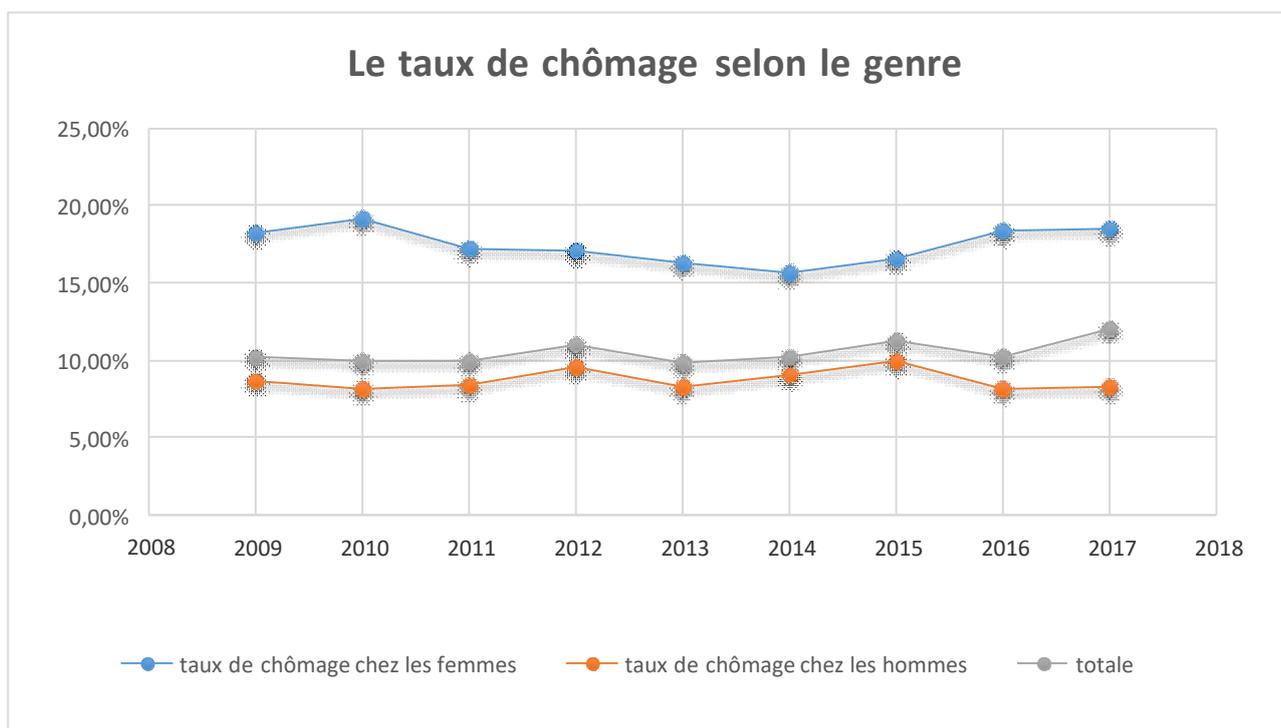
Le chômage chez les jeunes en Algérie est un problème persistant. Malgré les efforts du gouvernement pour stimuler la création d'emplois, les taux de chômage restent élevés en

particulier chez les jeunes diplômés qui sont confrontés à des difficultés pour trouver un emploi correspondant à leur formation, le marché de travail algérien est souvent caractérisé par une pénurie d'emplois qualifiés, ce qui entraîne une inadéquation entre les compétences des travailleurs et les exigences du marché du travail. Ce problème a des répercussions sur la vie des jeunes qui se trouvent confrontés à des difficultés pour accéder à l'emploi, construire leur avenir et participer pleinement à la vie économique et sociale de leur pays.

1.1.2 Le chômage chez les femmes :

Le taux de chômage en Algérie est relativement élevé et qui s'accroît au fil de plusieurs années et ce chômage touche plus les femmes que les hommes. Elles sont souvent confrontées à des obstacles qui entravent leurs accès à l'emploi et elles sont plus susceptibles de travailler dans des emplois précaires, mal rémunérés et sans protection sociale, ce qui peut les rendre vulnérable au chômage.

Figure N°02 : le taux de chômage selon le genre



Sources : Elaboré par l'auteur, données de la Banque mondiale (2009-2017)

Ce graphique représente le taux de chômage selon le genre (hommes et femmes), d'où on remarque que le taux de chômage chez les femmes est très élevé comparé à celui des

hommes durant toutes les années étudiés (exemple de l'année 2010 le taux de chômage chez les femmes est de 19,20% et chez les hommes est de 8,10%) cela est dû en raison de plusieurs facteurs.

La discrimination : Les femmes sont souvent victimes de discrimination sur le marché du travail en Algérie. Elles peuvent être confrontées à des préjugés concernant leurs compétences et leur capacité à occuper des postes de responsabilité, et peuvent être payées moins que les hommes pour le même travail.

Les contraintes familiales : Les femmes sont souvent chargées des tâches familiales et de l'éducation des enfants, ce qui peut limiter leur capacité à travailler à temps plein ou à temps plein, Les femmes peuvent également être confrontées à des obstacles législatifs qui limitent leur capacité à travailler, par exemple des lois sur la garde d'enfants qui ne permettent pas aux mères de travailler à temps plein.

Les lacunes en matière d'éducation : Bien que l'éducation des femmes en Algérie ait considérablement progressé ces dernières années, les femmes ont encore moins de chances que les hommes d'obtenir une éducation de qualité et de poursuivre des études supérieures. Cela peut limiter leurs opportunités d'emploi.

Et ya aussi les stéréotypes de genre peuvent limiter les choix professionnels des femmes et les orienter vers des emplois considérés comme "féminins" ou moins valorisés.

En conclusion, le chômage chez les femmes en Algérie est une question complexe et multiforme qui nécessite des solutions intégrées qui prennent en compte les défis spécifiques auxquels les femmes sont confrontées sur le marché du travail⁴¹

1.3 Les causes du chômage en Algérie :

Le chômage en Algérie est un problème complexe et un frein au développement économique qui a des causes multiples. Voici les principales causes du chômage en Algérie⁴² :

⁴¹ ETUDE EXPLORATOIRE SUR L'ACCES DES FEMMES AU MARCHE DU TRAVAIL EN ALGERIE, Réalisée par Med Cherif BELMIHOUB Décembre 2016

⁴² Le chômage en Algérie : Caractéristiques, Causes et Conséquences <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/72419> p 22 consulté le 27/04/23

- **Croissance économique lente :**

La croissance économique lente en Algérie se réfère à une situation où la croissance du produit intérieur brut (PIB) d'un pays est inférieure à la moyenne historique ou à celle des autres pays de la région. En d'autres termes cela signifie que l'économie algérienne se développe à un rythme plus faible que ce qui est nécessaire pour créer des emplois, réduire le chômage et améliorer le niveau de vie de la population. Et ces dernières années le taux de croissance moyen du PIB est d'environ 2% entre 2015 et 2019 cela peut être attribué à plusieurs facteurs tels que la dépendance aux exportations d'hydrocarbures, la faiblesse de la diversification économique, la corruption, le manque d'investissement et les politiques économiques inadéquates.

- **Faible diversification économique :**

La faible diversification économique en Algérie se réfère au fait que l'économie du pays est fortement dépendante des exportations d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel), qui représentent la majeure partie des recettes en devises étrangères. Cela signifie que l'Algérie dépend fortement des fluctuations des prix des matières premières sur les marchés internationaux, ce qui peut entraîner une volatilité économique et un impact négatif sur la croissance et l'emploi. La dépendance excessive aux hydrocarbures a également conduit à une négligence des autres secteurs économiques, comme l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services, qui ont un potentiel de développement important en Algérie. Par conséquent, la faible diversification économique a des conséquences sur l'indépendance économique et la résilience du pays face aux chocs économiques et aux changements structurels.⁴³

- **Manque de compétences :**

Le manque de compétences en Algérie se réfère à la situation où une partie importante de la population active n'a pas les compétences nécessaires pour répondre aux exigences du marché du travail ou pour occuper des emplois dans des secteurs à haute valeur ajoutée. Ce manque de compétences peut être dû à plusieurs facteurs, notamment :

⁴³ Rapport de la Banque mondiale sur l'Algérie(2019)

<https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria>Rapport de la Commission économique pour l'Afrique sur l'Algérie (2020) consulté le 27/04/23

Article sur la situation économique de l'Algérie par la Fondation pour la recherche stratégique publié le 09 octobre 2019

Les systèmes éducatifs et de formation inadaptés ne fournissent pas les compétences nécessaires pour répondre aux besoins du marché du travail. Les programmes d'enseignement peuvent être obsolètes, ne pas être adaptés aux réalités du marché du travail ou ne pas offrir suffisamment de possibilités de formation pratique.

La déconnexion entre l'enseignement et le marché du travail : il peut y avoir un manque de communication ou de coordination entre les établissements d'enseignement et les employeurs, ce qui peut conduire à un écart entre les compétences acquises par les étudiants et les compétences demandées par les employeurs.

Le manque de financement pour la formation : il peut y avoir un manque de financement pour les programmes de formation et de développement des compétences, ce qui peut rendre difficile pour les travailleurs d'accéder à la formation nécessaire pour améliorer leurs compétences.

Le manque de motivation ou de conscience des travailleurs : certains travailleurs peuvent ne pas être motivés pour acquérir de nouvelles compétences ou ne pas être conscients des compétences nécessaires pour accéder à des emplois mieux rémunérés ou plus qualifiés.

Le manque de compétences en Algérie peut avoir un impact négatif sur la croissance économique et la compétitivité, car il peut rendre les entreprises moins performantes et moins susceptibles d'investir dans des projets à haute valeur ajoutée. Il peut également contribuer à l'augmentation du chômage et de la pauvreté.

- **L'insuffisance de l'investissement :**

L'insuffisance de l'investissement en Algérie se réfère à la situation où il y a un manque de financement pour les projets d'investissement dans l'économie algérienne. Cela peut être dû à une variété de facteurs, tels que des politiques gouvernementales inadéquates, des problèmes économiques tels que la faible croissance économique ou une mauvaise gestion des ressources financières. Cela peut également être causé par des facteurs externes, tels que des tensions politiques ou des conditions économiques mondiales défavorables qui ont un impact sur la capacité des investisseurs étrangers à investir en Algérie.

- **Population jeune forte et croissance :**

La population jeune forte en Algérie fait référence à la proportion importante de jeunes âgés de moins de 30 ans dans la population totale du pays. Selon les données de la Banque mondiale, en 2020, environ 66% de la population algérienne avait moins de 30 ans. Cette population jeune peut être considérée comme une ressource pour l'économie et le développement du pays, car elle représente un potentiel important de main-d'œuvre, de créativité et d'innovation. Cependant, elle peut également être considérée comme un défi en termes de création d'emplois et d'éducation, car la croissance de la population jeune peut dépasser la capacité de l'économie à fournir des opportunités suffisantes pour eux.

- **Faiblesse de l'entrepreneuriat :**

La faiblesse de l'entrepreneuriat en Algérie fait référence à la situation où la création et le développement d'entreprises dans le pays sont limités en raison de divers obstacles économiques, institutionnels et culturels. Les facteurs qui contribuent à la faiblesse de l'entrepreneuriat en Algérie peuvent inclure : Les réglementations et les bureaucraties qui rendent difficile la création et la gestion d'entreprises, Le manque d'accès au financement pour les entrepreneurs qui souhaitent lancer ou développer une entreprise, Les faiblesses des infrastructures, des réseaux et des services qui soutiennent le développement des entreprises, le manque de culture entrepreneuriale et de compétences entrepreneuriales chez les jeunes et les travailleurs et la dépendance de l'économie algérienne à l'égard des industries pétrolières et gazières, qui limite les opportunités pour les entrepreneurs dans d'autres secteurs.

- **Discrimination sur le marché du travail :**

La discrimination sur le marché du travail en Algérie se réfère à une situation où les employeurs ou les décideurs d'embauche discriminent certains candidats à l'embauche en raison de leur appartenance à un groupe particulier. Ces groupes peuvent inclure l'âge, le genre, la religion, l'origine ethnique, la couleur de peau, le statut marital ou familial, le handicap. La discrimination peut prendre différentes formes, telle que le refus d'embaucher des candidats sur la base de leur appartenance à un groupe particulier.

- **Instabilité politique :**

L'instabilité politique et la situation sécuritaire en Algérie ont un impact négatif sur l'économie et la création d'emplois. Elle se réfère à une situation où il y a une grande incertitude, un manque de stabilité et des conflits politiques dans le pays. Cette situation peut être caractérisée par des manifestations de masse, des grèves, des troubles civils et des confrontations violentes entre les forces de l'ordre et les manifestants.

Cependant, le gouvernement algérien a pris des mesures pour tenter de stabiliser le pays, telles que la réforme constitutionnelle, les élections législatives et présidentielles et la promotion du dialogue national. Malgré cela, l'instabilité politique continue d'être un défi pour l'Algérie, en particulier en période de transition politique⁴⁴

- **Émergence d'une explosion démographique des jeunes :**

Selon les statistiques, près de la moitié de la population algérienne a moins de 25ans, ce qui représente un important potentiel pour le pays en termes de main-d'œuvre et de développement économique, cette forte croissance démographique peut également poser des défis importants pour l'Algérie. Le marché du travail est déjà saturé et la création d'emplois ne suit pas le rythme de la croissance démographique peut également exercer une pression sur les infrastructures publiques telles que les écoles, les hôpitaux, les logements et les transports qui peuvent être sous-développés ou insuffisantes pour répondre aux besoins de la population.

- **La crise économique :**

Depuis plusieurs années l'Algérie a été confrontée à une baisse significative des revenus pétroliers qui représente la principale source de revus du pays. Cette baisse entraine une réduction des dépenses publiques et une diminution des investissements dans les secteurs productifs, ce qui a eu un impact négatif sur l'économie. Mais aussi la corruption et la bureaucratie peuvent également avoir un effet négatif sur l'économie et contribuer au chômage en Algérie. La corruption peut décourager les investissements étrangers et les

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2019/03/21/20002-20190321ARTFIG00141-en-algerie-l-instabilite-politique-inquiete-les-milieus-d-affaires.php> consulté le 01/05/23

entreprises locales, tandis que la bureaucratie peut ralentir les processus de création d'entreprises et d'emplois.

La crise économique a également un impact sur les jeunes qui représentent une part importante des chômeurs en Algérie. Les jeunes sont souvent confrontés à des emplois temporaires avec des salaires faibles et des conditions de travail précaires cette situation peut décourager les jeunes à chercher un travail et amener à chercher d'autres alternatives comme l'émigration

1.4 Les dispositifs de lutte contre le chômage en Algérie :

Pour lutter contre ce chômage en Algérie il est important de mettre ces dispositifs suivant en place :

1.4.1 Le dispositif de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) et la création d'emploi :

L'Agence Nationale de Soutiens à l'Emploi des jeunes l'ANSEJ⁴⁵ est une institution de soutien, d'accompagnement, de conseil, d'assistance et d'aide à la création des petites entreprises et c'est une agence gouvernementale algérienne créée en 1996 pour encourager et soutenir la création d'entreprises par les jeunes elle s'adresse à une catégorie de jeunes, âgés entre 19 ans et 35 ans et exceptionnellement à 40 ans, , son objectif principal est de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes diplômés et des jeunes sans emploi en les aidant à créer leur propre entreprise.

Ce dispositif prend en charge les porteurs de projets remplissant les conditions ci-après :

- Avoir entre 19 et 35 ans avec possibilité d'étendre la limite d'âge à 40 Ans.
- Être chômeur au moment du dépôt du dossier.
- Mobiliser un effort personnel au titre de la participation au financement du projet.
- Avoir une qualification ou un savoir-faire en adéquation avec l'activité ciblée.

L'ANSEJ offre aux jeunes entrepreneurs une assistance technique, financière et administrative pour la création et le développement de leur entreprise, les projets éligibles a

⁴⁵ Site web de l'agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (www.ansej.org.dz.) consulté le 02/05/23

l'ANSEJ doivent répondre à des critères d'éligibilité et de viabilité économique tels que la création d'emploi, l'innovation, la rentabilité, la pérennité et l'impact social.

Les avantages offerts par ANSEJ aux jeunes entrepreneurs peuvent inclure :

- Un financement a taux préférentiel :

ANSEJ peut accorder des prêts a taux d'intérêt réduits pour financer création ou le développement de l'entreprise.

- Une assistance technique :

ANSEJ peut fournir des conseils, des formations et des services d'accompagnement pour aider les jeunes entrepreneurs à développer leur entreprise.

- Des entreprises fiscales :

Les entreprises créées dans le cadre d'ANSEJ peuvent bénéficier d'avantages fiscaux tels que des exonérations d'impôts sur le revenu et sur les bénéfices pendant une période donnée.

ANSEJ a contribué à la création de nombreuses entreprises en Algérie en particulier dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et des services, le succès d'ANSEJ dépend de sa capacité à encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes et à favoriser la création d'emplois durables pour la création d'emploi pour les jeunes en Algérie.

Selon l'ANSEJ⁴⁶, l'agence a enregistré en 2003, 170000 demandes de création de projets éligibles dans diverses activités, susceptibles de générer près de 465 000 emplois directs. Près de 97 000 dossiers soit 58 % ont été introduits dans le réseau bancaire et 55 151 autres ont obtenu l'aval des banques quant au financement des projets). Sur ces 55151dossiers 50000 projets induisant près de 151000 emplois directs ont été financés par l'ANSEJ pour un montant global de l'ordre de 84 milliards de dinars, réparti en trois volets 14, 5 milliards de DA en apport personnels des promoteurs, 15 milliards de DA en crédit sans intérêt octroyé par le FNSEJ et 54,2 milliards de DA comme contribution des banques, par conséquent 400 PME ont été créés grâce à ce dispositif.

⁴⁶ Abdelghani Mebarek DG de l'ANSEJ, EL MOUDJAHID du 20/10/2003.

1.4.2 Le dispositif de la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC) :

Créer en 1994 dû à la perte d'emploi pour raison économique, la CNAC est l'organisme public chargé de verser des allocations de chômage aux travailleurs ayant perdu leur emploi de manière involontaire.⁴⁷

Les dispositifs de cette caisse fonction de la manière suivante :

- **Admissibilité :** Pour être admissible à l'assurance chômage, un travailleur doit avoir perdu son emploi involontairement, c'est-à-dire qu'il ne doit pas avoir démissionné volontairement, le travailleur doit également être enregistré auprès de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) et avoir travaillé au moins 12 mois au cours de 36 derniers mois, les travailleurs qui n'ont pas travaillé pendant cette période peuvent également être admissibles s'ils ont été licenciés pour des raisons économiques.
- **Demande d'allocations :** Une fois admissible le travailleur doit faire une demande d'allocations de chômage auprès de la caisse nationale d'assurance chômage, cette demande doit être accompagnée de divers documents tels que l'attestation de travail, la carte d'identité nationale, le livre de famille, le relevé de compte bancaire et la carte ANEM.
- **Examen de demande :** La caisse nationale d'assurance chômage examine la demande pour déterminer si le travailleur est admissible à recevoir des allocations de chômage la caisse peut demander des informations supplémentaires sur les circonstances de la perte d'emploi, comme une lettre de licenciement ou une attestation de l'employeur.
- **Attribution des allocations :** Si la demande est acceptée, la caisse nationale d'assurance chômage verse des allocations de chômage à l'intéressé le montant des allocations est calculé en fonction de la durée et du montant des cotisations versées par le travailleur au cours de son activité professionnelle, les allocations sont versées mensuellement et sont généralement calculé sur la base de 50% du salaire moyen des 12 derniers mois de travail avec un montant minimum et maximum fixé par la réglementation en vigueur.

⁴⁷ https://www.cnac.dz/site_cnac_new/Web%20Pages/Fr/FR_PresentationCNAC.aspx consulté le 03/05/23

- Suivi : La caisse nationale d'assurance chômage peut effectuer des contrôles réguliers pour s'assurer que les bénéficiaires d'allocation de chômage respectent les conditions d'admissibilité et ne travaillent pas pendant qu'ils reçoivent des allocations, les travailleurs doivent informer la caisse s'ils trouvent un emploi pendant qu'ils perçoivent des allocations et ces allocations peuvent être suspendus ou annulées si les travailleurs ne respectent pas les règles.

En résumé le dispositif de la caisse nationale d'assurance chômage en Algérie est conçu pour aider les travailleurs qui ont perdu leur emploi involontairement, les travailleurs doivent remplir certaines conditions pour y avoir.

D'après les dernières actualités⁴⁸, le Président de la République National Abdelmadjid Tebboune a mis en place après son accès chahuté au pouvoir en décembre 2019 prévu dans la loi de finances 2022 , le nouveau dispositif d'allocation de chômage a été mis en œuvre le 25 février et il est destiné au primo-demandeurs d'emploi, (ceux n'ayant encore jamais travaillé) âgés entre 19 et 40 ans et ces chômeurs bénéficient d'un montant de 13000 dinars par mois (soit 96 dollars) par la suite le montant a augmenté le début de l'année 2023 a un montant de 15000 dinars (soit 111 dollars)

1.4.3 L'Agence nationale pour la gestion du microcrédit (ANGEM) :

L'ANGEM est une institution publique algérienne créée en 2005 pour promouvoir l'inclusion financière et économique des populations vulnérables et à faible revenu en Algérie. il est placée sous la tutelle du ministère algérien de la solidarité nationale de la famille et la condition de la femme. Et a pour mission de faciliter l'accès des populations les plus pauvres aux services financiers de base ; en particulier le microcrédit et de soutenir les micros entrepreneurs dans la création ou le développement de leur entreprise. Il propose ainsi des produits de microcrédit adaptés aux besoins des micro-entrepreneurs ; ainsi que des formations et un accompagnement technique pour les aider à gérer leur entreprise de manière efficace.

L'ANGEM travaille en étroite collaboration avec les associations de microcrédit et les institutions financières du pays pour étendre l'accès aux services financiers et améliorer la

⁴⁸ <https://www.jeuneafrique.com/1320267/economie/algerie-lallocation-chomage-mesure-phare-de-tebboune-entre-en-œuvre/> publier le 28 février 2022

qualité des services financiers et améliorer la qualité des services offerts. Il joue également un rôle important dans la sensibilisation des populations vulnérables aux avantages de l'inclusion financière et de l'entrepreneuriat.

En 2021 L'ANGEM a annoncé le lancement d'un nouveau programme de microcrédit destiné à financer les projets des femmes entrepreneurs en Algérie, afin de renforcer l'émancipation économique et l'autonomie des femmes. Ce programme prévoit des prêts de microcrédit allant jusqu'à 200 000 dinars algériens (environ 1200 euros) avec un taux d'intérêt annuel de 1%

En gros l'ANGEM est une institution publique algérienne qui joue un rôle important dans la promotion de l'inclusion financière et de l'entrepreneuriat en Algérie. Elle propose des produits de microcrédit adaptés aux besoins des micro-entrepreneurs, ainsi que des formations et un accompagnement technique pour les aider à gérer leur entreprise de manière efficace. L'ANGEM travaille également en étroite collaboration avec les associations de microcrédit et les institutions financières du pays aux services financiers et améliorer la qualité des services offerts.⁴⁹

1.4.4 L'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) :

L'agence nationale de l'emploi, également connue sous le sigle ANEM est un organisme algérien chargé de promouvoir l'emploi et de lutter contre le chômage dans le pays elle a été créée en 1990 et est placée sous la tutelle du ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale.

L'ANEM a pour mission principale de faciliter l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi en Algérie pour ce faire elle propose un certain nombre de services et programmes pour aider les personnes en recherche d'emploi à trouver un travail ainsi que pour soutenir les entreprises dans leur recherche de personnel qualifié.

⁴⁹ Site web officiel de l'ANGEM : <http://www.angem.dz/>
<https://www.angem.dz/article/emplois-crees/>

« L'ANGEM lance un programme de microcrédit pour les femmes entrepreneurs » : <https://www.liberte-algerie.com/economie/l-angem-lance-un-programme-de-microcredit-pour-les-femmes-entrepreneurs-354764>
consulté le 10/05/23

Les principales missions de L'ANEM⁵⁰ sont les suivantes :

- Faciliter l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi en mettant en place des programmes en formation et d'orientation professionnelle.
- Accompagner les entreprises dans leur recherche de personnel en proposant des services de recrutement et en mettant en relation les demandeurs d'emploi avec les employeurs.
- Collecter des données sur l'emploi et le marché du travail en Algérie pour orienter les politiques publiques en matière d'emploi.
- Gérer les dispositifs d'aide à l'emploi comme contrats de travail aidés et le programme national de soutien à l'emploi des jeunes.
- Assurer le suivi des demandeurs d'emploi et des personnes bénéficiant d'un contrat de travail aidé évaluer leur situation professionnelle.
- La collecte et la diffusion d'informations sur les offres d'emploi et les demandes d'emploi pour aider les employeurs et les demandeurs d'emploi à se mettre en relation.
- L'orientation professionnelle et le conseil en carrière, pour aider les demandeurs d'emploi à trouver un travail correspondant à leurs compétences et à leurs aspirations.
- La formation professionnelle et l'apprentissage pour aider les demandeurs d'emploi à acquérir les compétences nécessaires pour intégrer le marché du travail.
- Les programmes d'emploi aidé, qui offrent des contrats de travail subventionnés aux personnes ayant de difficultés à trouver un emploi.
- Les programmes des créations d'entreprise qui offrent des aides financières et des conseils pour les personnes souhaitant créer leur propre entreprise

L'ANEM travaille également en étroite collaboration avec d'autres organismes publics et privés pour promouvoir l'emploi et le développement économique en Algérie. Elle participe à l'élaboration de politique publique en matière d'emploi et de développement économique et joue un rôle clé dans la mise en œuvre de ces politiques sur le terrain.

⁵⁰ <https://www.mtess.gov.dz/fr/politique-nationale-de-lemploi/> consulté le 13/05/23

1.4.5 Le dispositif de développement et de promotion des investissements :

En Algérie comprend plusieurs mesures mises en place pour encourager les investisseurs nationaux et étrangers à investir dans le pays. Voici quelques-unes de ces mesures :

Le Code des Investissements : en Algérie est un ensemble de lois et de réglementations qui offrent des avantages fiscaux et douaniers aux investisseurs. Le code offre une exonération de l'impôt sur les bénéfices pour les investissements dans les secteurs prioritaires pendant les trois premières années d'activité. Il prévoit également des tarifs préférentiels pour les droits de douane sur les équipements, les machines, les matières premières et les produits semi-finis nécessaires à la production.

Les Zones d'Activités Economiques (ZAE) : sont des zones aménagées pour accueillir les entreprises. Elles offrent des terrains à des tarifs préférentiels et sont équipées des infrastructures nécessaires pour le développement des entreprises. Les investisseurs qui s'installent dans ces zones bénéficient d'une exonération de l'impôt sur les bénéfices pendant les cinq premières années d'activité. Ils bénéficient également de tarifs préférentiels pour les droits de douane sur les équipements, les machines, les matières premières et les produits semi-finis nécessaires à la production.

Les conventions d'investissement : Les investisseurs peuvent conclure des conventions avec l'Etat pour bénéficier d'avantages fiscaux et douaniers supplémentaires. Ces conventions peuvent couvrir des périodes allant jusqu'à 10 ans. Les avantages fiscaux peuvent inclure une exonération totale ou partielle de l'impôt sur les bénéfices, une exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et une exonération de la taxe sur les activités professionnelles (TAP). Les avantages douaniers peuvent inclure une exonération des droits de douane sur les équipements, les machines, les matières premières et les produits semi-finis nécessaires à la production.

La Banque de développement local (BDL) : offre des financements pour les projets d'investissement et les PME/PMI. Elle met également en place des fonds d'investissement pour soutenir les secteurs prioritaires. Les investisseurs peuvent bénéficier de prêts à taux préférentiels pour le financement de leurs projets.

La création d'entreprises simplifiée : a été simplifiée pour encourager l'investissement. Les formalités administratives ont été réduites pour permettre aux investisseurs de créer leur entreprise en seulement quelques jours. Les investisseurs peuvent créer leur entreprise en ligne via le portail "Guichet unique de l'investissement".

En résumé, le dispositif de développement et de promotion des investissements en Algérie comprend des mesures visant à encourager les investissements dans les secteurs prioritaires en offrant des avantages fiscaux et douaniers, en créant des zones d'activités économiques, en proposant des financements pour les projets d'investissement et les PME/PMI, et en simplifiant les formalités administratives pour la création d'entreprises.⁵¹

1.4.6 L'Agence de Développement Sociale ADS :

Une agence de développement social est généralement une organisation gouvernementale ou non gouvernementale qui travaille à améliorer le bien-être social et économique d'une communauté ou d'un pays. Les activités peuvent inclure l'élaboration de politiques publiques, la prestation de services sociaux de base, le développement de programmes de réduction de la pauvreté, la promotion de l'éducation, la lutte contre la discrimination, l'amélioration de la santé publique, etc.

Ces agences peuvent être créées pour répondre à des besoins spécifiques d'une région ou d'une population, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables ou marginalisés. Elles peuvent travailler en étroite collaboration avec d'autres organisations gouvernementales, des ONG, des partenaires du secteur privé ou des communautés locales pour atteindre leurs objectifs.

L'étude sur le chômage en Algérie met en évidence les défis auxquels le pays est confronté en matière d'emploi. Pour réduire le chômage, il est essentiel de mettre en œuvre des politiques et des mesures efficaces. Cela comprend la diversification économique, le renforcement des compétences des travailleurs, la promotion de l'entrepreneuriat et l'amélioration de la gouvernance. En prenant ces actions, l'Algérie peut stimuler la création d'emplois et améliorer la situation économique du pays

⁵¹<http://www.unido.or.jp/files/5.-Ms.-Safia.pdf>

Consulté 15/05/2023

Section 2 : étude du chômage au Maroc

Le chômage est un problème important au Maroc qui affecte de manière significative la qualité de vie de la population, ce phénomène est apparu dans les années 1980 avec la crise économique mondiale.

Aujourd'hui, le Maroc est confronté à des défis importants en matière d'emploi, notamment la forte croissance démographique, la faiblesse de certains secteurs économiques et l'inadéquation entre les compétences des travailleurs et les besoins des entreprises. Les autorités marocaines continuent de mettre en place des politiques et des programmes pour lutter contre le chômage et favoriser l'emploi.

Et dans cette section nous allons aborder le contexte économique, les caractéristiques, causes et dispositifs du chômage au Maroc.

2.1 Le contexte économique au Maroc :

Le Maroc a connu des changements significatifs sur le plan économique entre 1990 et 2021. Voici un aperçu de certains des événements les plus importants de cette période :

Dans les années 1990, le Maroc a entrepris des réformes économiques visant à libéraliser son économie et à la moderniser. Ces réformes comprenaient la privatisation d'entreprises publiques, la réduction des barrières tarifaires et non-tarifaires au commerce, et la réduction des subventions.⁵²

En 2000, le roi Mohammed VI a lancé un plan de développement économique à long terme appelé "Plan Maroc Vert", qui visait à moderniser l'agriculture, à améliorer l'infrastructure et à stimuler l'investissement étranger, par la suite le Maroc a signé un accord de libre-échange avec les États-Unis en 2006, suivi d'accords similaires avec l'Union européenne et d'autres pays arabes et africains. Le début des années 2010, le pays a connu une croissance économique relativement stable, avec un taux de croissance annuel moyen d'environ 4 %. Et parmi les principaux secteurs qui participent aux sources de revenus du pays on cite le tourisme, l'agriculture, l'industrie automobile et les exportations de phosphates et de produits textiles.

⁵² <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2020-4-page-197.htm?ref=doi&contenu=article>

En 2011, le Maroc a adopté une nouvelle Constitution qui a renforcé les pouvoirs du Parlement et élargi les libertés civiles, dans l'espoir d'attirer davantage d'investissements étrangers.

La pandémie de COVID-19 a également eu un impact économique important sur le Maroc, avec une récession en 2020 et une croissance économique prévue de 3,5 % en 2021.

La guerre en Ukraine, a favorisé une forte augmentation du taux d'inflation, l'inflation annuelle marocaine atteignant un pic de 8,3 % et qui a affecter le pouvoir d'achat à la fin 2022⁵³.

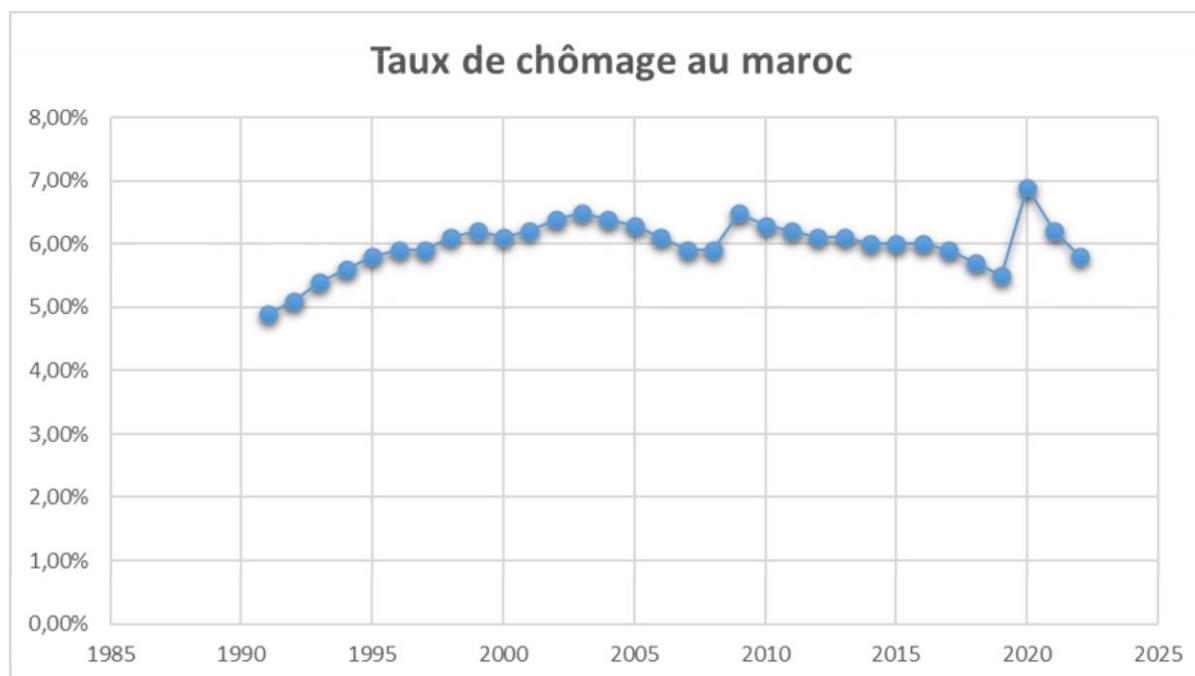
Cependant, le Maroc a également connu des défis économiques importants au cours de cette période, notamment un taux de chômage élevé et des inégalités économiques importantes

En somme, le Maroc a connu une période de développement économique important au cours des trois dernières décennies, mais il reste confronté à des défis économiques importants qui nécessitent une attention continue.

2.2 Les caractéristiques du chômage au Maroc :

Le chômage au Maroc est caractérisé par un taux de chômage élevé touche généralement toute la population active mais beaucoup plus les jeunes et les femmes comme on peut voir dans les graphes qui suivent.

⁵³ **L'économie marocaine subit la pression des chocs d'offre** <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2023/02/14/morocco-s-economy-has-come-under-pressure-from-supply-shocks#:~:text=Comme%20dans%20une%20grande%20partie,3%20%25%20%C3%A0%20la%20fin%202022.>

Figure N°03 : le taux de chômage au Maroc de 1991 jusqu'à 2022

Source : Elaboré par l'auteur, donnée annuelle de la banque mondiale (1991-2022)

Selon les données de la banque mondiale⁵⁴ le taux de chômage au Maroc a connu des fluctuations au cours des dernières décennies. En 1991, le taux de chômage était d'environ 5% et il a connu une augmentation jusqu'à 6.2% en 1999. Le taux de chômage est ensuite baissé de 0.01% en 2000 mais cette baisse n'as pas duré aussi longtemps ya une nouvelle augmentation en 2003 avec un pourcentage de 6.5%, mais ce qu'on remarque durant les années 2000 que le taux de chômage varie d'une années a une autres parfois il augmente parfois il baisse et c'est grâce au réformes économique que la pays a mis en place tels que la croissance économique, les investissements étranger et la réduction du taux de croissance de la population active.

2020 l'année ou la pandémie a propagé dans tous les pays du monde y est compris le Maroc ou son économie a était a faibli et le taux de chômage a augmenté d'un pourcentage de 6,9% mais un an après il diminué.

Il est important de noter que les données sur le taux de chômage peuvent varier selon la source et la méthodologie utilisées pour collecter les données. Cependant, les données de la

⁵⁴ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.ZS> Consulté le 16/05/2023

Banque Mondiale sont considérées comme fiables et sont souvent utilisées pour suivre les tendances économiques dans les pays du monde entier.

Le taux de chômage au Maroc est un défi économique et social pour le pays, car il peut contribuer à la pauvreté, à l'exclusion sociale et à l'instabilité politique. Pour faire face à ce défi, les autorités marocaines ont pris plusieurs mesures pour stimuler la croissance économique, encourager l'investissement privé et créer des emplois. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour réduire le taux de chômage au Maroc et améliorer les perspectives économiques pour les citoyens marocains.

2.2.1 Le chômage chez les jeunes :

Les jeunes Marocains font face à des difficultés pour trouver un travail, notamment en raison d'un manque d'opportunités d'emploi, d'un faible niveau d'éducation et de formation professionnelle, d'une discrimination à l'embauche, d'une instabilité économique et d'une forte concurrence sur le marché du travail.

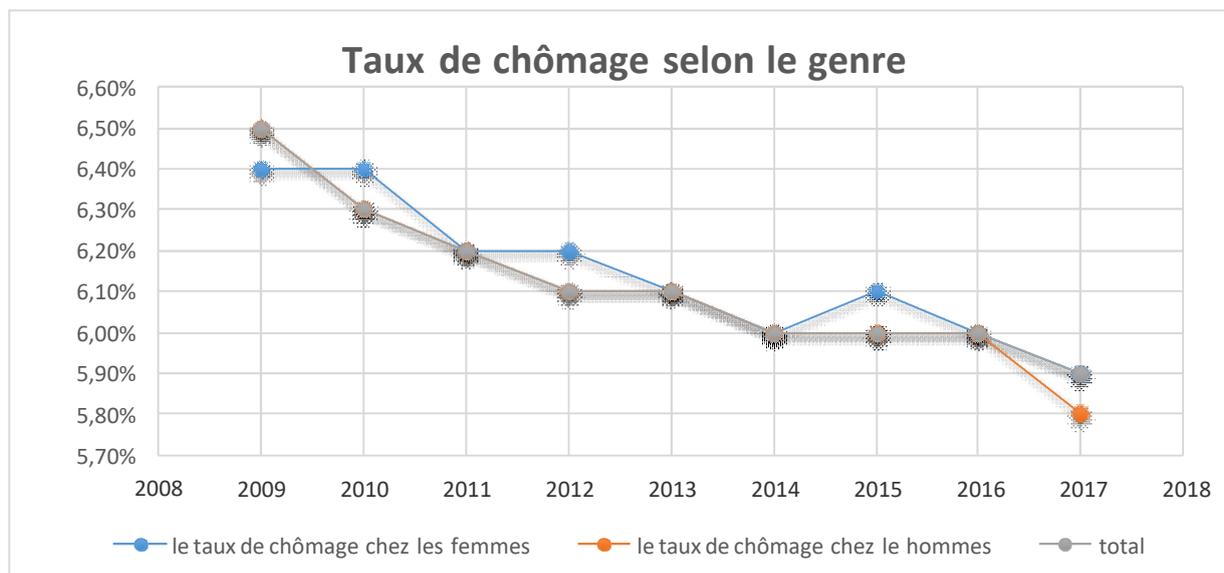
Le gouvernement marocain a mis en place plusieurs politiques pour remédier à ce problème, notamment en encourageant la création d'emplois et en soutenant l'entrepreneuriat des jeunes. Cela a été réalisé en lançant des programmes de formation professionnelle, en soutenant la création d'entreprises et en investissant dans les secteurs à fort potentiel d'emploi.

Malgré ces efforts, le taux de chômage chez les jeunes restes élevés et nécessite une action continue du gouvernement pour créer un environnement économique favorable à l'emploi des jeunes, investir dans l'éducation et la formation professionnelle pour leur donner les compétences nécessaires pour réussir sur le marché du travail.

2.2.2 Le chômage chez les femmes :

Les femmes marocaines sont confrontées à plusieurs obstacles sur le marché du travail, notamment la discrimination à l'embauche, les stéréotypes de genre, le manque d'opportunités d'emploi et la charge de travail non rémunérée à la maison, qui peut rendre difficile pour les femmes de travailler à temps plein.

Figure N°4 : le taux de chômage selon le genre



Source : Elaboré par l'auteur, les données annuelles de la banque mondiale (2009-2017)

Ce graphe représente les taux de chômage des femmes et des hommes entre 2009 et 2017, il se trouve que le taux de chômage chez les femmes est plus élevé que celui des hommes et durant cette période le taux chômage globale est en diminution.

Parmi les facteurs qui ont contribué à l'augmentation du chômage sont la discrimination de genre, beaucoup de secteurs économiques dominés par les hommes, des normes culturelle et traditionnelle

2.3 Les causes du chômage au Maroc :

Les causes du chômage au Maroc sont multiples et complexes, résultant d'une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels⁵⁵.

- **La croissance économique insuffisante :**

La croissance économique insuffisante au Maroc se réfère à une situation où le taux de croissance économique du pays est considéré comme faible ou insuffisant pour créer suffisamment d'emplois pour la population active. Le taux de croissance économique est une

⁵⁵ Politiques du marché du travail et chômage au Maroc : une analyse quantitative Pierre Richard Agénor* et Karim El Aynaoui* Consulté 17/05/2023

mesure de l'augmentation de la production économique d'un pays sur une période donnée, généralement exprimé en pourcentage du PIB.

Au Maroc, la croissance économique insuffisante peut résulter d'un certain nombre de facteurs, notamment la stagnation des investissements, la faible productivité, le manque de compétitivité des entreprises, la faiblesse des exportations, la dépendance excessive sur certains secteurs, tels que l'agriculture ou le tourisme, la faiblesse du secteur manufacturier, la corruption, les inégalités économiques...

Lorsque la croissance économique est insuffisante, cela peut conduire à une augmentation du chômage, à une diminution des revenus, à une détérioration des conditions de vie et à une augmentation de la pauvreté.⁵⁶

- **Le manque d'investissement dans les secteurs productifs :**

Le manque d'investissement dans le secteur productif au Maroc se réfère à une situation où il y a une insuffisance d'investissement dans les entreprises et les industries qui produisent des biens et des services pour la consommation et l'exportation. Cela peut être dû à plusieurs facteurs, tels que le manque d'infrastructures, la faiblesse de la demande intérieure et extérieure, les obstacles réglementaires et administratifs, le manque de financement et de capitaux, et les risques économiques et politiques. Ce manque d'investissement peut entraîner une stagnation ou une baisse de la production, une diminution des exportations, une perte de compétitivité, une augmentation du chômage et une détérioration des conditions de vie. Cela peut également freiner la croissance économique à long terme et limiter les opportunités d'emploi et de développement économique.

- **Le manque de formation et de qualifications :**

Le manque de formation et de qualifications au Maroc renvoie à la situation où une partie importante de la population n'a pas accès à une éducation de qualité ou à des programmes de formation professionnelle adéquats, ce qui limite leurs compétences et leurs perspectives d'emploi. Cette situation peut être due à plusieurs facteurs, tels que le manque de ressources, le manque d'infrastructures éducatives, le manque de programmes de formation

⁵⁶"La croissance économique et le marché de l'emploi au Maroc
https://www.hcp.ma/Paysage-de-l-emploi-au-Maroc-Recenser-les-obstacles-a-un-marche-du-travail-inclusif_a3043.html#:~:text=La%20croissance%20du%20Maroc%20a,le%20rythme%20des%20transformations%20structurelles. Consulté le 17/05/2023

appropriés, le faible niveau de compétence des enseignants et des formateurs, et les inégalités socio-économiques.⁵⁷

- **Le déséquilibre entre l'offre et la demande :**

C'est une situation où l'offre de biens ou de services est supérieure ou inférieure à la demande du marché. Ce déséquilibre peut être causé par divers facteurs, tels que l'insuffisance de la production, la surproduction, le manque de concurrence, les fluctuations économiques, les changements démographiques et les politiques gouvernementales.

Lorsque l'offre est inférieure à la demande, cela peut conduire à des pénuries de biens et de services, à des augmentations de prix, à des files d'attente, à des inefficacités économiques, et à des opportunités manquées pour les entreprises qui n'ont pas la capacité de répondre à la demande. Lorsque l'offre est supérieure à la demande, cela peut entraîner une surproduction, des baisses de prix, des pertes financières pour les entreprises, et des excès de stocks.⁵⁸

- **Les politiques économiques inadéquates :**

Le Maroc a besoin de politiques économiques appropriées pour stimuler la croissance économique et. Elles sont des mesures ou des actions gouvernementales qui ne parviennent pas à résoudre les problèmes économiques du pays ou qui ont des effets indésirables sur l'économie. Ces politiques peuvent inclure des décisions liées à la taxation, aux dépenses publiques, à la réglementation économique, à la politique monétaire, à la politique commerciale, à la politique de change, ou à d'autres domaines de la politique économique. Par exemple, des politiques fiscales inadéquates pourraient inclure une surtaxation qui décourage l'investissement, une politique de dépenses publiques inappropriée pourrait entraîner un déséquilibre budgétaire ou un endettement excessif, une politique monétaire inadéquate pourrait conduire à une inflation élevée ou une dévaluation de la monnaie, une politique commerciale inadéquate pourrait entraîner des déséquilibres commerciaux ou une distorsion de la concurrence...

⁵⁷ "L'éducation et la formation professionnelle au Maroc: un enjeu stratégique pour l'émergence d'une économie compétitive" (article de Fadwa Chaabi, 2019) https://www.researchgate.net/publication/332961490_L'education_et_la_formation_professionnelle_au_Maroc_Un_enjeu_strategique_pour_l'emergence_d'une_economie_competitive consulté le 19/05/2023

⁵⁸ "Le marché du travail au Maroc: déséquilibre entre l'offre et la demande" (rapport de la Banque africaine de développement, 2019) : <https://www.afdb.org/fr/documents/le-marche-du-travail-au-maroc-desquilibre-entre-loffre-et-la-demande>

- **La croissance démographique :**

Le Maroc connaît une forte croissance démographique, ce qui se traduit par une augmentation de la population active. Le taux de croissance démographique au Maroc est influencé par plusieurs facteurs, notamment la fécondité, la mortalité et la migration. Le taux de fécondité, c'est-à-dire le nombre moyen d'enfants par femme en âge de procréer, a diminué au Maroc ces dernières décennies, mais reste relativement élevé par rapport aux normes internationales. La mortalité infantile et la mortalité générale ont également diminué au fil du temps, grâce à des améliorations de la santé et de l'accès aux soins médicaux. Et la migration a également un impact sur la croissance démographique, bien que son effet net sur la population du Maroc soit difficile à quantifier en raison du manque de données fiables.

- **Les effets de la mondialisation :**

Le Maroc fait face à la concurrence internationale, ce qui peut affecter la compétitivité de certains secteurs économiques et entraîner une diminution des emplois disponibles. Les effets de la mondialisation au Maroc font référence aux changements économiques, sociaux et politiques qui se sont produits dans le pays à la suite de l'intégration de l'économie marocaine dans l'économie mondiale. La mondialisation peut être définie comme le processus d'interconnexion croissante entre les économies nationales à l'échelle mondiale, à travers les échanges commerciaux, les investissements, les flux financiers, les migrations et les échanges culturels.

- **Les difficultés du marché du travail :**

Le marché du travail au Maroc peut être difficile pour les travailleurs, en particulier pour les jeunes et les femmes. Les jeunes sont souvent confrontés à des emplois précaires et temporaires, tandis que les femmes peuvent faire face à des discriminations en matière d'emploi.

- **Les tensions géopolitiques :**

Les tensions géopolitiques au Maroc désignent les conflits ou les différends politiques, économiques ou territoriaux entre le Maroc et d'autres pays tel que son conflit avec l'Algérie ou ils ont coupée toutes les relations entre eux. Ces tensions peuvent avoir des conséquences économiques, sociales et géopolitiques importantes pour le Maroc et la région.

- **Les défis environnementaux :**

Les défis environnementaux au Maroc sont nombreux et variés, Le pays est confronté à des problèmes tels que la désertification, la dégradation des terres, la pollution de l'air et de l'eau, la gestion des déchets, la surexploitation des ressources naturelles, la perte de la biodiversité et les effets du changement climatique. Ces défis ont des conséquences importantes pour l'environnement, la santé publique et le développement économique du pays. Le Maroc fait face à des défis environnementaux, notamment la rareté des ressources naturelles ce qui peut affecter certains secteurs économiques et entraîner une diminution de la création d'emplois.

2.4 Les dispositifs de lutte contre le chômage au Maroc :

Le gouvernement marocain a mis en place plusieurs dispositifs pour lutter contre le chômage et favoriser la création d'emplois. Voici quelques exemples :

2.4.1 Le Plan national de l'Initiative pour le développement humain (INDH) :

Le Plan national de l'Initiative pour le développement humain (INDH) est un programme lancé par le gouvernement marocain en 2005. L'objectif de ce programme est de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en mettant en place des projets de développement économique et social dans les zones les plus défavorisées du pays.

D'après la banque mondiale l'INDH est Top 3 des meilleurs programmes et initiatives d'actions d'intérêt général dans le monde (Banque Mondiale, 2015).⁵⁹

Le programme se concentre sur plusieurs axes d'action, notamment l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables, la promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat, l'amélioration des services de santé et d'éducation, la protection de l'environnement et la préservation du patrimoine culturel.

En ce qui concerne la promotion de l'emploi, l'INDH a mis en place plusieurs projets visant à faciliter l'accès des jeunes et des femmes au marché du travail. Parmi ces projets, on peut citer la création de centres de formation professionnelle, l'appui à la création d'entreprises, la mise

⁵⁹ <https://andp.unescwa.org/sites/default/files/2021-06/Initiative%20Nationale%20pour%20le%20Developpement%20Humain.pdf>. Consulté le 20/05/2023

en place de microcrédits pour les petites entreprises, et la mise en place de programmes de soutien à l'emploi dans les zones rurales.

Le Plan national de l'Initiative pour le développement humain a permis la réalisation de plus de 43000 projets de 2005 jusqu'à 2018 et c'est les deux premières phases du plan nationale INDH, il a permis aussi de réduire la pauvreté et l'exclusion sociale dans les zones les plus défavorisées du Maroc, mais les résultats en matière d'emploi restent mitigés.

Le gouvernement continue de mettre en place de nouvelles initiatives pour stimuler la croissance économique et créer des emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes.⁶⁰

2.4.2 Le Plan Emergence :

Le Plan Emergence est un programme de développement économique lancé par le gouvernement marocain en 2005. Son objectif principal est de stimuler la croissance économique du pays et de faire du Maroc un hub économique régional en Afrique du Nord.

Il se concentre sur plusieurs secteurs clés, notamment l'agriculture, l'industrie, le tourisme et les services, ainsi que sur le développement des infrastructures de transport et de télécommunications. Il vise également à promouvoir l'investissement étranger et à améliorer le climat des affaires au Maroc. Parmi les mesures spécifiques prises dans le cadre du Plan Emergence, on peut citer l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle, la création de zones économiques spéciales, la mise en place de politiques fiscales incitatives pour les investisseurs étrangers, et l'amélioration de l'efficacité de l'administration publique.

Le Plan Emergence a connu des résultats mitigés depuis son lancement, avec des progrès importants dans certains secteurs où il a permis la création de plus de 20.000 emplois entre 2005 et 2008. Ainsi, le secteur de l'offshoring présente des perspectives de développement intéressantes. Un potentiel confirmé de 100.000 emplois en 2015 et un chiffre d'affaires sectoriel prévisionnel de plus de 20 milliards de DH, pour une croissance de 13 milliards du PIB sur la période 2009-2015, sur les 50 milliards additionnels promis par le Pacte⁶¹. Mais ca reste des défis persistants dans d'autres domaines. Malgré cela, il reste une initiative

⁶⁰ Banque Africaine de Développement, "Maroc : Initiative nationale pour le développement humain", <https://www.afdb.org/fr/documents/morocco-national-initiative-human-development-76418>

⁶¹ <https://fr.diplomatie.ma/plan-em%C3%A9rgence> Consulté le 21/05/2023

importante dans les efforts du gouvernement marocain pour stimuler la croissance économique et l'emploi dans le pays.⁶²

2.4.3 Le Programme National d'Insertion des Diplômés (PNID) :

Le Programme National d'Insertion des Diplômés (PNID) est une initiative du gouvernement marocain visant à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés sur le marché du travail. Lancé en 1999, ce programme vise à offrir aux diplômés des stages de formation et de perfectionnement, ainsi que des opportunités d'emploi dans les secteurs public et privé. Ce programme a pour objectif de lutter contre le chômage des jeunes diplômés en améliorant leurs compétences et en les aidant à trouver des emplois correspondant à leur formation. Le programme offre une gamme de services, y compris la formation professionnelle, le conseil en orientation professionnelle et la mise en relation avec les employeurs. Depuis son lancement, le PNID a aidé des milliers de jeunes diplômés à trouver un emploi, en particulier dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'administration publique. Le programme a également contribué à renforcer les compétences des diplômés et à améliorer leur employabilité. Cependant, le PNID a été confronté à des défis en termes de financement et de mise en œuvre efficace. Il y a eu des critiques selon lesquelles le programme n'a pas réussi à répondre aux besoins des diplômés les plus vulnérables et qu'il doit être amélioré pour être plus efficace⁶³

2.4.4 Les contrats d'insertion :

Les contrats d'insertion constituent également un dispositif important de lutte contre le chômage au Maroc. Ces contrats permettent aux jeunes diplômés d'acquérir une expérience professionnelle et de développer leurs compétences tout en étant rémunérés.

Les principaux types de contrats d'insertion au Maroc sont les suivants :

- Le Contrat d'Insertion Professionnelle (CIP) : destiné aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, ce contrat a une durée maximale d'un an et peut être renouvelé une fois. Les bénéficiaires perçoivent une rémunération mensuelle.

⁶² Maroc : Plan Emergence, Banque Africaine de Développement, <https://www.afdb.org/fr/countries/north-africa/morocco/morocco-plan-emergence>

⁶³ "Le Programme National d'Insertion des Diplômés : entre réussites et insuffisances", Le Journal de l'Economie, 23 janvier 2019. Consulté le 22/05/2023

- Le Contrat d'Insertion des Jeunes (CIJ) : destiné aux jeunes âgés de 18 à 35 ans sans emploi et sans formation professionnelle, ce contrat a une durée maximale de 24 mois. Les bénéficiaires perçoivent une rémunération mensuelle.
- Le Contrat d'Insertion pour les Personnes Handicapées (CIPH) : destiné aux personnes handicapées, ce contrat a une durée maximale de 36 mois. Les bénéficiaires perçoivent une rémunération mensuelle

Ces contrats sont généralement proposés par l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC) en collaboration avec les entreprises partenaires. Les jeunes diplômés sont accompagnés par des conseillers en insertion professionnelle tout au long de leur contrat afin de favoriser leur intégration dans le marché de l'emploi.⁶⁴

2.4.5 Les Zones Franches d'Exportation (ZFE) :

Les Zones Franches d'Exportation (ZFE) sont des espaces délimités sur le territoire marocain où les entreprises peuvent bénéficier de mesures incitatives pour développer leur activité d'exportation. Les ZFE offrent des avantages fiscaux, douaniers et sociaux aux entreprises qui y sont installées, ainsi qu'un accès privilégié aux infrastructures de transport et de communication. Le but est de promouvoir les investissements étrangers, de développer les exportations, de stimuler la croissance économique.

Les ZFE ont été créées en 1995 au Maroc et ont connu un développement important depuis. Actuellement, il existe plusieurs zones franches d'exportation dans différentes régions du pays, spécialisées dans différents secteurs tels que l'industrie automobile, l'aéronautique, l'électronique, le textile, etc.

Les ZFE ont permis de créer de nombreux emplois au Maroc et ont contribué à attirer des investissements étrangers dans le pays. Cependant, certains critiques soulignent que ces zones ne bénéficient pas suffisamment à l'économie locale, car les entreprises y sont souvent étrangères et exportent la plupart de leur production. D'autres critiques soulignent également que les avantages fiscaux accordés aux entreprises des ZFE peuvent entraîner une concurrence déloyale avec les entreprises locales qui n'en bénéficient pas.⁶⁵

⁶⁴ Dispositif des Contrats d'Insertion Amélioré
https://lof.finances.gov.ma/sites/default/files/budget/files/travail_et_insertion_professionnelle.pdf

⁶⁵ Les zones franches Une stratégie de développement spatiale réfléchie. Marwane Mansouri consulté 23/05/23

Ces dispositifs ont permis de réduire le taux de chômage au fil des ans, mais il reste encore beaucoup à faire pour assurer une croissance économique inclusive et durable qui créera des emplois pour la population active marocaine. Il est donc important que les autorités marocaines continuent d'investir dans des politiques et des programmes innovants pour lutter contre le chômage et renforcer la compétitivité de l'économie marocaine, tout en veillant à ce que ces initiatives soient mises en œuvre de manière efficace et équitable.

Section 3 : L'étude du chômage en Tunisie

Le chômage en Tunisie est aussi un problème social pour ce pays son étude est cruciale pour comprendre les défis économiques et sociaux auxquels le pays est confronté, ainsi que pour identifier les solutions les plus efficaces pour réduire le taux de chômage et améliorer la situation socio-économique des citoyens tunisiens.

3.1. Le contexte économique en Tunisie :

La Tunisie s'est donné pour objectif, depuis plus d'une quinzaine d'années maintenant, de réaliser une croissance soutenue et partagée, sur la base d'un équilibre entre l'économique et le social. Elle a opté pour une économie de marché dans le cadre d'un rééquilibrage des rôles entre les secteurs public et privé, ainsi que pour une intégration progressive dans l'économie mondiale. Cette démarche explique une large part des résultats obtenus, car elle a permis d'améliorer la capacité d'adaptation du secteur privé et de mieux contenir le coût social de l'ajustement, nécessaire pour garantir la stabilité politique et sociale. Dans ce contexte, la Tunisie a été le premier pays à signer, en 1995, un accord de libre-échange avec l'Union européenne dans le cadre de l'initiative Euromed⁶⁶.

Entre 1991 et 2021, la Tunisie a connu des évolutions économiques et politiques significatives.

Les années 90 : La Tunisie a mis en place un programme de réformes économiques visant à moderniser l'économie et à promouvoir la croissance. Les réformes ont inclus la libéralisation

<https://www.oecd.org/mena/competitiveness/41613537.pdf> consulté le 24/05/2023

⁶⁶ https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Vers_un_nouveau_mod%C3%A8le_%C3%A9conomique_pour_la_Tunisie_-_Contraintes_majeures_%C3%A0_une_croissance.PDF

du commerce, la privatisation des entreprises publiques et la réduction des dépenses publiques. Ces mesures ont permis de stimuler la croissance économique et d'attirer des investissements étrangers, mais ont également entraîné une hausse du chômage et des inégalités.

Les années 2000 : La Tunisie a continué à progresser économiquement, avec une croissance moyenne annuelle de 4% entre 2000 et 2010. Cependant, la pauvreté et le chômage sont restés des défis importants, en particulier dans les régions intérieures du pays. Le tourisme et l'industrie manufacturière sont devenus des secteurs clés de l'économie tunisienne.

La révolution de 2011 : la Tunisie a connu une révolution populaire qui a renversé le régime autoritaire en place depuis des décennies. La révolution a été suivie d'une période d'instabilité politique, qui a eu un impact négatif sur l'économie tunisienne. Les investissements étrangers ont chuté et le chômage a augmenté.

La transition politique : Depuis la révolution, la Tunisie a progressé vers la démocratie et a organisé plusieurs élections. Cependant, la situation politique est souvent instable, avec des changements fréquents de gouvernements. L'économie tunisienne a également connu des difficultés, avec une croissance moyenne de seulement 1,5% entre 2011 et 2020.

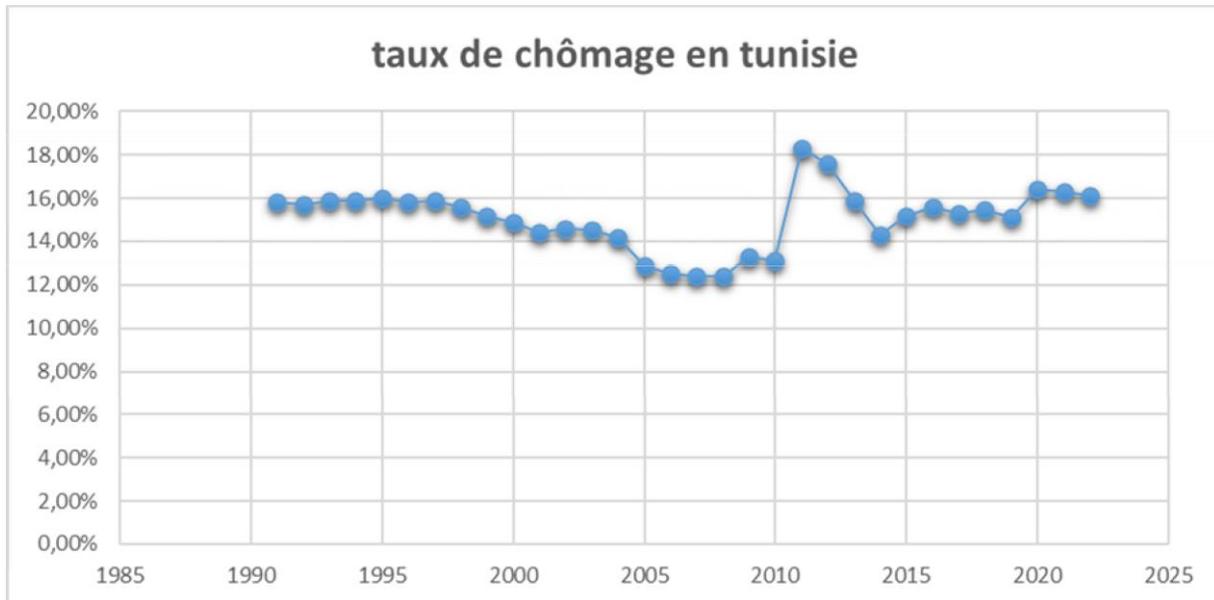
La pandémie de COVID-19 : Comme de nombreux pays dans le monde, la Tunisie a été touchée par la pandémie de COVID-19 en 2020. La pandémie a eu un impact négatif sur l'économie tunisienne, avec une contraction économique de 8,8% en 2020. Le chômage et la pauvreté ont également augmenté en raison de la pandémie.

En générale le chômage est causé par le manque de flexibilité d'un marché de travail, le mauvais équilibre du nombre d'offres d'emploi par rapport aux demandes et l'insuffisance de l'activité économique. Et ce décalage entre l'offre et la demande constitue un grand défi pour la Tunisie, car malgré l'amélioration du niveau d'éducation des jeunes, les diplômés et formations reçus sont inadaptés à l'emploi demandé.⁶⁷

3.2 Les caractéristiques du chômage en Tunisie :

D'après les deux études qu'on vient d'étudier (l'Algérie et le Maroc), la Tunisie aussi est caractérisé par un taux de chômage élevé comme on peut voir dans les graphes qui suivent sur la population active (les hommes et les femmes et les jeunes)

⁶⁷ <https://www.tanitjobs.com/blog/281/Le-chomage-en-tunisie/> consulté le 19/05/2023

Figure N°5 : Le taux de chômage en Tunisie

Source : Elaborée par l'auteur, les données de la banque mondiale (1991-2022)

Selon les données de la banque mondiale le taux de chômage en Tunisie était stable à un taux qui varie entre 15% et 16% Dans les années 90 % cette variation est due à plusieurs facteurs tels que la croissance économique relativement faible et aux réformes économique que le pays a adoptées.

Ensuite on a eu une baisse du taux de chômage durant le début des années 2000 jusqu'à 2010. En raison du développement du secteur touristique et secteur manufacturier⁶⁸, l'investissement étranger et l'augmentation des exportations. Dans l'année 2011 on remarque un pic de 18.30% et plusieurs facteurs ont contribué à l'augmentation de ce taux, en raison de la révolution tunisienne ou y a eu une perturbation de l'activité économique, une diminution de la confiance des investisseurs, réduction des exportations et surtout la réduction du tourisme vu que son économie est basée sur le tourisme. En 2014 Le taux de chômage a baissé jusqu'à 14.30% mais ça reste que c'est un pourcentage toujours élevé. Entre 2015 et 2019 le pays a également connu une augmentation du taux de chômage et une forte augmentation causé par la pandémie COVID-19 sur les 3 dernières années⁶⁹.

⁶⁸https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_164548.pdf

⁶⁹<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=TN> Consulté le 25/05/2023

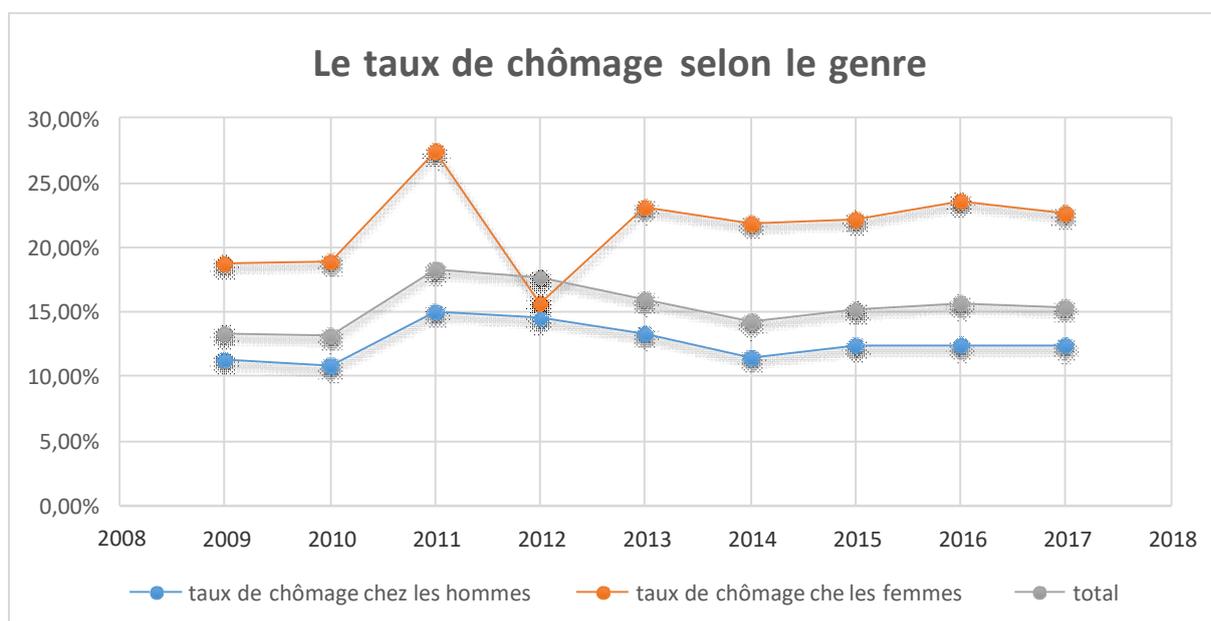
3.2.1 Le chômage chez les jeunes :

Le chômage chez les jeunes Tunisiens⁷⁰ est un problème important en raison de plusieurs facteurs tels que la faible croissance économique, l'inadéquation des compétences, la concurrence élevée sur le marché du travail, la corruption, et le secteur informel qui est une source importante de travail pour les jeunes en Tunisie. Le gouvernement tunisien a mis en place plusieurs initiatives pour encourager l'emploi des jeunes, mais la situation du chômage des jeunes en Tunisie reste préoccupante et nécessite des efforts continus et coordonnés pour encourager l'investissement, améliorer l'éducation et la formation professionnelle et créer un environnement favorable aux entreprises et à l'emploi.

3.2.2 Le chômage chez les femmes :

Les femmes tunisiennes⁷¹ comme dans les pays voisins elles sont confrontées au chômage

Figure N°6 : le taux de chômage en Tunisie selon le genre



Source : élaboré par l'auteur, données de la banque mondiale (2009-2017)

Selon les données de la banque mondiale, le taux de chômage est beaucoup plus élevé chez les femmes que chez les hommes, on remarque une grande différence entre les deux, de 2009

⁷⁰ <http://www.itceq.tn/files/emploi/chomage-des-jeunes-determinants-caracteristiques.pdf>

⁷¹ <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/277/5/4/28833> Consulté le 26/05/2023

jusqu'à 2011. Il y a une augmentation énorme jusqu'à atteindre un pourcentage de 27.40% et cela est due à cause de la révolution qui a suivie d'une instabilité politique, Ensuite y'a eu une baisse en 2012 jusqu'à 15.60% chez les femmes et une différence pas très remarquable entre le taux de chômage chez les hommes et les femmes, mais malheureusement cette stabilité ne dure pas assez longtemps car le taux chômage augmente une autre fois chez les femmes entre 2013 et 2017 malgré que la Tunisie a progressé vers la démocratie, la situation politique est souvent instable.

3.3 Les causes du chômage en Tunisie :

Les causes du chômage en Tunisie sont multiples et complexes, et comprennent :

- **La croissance économique insuffisante :**

La Tunisie a connu une croissance économique faible au cours des dernières années, ce qui a limité la création d'emplois⁷². L'économie tunisienne est caractérisée par ces différents facteurs :

Le faible niveau d'investissement : la Tunisie a connu un faible niveau d'investissement, tant national qu'étranger, dans les secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie et les services. Cela a réduit la capacité de l'économie à produire des biens et des services de manière efficace et à créer des emplois.

La faible productivité : la productivité des entreprises tunisiennes est faible en raison de la mauvaise gestion, de la faible qualité des produits et des services, ainsi que de la faible compétitivité internationale. Cela a limité la capacité des entreprises à produire des biens et des services de manière efficace et rentable.

Les obstacles bureaucratiques : le climat des affaires en Tunisie est entravé par une bureaucratie complexe et des réglementations strictes. Cela a rendu difficile pour les entreprises de fonctionner efficacement et a réduit leur capacité à investir et à créer des emplois.

Les inégalités régionales : la Tunisie est confrontée à des inégalités économiques et régionales importantes, avec une grande disparité entre les zones rurales et les zones urbaines. Cela a

⁷²<https://www.tanijobs.com/blog/281/Le-chomage-en-tunisie/> Consulté le 27/05/2023

limité la capacité du pays à bénéficier de sa position stratégique en tant que porte d'entrée vers l'Afrique et l'Europe.

Les instabilités politiques et sociales : les instabilités politiques et sociales en Tunisie ont perturbé l'environnement des affaires, réduit la confiance des investisseurs et ont entravé la capacité du pays à mettre en œuvre des réformes économiques essentielles pour stimuler la croissance économique.

- **La transition économique difficile :**

La Tunisie a connu une transition économique difficile⁷³ depuis la révolution de 2011, caractérisée par :

Instabilité politique : L'instabilité politique en Tunisie a eu un impact négatif sur l'environnement des affaires et sur la confiance des investisseurs. Les troubles sociaux et politiques ont entraîné une baisse de la production, une augmentation du chômage et une dégradation de la situation économique et financière du pays.

Faible croissance économique : La Tunisie a connu une croissance économique insuffisante, ce qui a limité la capacité du pays à créer des emplois et à réduire la pauvreté. Le faible niveau d'investissement, la faible productivité et les obstacles bureaucratiques ont contribué à cette situation.

Déficits budgétaires et financiers⁷⁴ : La Tunisie a connu des déficits budgétaires et financiers importants en raison de l'augmentation des dépenses publiques, de la baisse des recettes fiscales et de la hausse de la dette publique. Cette situation a entraîné une dégradation de la situation économique et financière du pays, une augmentation de l'inflation et une baisse de la valeur de la monnaie.

Chômage élevé : Le taux de chômage en Tunisie est élevé, en particulier chez les jeunes et les femmes. Le manque d'opportunités d'emploi a conduit à une augmentation de l'émigration, ce qui a entraîné une perte de talents et de compétences pour le pays.

⁷³ <https://www.arab-reform.net/fr/publication/leconomie-tunisienne-en-periode-de-transition/> Consulté le 28/05/2023

- **La qualité du système d'éducation :**

Le système d'éducation en Tunisie⁷⁵ a connu des progrès significatifs ces dernières années, mais il reste des défis à relever pour améliorer la qualité de l'enseignement et pour répondre aux besoins de l'économie en évolution rapide. L'éducation est une priorité en Tunisie, avec un système éducatif gratuit et obligatoire pour les enfants de 6 à 16 ans. Cependant, le système d'éducation en Tunisie est confronté à plusieurs défis, notamment :

La qualité de l'enseignement : Malgré les progrès réalisés ces dernières années, la qualité de l'enseignement en Tunisie reste faible. Les écoles manquent souvent de ressources, de programmes de formation pour les enseignants, et le niveau de formation des enseignants est parfois insuffisant.

Les inégalités dans l'accès à l'éducation : Bien que l'éducation soit gratuite en Tunisie, les inégalités d'accès à l'éducation existent encore, en particulier entre les zones urbaines et rurales et entre les régions riches et pauvres.

L'adéquation entre l'éducation et les besoins de l'économie : Le système d'éducation en Tunisie ne parvient pas toujours à répondre aux besoins de l'économie en évolution rapide, en particulier en ce qui concerne les compétences numériques et techniques nécessaires pour travailler dans les secteurs émergents.

- **Les politiques économiques inadéquates :**

La Tunisie a été confrontée à des défis économiques⁷⁶ majeurs ces dernières années, en grande partie en raison de politiques économiques inadéquates. Ces politiques ont contribué à une faible croissance économique, à un taux de chômage élevé, à des déficits budgétaires et financiers importants et à une inflation élevée. Voici quelques-unes qui y contribuent :

Les subventions inefficaces : Les subventions sont souvent utilisées en Tunisie pour soutenir les prix des produits de première nécessité tels que l'électricité et les produits alimentaires. Cependant, ces subventions ont été inefficaces car elles ont souvent bénéficié à des groupes

⁷⁵ <https://www.leaders.com.tn/article/6349-le-systeme-educatif-co-responsable-du-chomage-des-degats-et-des-remedes>

⁷⁶ https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Vers_un_nouveau_mod%C3%A8le_%C3%A9conomique_pour_la_Tunisie_-_Contraintes_majeures_%C3%A0_une_croissance.PDF consulté le 28/05/2023

privilegiés plutôt qu'à ceux qui en ont le plus besoin. De plus, ces subventions ont créé des distorsions sur le marché et ont contribué à des déficits budgétaires importants.

Les politiques d'endettement excessif : La Tunisie a connu une hausse de sa dette publique ces dernières années, ce qui a eu des conséquences négatives sur l'économie. Le remboursement de cette dette a limité la capacité du gouvernement à investir dans des projets de développement et à mettre en place des politiques économiques efficaces.

Les politiques fiscales inadéquates : Les politiques fiscales en Tunisie ont souvent été inadéquates, en particulier en ce qui concerne la taxation des entreprises. Les entreprises ont souvent bénéficié de régimes fiscaux préférentiels, ce qui a réduit les recettes fiscales de l'État et a contribué à des déficits budgétaires importants.

Les politiques de réglementation inefficaces : La Tunisie a souvent mis en place des politiques de réglementation inefficaces qui ont entravé le développement économique. Les obstacles bureaucratiques, la corruption et les réglementations complexes ont découragé les investisseurs étrangers et ont limité la croissance économique.

- **Les déséquilibres régionaux :**

Les déséquilibres régionaux⁷⁷ en Tunisie sont une problématique importante dans le développement économique et social du pays. Les déséquilibres régionaux en Tunisie sont causés par plusieurs facteurs, notamment :

La concentration des activités économiques dans les grandes villes : La majorité des activités économiques se concentrent dans les grandes villes, en particulier Tunis et ses environs. Cela crée une concentration de richesses et d'opportunités d'emploi, qui attire les populations des régions voisines et entraîne un dépeuplement des régions éloignées.

Les infrastructures insuffisantes : Les régions les plus éloignées et les plus pauvres de la Tunisie manquent souvent d'infrastructures de base, telles que des routes, des ponts, des réseaux d'eau potable et d'assainissement, et des établissements de santé et d'éducation. Cela limite leur capacité à attirer des investissements et des activités économiques.

Les politiques économiques inadaptées : Les politiques économiques mises en place par le gouvernement ne tiennent pas toujours compte des disparités régionales en matière de

⁷⁷ <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/tunesien/14418.pdf> consulté le 29/05/2023

développement économique. Les régions défavorisées sont souvent négligées, ce qui renforce les inégalités territoriales.

- **Corruption :**

La corruption est un problème qui touche tous les secteurs de l'économie⁷⁸, y compris le secteur public et le secteur privé. Elle peut entraîner des coûts élevés pour les entreprises et décourager les investisseurs étrangers de s'implanter dans le pays, ce qui réduit les perspectives d'emploi.

- **Migration :**

La migration⁷⁹ des travailleurs tunisiens vers d'autres pays, en particulier en Europe, est un autre facteur qui peut contribuer au chômage en Tunisie. Les travailleurs les plus qualifiés sont souvent attirés par des emplois mieux rémunérés et des perspectives d'emploi plus intéressantes à l'étranger, ce qui peut entraîner une pénurie de compétences dans certains secteurs en Tunisie.

- **La Crise économique mondiale :**

La crise économique⁸⁰ mondiale de 2008-2009 a eu un impact significatif sur l'économie tunisienne, en particulier sur le secteur du tourisme. Cela a entraîné une réduction de l'investissement étranger et une baisse de la demande pour les produits tunisiens, ce qui a eu un impact négatif sur la création d'emplois.

La crise économique mondiale a réduit la demande mondiale et affecté les exportations tunisiennes, l'industrie manufacturière, le tourisme et les investissements étrangers. Cela a entraîné des licenciements massifs, des pressions sur les finances publiques et une diminution des dépenses publiques, aggravant le chômage en Tunisie.

⁷⁸ <https://www.arab-reform.net/fr/publication/leconomie-tunisienne-en-periode-de-transition/>

⁷⁹ <https://www.tanitjobs.com/blog/132/La-migration-clandestine-en-Tunisie-le-ch%C3%B4mage-%C3%A9tant-la-premi%C3%A8re-cause.html/#:~:text=Pour%20la%20Tunisie%2C%20les%20causes, ch%C3%B4mage%20important%20dans%20certains%20gouvernorats.>

⁸⁰ https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/tunisie/tunisie-la-crise-economique-frappe-la-classe-moyenne-qui-peine-a-se-nourrir_5277481.html consulté le 29/05/2023

- **Inadéquation des compétences :**

L'inadéquation des compétences⁸¹ peut être un facteur important du chômage en Tunisie. Il peut y avoir plusieurs raisons à cela. Le système éducatif peut ne pas être adapté aux besoins du marché du travail, et les compétences enseignées peuvent ne pas correspondre aux compétences recherchées par les employeurs. Par exemple, il peut y avoir une demande pour des compétences techniques spécifiques, comme la programmation informatique, qui ne sont pas suffisamment enseignées dans les écoles et les universités. Comme il peut y avoir des problèmes de coordination entre les employeurs et les établissements de formation. Les employeurs peuvent avoir des difficultés à communiquer leurs besoins en matière de compétences aux établissements de formation, ce qui peut entraîner un décalage entre les compétences enseignées et les compétences requises. Et il peut y avoir des facteurs socio-économiques qui contribuent à l'inadéquation des compétences, tels que la pauvreté et l'inégalité des chances. Les jeunes issus de milieux défavorisés peuvent avoir moins d'opportunités d'acquérir les compétences nécessaires pour trouver un emploi, ce qui peut les rendre moins compétitifs sur le marché du travail.

- **Bureaucratie :**

La bureaucratie⁸² en Tunisie est souvent considérée comme un obstacle majeur à la croissance économique et au développement du pays. Le système bureaucratique est souvent critiqué pour être lent, inefficace et parfois corrompu. Le nombre important de procédures administratives, les lourdeurs bureaucratiques et les délais d'attente peuvent entraver la création et le développement d'entreprises, et rendre les investissements plus difficiles et plus coûteux. Cela peut avoir un impact négatif sur l'emploi, la productivité et la compétitivité du pays.

- **La crise sanitaire :**

La crise sanitaire⁸³ causée par la pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur l'économie tunisienne et a entraîné une augmentation du taux de chômage dans le pays.

⁸¹ <https://lapresse.tn/35964/inadequation-des-qualifications-en-tunisie-les-determinants-du-sous-emploi/>

⁸² <https://kapitalis.com/tunisie/2021/06/10/en-tunisie-la-bureaucratie-tatillonne-continue-de-paralyser-leconomie/>

⁸³ <https://www.tanitjobs.com/blog/375/Augmentation-de-taux-de-chomage-periode-Covid-19-en-Tunisie.html/>

Tout d'abord, la pandémie a entraîné une contraction de l'activité économique, notamment dans les secteurs du tourisme, de l'industrie manufacturière, de l'artisanat et des services. La réduction de l'activité économique a entraîné une diminution de la demande de main-d'œuvre, ce qui a entraîné des pertes d'emplois. En outre, les restrictions de mobilité et les mesures de confinement ont entraîné des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et les opérations commerciales, ce qui a affecté les entreprises et les travailleurs. Les entreprises ont dû faire face à des difficultés financières pour maintenir leur activité et payer leurs employés, ce qui a entraîné des licenciements et une augmentation du chômage. De plus, les travailleurs du secteur informel, qui représentent une part importante de l'emploi en Tunisie, ont été particulièrement touchés par la crise sanitaire. Les restrictions de mobilité et les mesures de confinement ont réduit leur capacité à gagner leur vie, ce qui a entraîné une augmentation du chômage dans ce secteur. Enfin, la crise sanitaire a également eu un impact sur les jeunes, qui sont déjà confrontés à des taux de chômage élevés en Tunisie. La fermeture des écoles et des universités a entraîné une interruption de l'éducation et une perturbation des plans de carrière, ce qui a affecté leur capacité à trouver un emploi.

3.4 Les dispositifs de lutte contre le chômage en Tunisie :

Voici une description plus détaillée des principaux dispositifs de lutte contre le chômage en Tunisie :

3.4.1 L'Agence Tunisienne de l'Emploi (ANETI) :

L'Agence Tunisienne de l'Emploi (ANETI)⁸⁴ est l'organisme public en Tunisie chargé de la promotion de l'emploi. Elle a été créée en 1983 pour répondre aux besoins croissants en

⁸⁴document élaboré par M. Wajdi KTHIRI, dans le cadre du programme d'activité de l'ITCEQ, au sein de la Direction Centrale des Études Sociales, sous la supervision de Mme Samira CHEBAANE.

<http://www.itceq.tn/files/emploi/Politique-Active-du-Marche-du-Travail.pdf>

LES POLITIQUES DE L'EMPLOI ET LES PROGRAMMES ACTIFS DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN TUNISIE Rédigé pour l'ETF par Sami Zouari, Université de Sfax

https://www.etf.europa.eu/sites/default/files/m/021E98194EA70DABC1257D01004095E5_Employment%20policiés_Tunisia_FR.pdf consulté le 30/05/2023

matière d'emploi dans le pays. Elle est placée sous la garde du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. La mission de ce dispositif est de rapprocher l'offre et la demande d'emploi, en s'adressant tant aux employeurs qu'aux chercheurs. Pour ce faire, l'ANETI met en place plusieurs actions, notamment :

La gestion des offres et demandes d'emploi : L'ANETI gère une base de données des offres et demandes d'emploi. Les employeurs peuvent y déposer leurs offres d'emploi et les chercheurs d'emploi peuvent y déposer leur CV et consulter les offres d'emploi disponibles.

L'orientation professionnelle : L'ANETI offre des services d'orientation professionnelle pour aider les chercheurs d'emploi à identifier les emplois qui correspondent à leurs compétences et aspirations professionnelles. Elle organise également des ateliers et des formations pour aider les chercheurs d'emploi à préparer leur candidature et à se préparer aux entretiens d'embauche.

La formation professionnelle : L'ANETI offre des programmes de formation professionnelle pour améliorer les compétences des chercheurs d'emploi et les rendre plus attractifs sur le marché du travail. Elle travaille en étroite collaboration avec les employeurs pour identifier les compétences les plus demandées sur le marché du travail et pour adapter ses programmes de formation en conséquence.

La promotion de l'emploi : L'ANETI travaille en collaboration avec les employeurs pour promouvoir l'emploi dans le pays. Elle organise des forums de l'emploi et des salons de recrutement pour mettre en relation les employeurs et les chercheurs d'emploi. Elle travaille également avec les entreprises pour les aider à identifier les besoins en recrutement et à trouver les candidats les plus adaptés.

3.4.2 Le Fonds de Promotion de l'Emploi (FOPROLOS) :

Il a été créé pour financer des projets générateurs d'emplois en Tunisie, principalement dans les régions défavorisées. Il accorde des prêts à des taux d'intérêt avantageux pour les promoteurs de projets créateurs d'emplois. Le FOPROLOS⁸⁵ est placé sous la tutelle du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Son financement provient de la contribution de l'Etat, des entreprises et des salariés. Parmi les principales actions du FOPROLOS sont les suivantes :

⁸⁵ <http://www.equipement.tn/fr/programmes-projets/prets-foprols/> consulté le 30/05/2023

Le financement des projets de création d'emplois : Le FOPROLOS accorde des subventions et des prêts à taux d'intérêt réduit aux entreprises et aux particuliers pour les aider à créer des emplois. Les projets éligibles doivent répondre à certains critères tels que la création d'emplois durables, la viabilité économique et la contribution au développement régional.

L'accompagnement des porteurs de projets : Le FOPROLOS offre un accompagnement aux porteurs de projets pour les aider à élaborer leur projet et à le rendre viable économiquement. Il leur offre également un suivi après la mise en place du projet pour en assurer la pérennité.

Le développement de l'entrepreneuriat : Le FOPROLOS offre des formations et des conseils aux entrepreneurs pour les aider à développer leurs compétences en matière d'entrepreneuriat. Il organise également des rencontres et des événements pour favoriser les échanges entre entrepreneurs et pour stimuler l'esprit d'entreprendre.

Le FOPROLOS est un acteur important dans la promotion de l'emploi en Tunisie, en particulier dans les zones les plus défavorisées du pays. Cependant, ses actions sont parfois limitées par des contraintes financières et administratives, ce qui peut limiter son efficacité.

3.4.3 Le Programme d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Diplômés (PAIPD) :

Le Programme d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Diplômés ⁸⁶(PAIPD) est un dispositif tunisien qui a été créé en 2013 pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés chômeurs.

L'objectif principal du PAIPD est de fournir aux diplômés les compétences et les outils nécessaires pour trouver un emploi et pour répondre aux exigences du marché du travail. Les actions du PAIPD incluent :

La formation professionnelle : Le PAIPD offre des formations professionnelles pour améliorer les compétences des diplômés et les rendre plus employables. Les formations sont adaptées aux besoins du marché du travail et visent à combler les écarts entre les compétences des diplômés et les exigences des employeurs.

L'orientation professionnelle : Le PAIPD offre des services d'orientation professionnelle pour aider les diplômés à identifier les opportunités d'emploi et les secteurs porteurs. Les diplômés

⁸⁶ ETUDE SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLOMES DU DISPOSITIF NATIONAL DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE http://www.emploi.tn/uploads/pdf/ONEQ/2019_insertion_DFP_Final.pdf consulté le 31/05/2023

peuvent également bénéficier de conseils pour la rédaction de CV et de lettres de motivation, ainsi que pour les entretiens d'embauche.

Le soutien à l'entrepreneuriat : Le PAIPD offre un soutien financier et technique aux diplômés qui souhaitent créer leur entreprise. Les diplômés peuvent bénéficier de financements sous forme de subventions ou de prêts à taux d'intérêt réduit, ainsi que d'un accompagnement pour la mise en place et le développement de leur entreprise.

La mise en relation avec les employeurs : Le PAIPD travaille en étroite collaboration avec les employeurs pour identifier les opportunités d'emploi et pour mettre en relation les diplômés avec les employeurs potentiels.

Le PAIPD est un dispositif important pour aider les jeunes diplômés à trouver un emploi en Tunisie. Cependant, son efficacité dépend de la qualité de sa mise en œuvre et de sa capacité à répondre aux besoins du marché du travail en constante évolution.

3.4.4 Le Programme d'Incitation à la Création d'Entreprises (PICE) :

Le Programme d'Incitation à la Création d'Entreprises⁸⁷ (PICE) est un dispositif tunisien qui a été lancé en 2018 pour encourager la création d'entreprises et favoriser l'entrepreneuriat en Tunisie. Le programme est géré par l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation (APII) en collaboration avec le Ministère de l'Industrie et des PME.

Le PICE offre des avantages fiscaux et financiers aux entrepreneurs qui créent des entreprises dans les secteurs prioritaires identifiés par le gouvernement tunisien. Les avantages incluent :

Exonération d'impôt sur les bénéfices pendant les 8 premières années d'activité.

Réduction de l'impôt sur les sociétés à 10% pour les 10 années suivantes.

Réduction de l'impôt sur le revenu pour les travailleurs non-salariés.

Exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les équipements et les matières premières importées.

Accès à des financements à taux d'intérêt réduit pour les investissements.

⁸⁷<http://www.tunisieindustrie.nat.tn/fr/doc.asp?action=showdoc&docid=766>

Thèse sur les systèmes d'appui à la création d'entreprises en Tunisie : quels enjeux et quels rôles pour les jeunes diplômés porteurs de projets? : cas de la région de Sfax Afef Kallel Boukhris. Consulté le 31/05/23

Le PICE cible les secteurs prioritaires pour le développement économique de la Tunisie, notamment les industries manufacturières, les technologies de l'information et de la communication, les énergies renouvelables, l'agriculture et l'agroalimentaire, le tourisme et les services aux entreprises.

Le PICE est un dispositif important pour encourager l'entrepreneuriat et la création d'emplois en Tunisie. Cependant, sa mise en œuvre doit être suivie avec rigueur pour assurer l'efficacité de son impact sur l'économie et sur le marché de l'emploi

3.4.5 Le Programme d'Appui aux Projets de Création d'Entreprises Innovantes (PAPCEI) :

Le Programme d'Appui aux Projets de Création d'Entreprises Innovantes⁸⁸ (PAPCI) est un dispositif tunisien qui a été lancé en 2012 pour soutenir la création d'entreprises innovantes en Tunisie. Il est géré par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en collaboration avec le ministère de l'Industrie et des PME.

Le PAPCI vise à encourager la création d'entreprises innovantes en Tunisie en offrant un soutien financier et technique aux porteurs de projets innovants. Les projets éligibles doivent être porteurs d'innovation dans les domaines des technologies de l'information et de la communication, des biotechnologies, des énergies renouvelables et de l'environnement.

Les bénéficiaires du PAPCI peuvent bénéficier d'un financement allant jusqu'à 300 000 dinars tunisiens (environ 100 000 euros) pour la mise en œuvre de leur projet, ainsi qu'un soutien technique pour leur développement. Le programme prévoit également un accompagnement pour les bénéficiaires, qui peuvent bénéficier d'un appui en matière de gestion de projet, de marketing, de propriété intellectuelle et de recherche de financements supplémentaires.

Le PAPCI est un dispositif important pour soutenir l'innovation et l'entrepreneuriat en Tunisie, en particulier dans des domaines stratégiques pour le développement économique et la création d'emplois. Cependant, comme pour tout programme de ce type, sa mise en œuvre doit être suivie avec rigueur pour en assurer l'efficacité et l'impact sur l'économie et le marché de l'emploi.

En conclusion, l'étude sur le chômage en Tunisie souligne les défis majeurs auxquels le pays est confronté en termes d'emploi. Pour lutter contre le chômage, il est essentiel de

⁸⁸ <http://www.tunisieindustrie.nat.tn/fr/doc.asp?docid=763&mcate=22&mrub=179>

mettre en place des mesures ciblées et efficaces. Cela comprend la promotion de la diversification économique, en encourageant l'émergence de nouveaux secteurs d'activité et en soutenant les petites et moyennes entreprises et de renforcer les programmes de formation professionnelle afin de développer les compétences nécessaires à la demande du marché du travail.

Conclusion :

La lutte contre le chômage au Maghreb nécessite une approche globale, combinant diversification économique, investissement dans l'éducation et la formation, amélioration de la gouvernance et suivi rigoureux des politiques mises en œuvre. En travaillant ensemble et en adoptant des mesures cohérentes et coordonnées, les pays du Maghreb peuvent créer des opportunités d'emploi durables et favoriser le développement socio-économique de la région.

Chapitre III

Modélisation de l'apport des dispositifs de lutte contre le chômage au Maghreb

Introduction :

Dans ce chapitre, nous abordons une revue de littérature qui examine le chômage. Nous nous concentrons aussi sur l'utilisation du modèle logit pour estimer l'impact des politiques de lutte sur le chômage

Section 01 : revue de littérature et nomenclature des variables utilisées

1.1 Revue littérature empirique :

Dans notre revue de littérature empirique nous exposons les études qui sont faites sur le chômage.

La thèse de doctorat en science économique qui s'intitule *les déterminant du chômage en Algérie * présenté par Mr Bouriche Lahcène qu'a procédé une analyse économétrique (1980-2009) cette étude est faite sur échantillon de 29 économies durant la période 1980-2009 qui examine la relation entre le taux de chômage en Algérie et les diverses variable économique et financière, les résultats montrent qu'il existe une relation de cointégration entre le taux de chômage et des facteurs comme les dépenses nationales brute, le taux d'inflation, le taux de change et les termes de l'échange. Cependant, l'étude révèle que le taux de chômage n'est pas corrélé a la productivité du travail et aux importations et ce qui indique que ces variables n'ont pas d'influence significative sur le comportement du taux de chômage. Quant a Lamia BENHABIB (2017) a fait une étude sur le chômage des jeunes et inégalités d'insertion sur le marché du travail algérien avec une analyses multidimensionnelles et expérimentation, cette thèse examine plusieurs hypothèses, la première met en évidence les caractéristique individuelles qui prédisposent les individus au chômage, notamment les jeunes urbains, les femmes et les diplômés de l'enseignement supérieur, les résultats montres que l'âge, le capitale humain et le genre ont une influence significative sur la probabilité d'être au chômage. La deuxième hypothèse explore l'inactivité volontaire des femmes, en soulignant que l'âge et le capitale humaine et la situation matrimoniale sont les principaux facteurs qui oriente la femme vers l'inactivité. La troisième hypothèse suggère que la discrimination à l'égard des femmes contribue aux inégalités de genre sur le marché du travail.

Thèse sur les politiques du marché du travail et chômage au Maroc réalisée par Pierre Richard Agénor* et Karim El Aynaoui* qu'ont procédé une analyse quantitative et cette thèse examine l'impact des politiques liées au marché du travail sur le chômage au Maroc ou il

présente un cadre quantitatif qui prend en compte plusieurs caractéristique, telles que qu'un secteur public très large, des paiements redondants, des syndicats puissants et la migration internationale du travail. La troisième partie simule l'effet d'une diminution du salaire minimum et de la taxe sur le revenu, les résultats indiquent que ces politiques pourraient avoir des répercussions significatives à court terme sur le chômage des travailleurs non qualifiés mais a long terme les résultats montrent que ça peut être efficaces.

L'article réalisé par IDLHADJ, Y. Et LOUIZI, K. sur les déterminants d'allongement du chômage des diplômés, cette article aborde le problème du chômage parmi les diplômés au Maroc. Selon des statistiques de HCP 2020 ou le taux de chômage est élevé. Une étude a été réalisée sur un échantillon de 468 jeunes diplômés entre 2015 et 2019 pour comprendre pourquoi ils ont du mal à s'insérer sur le marché du travail malgré leur diplôme. Les résultats indiquent que le niveau de diplôme est un facteur de risque d'allongement de la durée du chômage. Cependant, une grande partie de la variation de la durée du chômage est due aux comportements et aux activités de recherche d'emploi des diplômés. Il est donc recommandé aux diplômés d'adopter une approche proactive dans leur recherche d'emploi et de développer des compétences en recherche d'emploi pour augmenter leurs chances de trouver un emploi et réduire la durée de leur chômage. Quant à Frédéric Reynés a écrit sur la formation des salaires et le concept de taux de chômage d'équilibre avec une tentative de réconciliation des courbes Wage Setting et de Phillips cette article examine la formation des salaires et le concept de Taux de Chômage d'Équilibre (TCE) et remet en question la représentation walrasienne de la formation des prix, propose une revue de la littérature sur la formation des salaires, et met en évidence les faiblesses de la courbe de formation des salaires en niveau par rapport à la courbe de Phillips augmentée et explore également les propriétés des équations de salaire et leur impact sur les modèles macroéconomiques à long terme. Elle analyse également la relation entre les chocs économiques, les institutions et le chômage dans les pays de l'OCDE et teste différentes approches, notamment une approche structurelle, pour évaluer cette relation. Les estimations des équations de prix, de salaire et du Taux de Chômage d'Équilibre sont fournies pour six pays sur une période donnée, la thèse compare les approches structurelle et réduite pour estimer le Taux de Chômage d'Équilibre, et utilise la technique du filtre de Kalman pour estimer les TCE français et américain selon ces deux approches.

1.2 Le choix des variables :

Les représentations économétriques sont réalisées à l'aide de fonctions mathématiques composées de variables endogènes et exogènes, dans notre étude nous analysons un modèle binaire logit avec les variables taux croissance du PIB, taux de chômage et taux de croissance de population le FBCF par PIB. Des variables sélectionnées sont analysées dans le contexte de l'économie algérienne, marocaine et tunisienne sur la période 1991-2022. Les sources de données proviennent de la base de données de la Banque mondiale.

Taux de chômage : est la variable explicative du modèle, Il s'agit de la mesure du pourcentage de la population active qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi. Le taux de chômage est généralement utilisé comme indicateur clé pour évaluer la performance économique d'un pays.

Taux de croissance du PIB : Le produit intérieur brut (PIB) mesure la valeur totale de tous les biens et services produits dans une économie au cours d'une période donnée. Le taux de croissance du PIB représente la variation de cette valeur d'une période à l'autre. Il est utilisé pour évaluer la performance économique globale d'un pays.

FBCF par PIB : La formation brute de capital fixe (FBCF) représente les investissements réalisés dans les biens de production tels que les machines, les équipements et les infrastructures. Cette variable est généralement rapportée en pourcentage du PIB pour prendre en compte la taille de l'économie. Elle peut être utilisée comme indicateur de l'investissement et du développement économique.

Taux de croissance de la population : Cette variable mesure la variation en pourcentage du nombre d'habitants d'une région ou d'un pays d'une période à l'autre. La croissance de la population peut influencer la demande de main-d'œuvre et avoir un impact sur le marché du travail.

Taux de scolarisation des enseignants supérieurs : Cette variable mesure le pourcentage de la population en âge d'aller à l'université ou dans l'enseignement supérieur qui est effectivement inscrite dans ces établissements. Elle reflète le niveau d'éducation supérieure de la population, qui peut jouer un rôle dans la disponibilité de compétences sur le marché du travail.

Politique de lutte contre le chômage : Est une variable qualitative binaire qui prend la valeur 0 s'il ne ya pas d'instauration de politique et la valeur 1 s'il ya existence de politique de lutte.

Section 2 : Présentation du modèle logit-probit

Il a été souligné, précédemment, que la variable latente est un élément crucial dans la modélisation de la survenue d'un évènement $[Y_i = 0]$ ou $[Y_i = 1]$, en utilisant sa probabilité. Pour que cette dernière notée « P_i » représente de manière optimale la variable d'intérêt « Y_i », il faut que la fonction de probabilité P_i soit croissante et bornée ; supérieurement par 1 et inférieurement par 0.

Il est vrai que, la fonction de répartition de n'importe quelle loi de probabilité remplit ces propriétés. A cet effet, pratiquement, deux lois de probabilités sont le plus utilisées afin de définir un modèle à variable dépendante qualitative.

2.1 Le modèle Probit :

Ce type de modèle repose sur la fonction de répartition de la variable aléatoire telle que :

$$P_i = \int_{-\infty}^{\beta_0 + \beta_1 x_i} f(t) dt = F(.)$$

$$\text{Où : } f(t) = \frac{1}{\sqrt{2\pi}} e^{-t^2/2}$$

Le terme aléatoire ε_i suit une normale centrée réduite $N(0,1)$. La probabilité associée à la variable expliquée dans le modèle Probit est donc :

$$P(Y_i = 1) = F(\beta X_i)$$

2.2 Le modèle Logit :

Ce modèle est donné par la fonction logistique F :

$$P_i = F(\beta X_i) = \frac{\exp(\beta X_i)}{1 + \exp(\beta X_i)} = \frac{1}{1 + \exp(-\beta X_i)}$$

La fonction Logit pourra se transformer, si nous notons P_i la probabilité que $P(Y_i = 1)$, nous aurons, alors, la représentation suivante :

$$\text{Log} \left(\frac{P_i}{1 - P_i} \right) = \beta X_i \Rightarrow \text{Log} \left(\frac{P_i}{1 - P_i} \right) = Y_i^* = \beta X_i + \varepsilon_i$$

$$\frac{P_i}{1 - P_i} \text{ est la probabilité relative au choix } Y_i = 1$$

2.3 Estimation des modèles dichotomiques :

Le maximum de vraisemblance est la méthode d'estimation la plus convenable aux modèles à variables dépendantes discrètes

2.3.1 La définition de la vraisemblance :

L'estimation du modèle dichotomique par la méthode de maximum de vraisemblance consiste à choisir le vecteur de paramètres β de façon à maximiser la vraisemblance de F_i

La vraisemblance est, donc, la probabilité d'observer un échantillon, étant donné les paramètres du processus ayant engendré les données. La vraisemblance est donnée par ⁸⁹:

$$\mathcal{L}(x, \beta) = \prod_{i=1}^N f(x_i, \beta)$$

Où : N : taille de l'échantillon constitué de paires $\{y_i, x_i\}$;

$i = 1, 2, \dots, N$;

y_i : variable dépendante ;

x_i : variables explicatives, vecteur à $1 \times k$ dimension .

Ainsi, si les paires $\{y_i, x_i\}$ sont indépendamment distribuées, la probabilité de l'échantillon est le produit des probabilités associées à chaque paire.

Soit $f(y_i, x_i, \beta)$ la fonction de densité conjointe associée au couple $\{y_i, x_i\}$ où $f(\cdot)$ est une fonction croissante à valeurs positives et β un vecteur $k \times 1$ de paramètres.⁹⁰

2.3.2 Propriétés de l'estimateur :

L'estimateur du maximum de vraisemblance est défini par la solution du problème qui suit :

$$\text{Max } \mathcal{L}(x, \beta) = \text{Max}_{\beta} \text{Log } \mathcal{L}(x, \beta) \Leftrightarrow \frac{\partial \text{Log}(x, \beta)}{\partial \beta} = \mathbf{0}$$

L'estimateur $\hat{\beta}$ est caractérisé par les propriétés suivantes :

⁸⁹ Thomas, A. (2000). « Économétrie des variables qualitatives », éd DUNOD, p28.

⁹⁰ Wooldridge, F. (2002). « Econometric analysis of cross section and panel data », The MIT Press, Cambridge. P387.

Convergence : $\text{plim} \hat{\beta} = \beta$;

Invariance à une transformation paramétrique : si $\beta^* = t(\beta)$ alors $\hat{\beta}^* = t(\hat{\beta})$;

Efficacité asymptotique : $\hat{\beta}$ atteint la borne inférieure de Cramér-Rao ;

Normalité asymptotique : $\hat{\beta} \sim N(\beta, [-E \partial^2 L_{OyL} / \partial \beta' \partial \beta']^{-1})$

Ainsi, à partir d'une fonction de répartition connue, P de densité p, la probabilité conditionnelle $P(y_i = 1/x_i) = F(x_i, \beta)$ détermine la probabilité d'observer la variable expliquée y_i :

$$P(y_i = 1/x_i) = P(y_i = 1/x_i)^{y_i} [1 - P(y_i = 1/x_i)]^{1-y_i} = F(x_i, \beta)^{y_i} [1 - F(x_i, \beta)]^{1-y_i}$$

La vraisemblance d'un échantillon d'observations indépendantes s'écrit donc :

$$L(y_i/x_i) = \prod_{i=1}^N P\left(\frac{y_i}{x_i}\right) = \prod_{i=1}^N F(x_i, \beta)^{y_i} [1 - F(x_i, \beta)]^{1-y_i}$$

Et la Log-vraisemblance :

$$\text{Log} L_N = \sum_{i=1}^N [y_i \log F(x_i, \beta) + (1 - y_i) \log(1 - F(x_i, \beta))]$$

La valeur des paramètres qui maximise la vraisemblance de l'échantillon est celle qui satisfait la condition :

$$\begin{aligned} \frac{\partial L_{OyL} L_N(\hat{\beta}_{Mv})}{\partial \beta}(\hat{\beta}_{Mv}) &= \sum_{i=1}^N \left[y_i \frac{f(x_i, \hat{\beta}_{Mv})}{F(x_i, \hat{\beta}_{Mv})} + (1 - y_i) \frac{-f(x_i, \hat{\beta}_{Mv})}{1 - F(x_i, \hat{\beta}_{Mv})} \right] x_i' \\ &= \sum_{i=1}^N [y_i - F(x_i, \hat{\beta}_{Mv})] \frac{f(x_i, \hat{\beta}_{Mv})}{F(x_i, \hat{\beta}_{Mv}) [1 - F(x_i, \hat{\beta}_{Mv})]} x_i' = 0 \end{aligned}$$

Notons que si x_i contient un terme constant, les conditions de premier ordre impliquent que la moyenne des probabilités prédites doit être égale à la proportion de celle de l'échantillon. Cette implication présente une certaine similitude avec les équations linéaires estimées par la méthode des moindres carrés ordinaires, si nous supposons le terme

$$\left(y_i - F(x_i, \hat{\beta}_{Mv}) \right) \frac{f(x_i, \hat{\beta}_{Mv})}{F(x_i, \hat{\beta}_{Mv}) [1 - F(x_i, \hat{\beta}_{Mv})]} \text{ comme un résidu. }^{91}$$

⁹¹ Greene, W. (2002), Op cit, P671.

Pour un échantillon de taille N , nous supposons l'exemple d'une vraisemblance déduite d'une distribution normale. La fonction de vraisemblance devient, ainsi, comme suit :

$$e_i = Y_i - x_i\beta \sim N(0, \sigma^2)$$

$$\text{Log } \mathcal{L} = -\frac{N}{2} \log(2\pi) - \frac{N}{2} \log(\sigma^2) - \frac{1}{2\sigma^2} \sum_{i=1}^N e_i^2$$

Et sous la condition :

$$\partial \text{Log } \mathcal{L} / \partial \sigma^2 = 0$$

Nous avons :

$$\sigma^2 = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^N (Y_i - x_i\beta)^2$$

Et si nous la reportons dans l'expression de vraisemblance :

$$\text{Log } \mathcal{L}^* = -\frac{N}{2} - \frac{N \log(2\pi)}{2} - \frac{N}{2} \log\left[\frac{1}{N} \sum_{i=1}^N (Y_i - x_i\beta)^2\right]$$

Afin d'estimer les paramètres β_i de dimension $k+1$, nous devons, donc, résoudre la condition au premier ordre qui est la nullité du gradient de la log-vraisemblance. Cette dernière est non linéaire à cause des expressions $(X_i\beta)$ et $(X_i\beta)^2$ il n'est pas possible de donner une expression analytique simple de ces estimateurs, et leur calcul se fait généralement par la mise en œuvre d'un algorithme d'optimisation qui nécessite des prérequis solides pour les étudiants. Pour cela, nous avons jugé plus utile, de faire référence au logiciel Eviews afin de résoudre cette étape, en pratique.

2.3.3 Tests statistiques :

Afin de tester la pertinence d'une hypothèse sur les paramètres estimés par la méthode du maximum de vraisemblance, particulièrement la nullité des coefficients, nous construisons une statistique de test. Cette dernière n'est qu'une fonction aléatoire des données et des paramètres estimés. Par la suite, nous comparons la valeur de la statistique avec la valeur théorique tabulée, en choisissant le niveau de risque α (généralement pris à 5%).

Les tests statistiques les plus utilisés dans le cadre du maximum de vraisemblance sont le rapport de vraisemblance (LRT : Likelihood Ratio Test), le test de Wald et le test du

Multiplicateur de Lagrange (LM : Lagrange Multiplier). Ces trois tests suivent asymptotiquement une distribution de Khi-deux (χ^2) avec k degrés de liberté (nombre de variables explicatives).

Toutefois, le test le plus naturel est le rapport de vraisemblance :

$$L_R = -2[\log L(\hat{\beta}) - \log L(\hat{\beta}^c)]$$

Où : $\hat{\beta}^c$: est l'estimateur du maximum de vraisemblance sous la contrainte.

Sur le plan pratique, afin de tester l'hypothèse $H_0: \beta_1 = \beta_2 = \dots = \beta_k = 0$, nous faisons référence au rapport de Log-vraisemblance $L_R = -2(\ln(LR)) - \ln(Lu)$. Comme il a été précisé ci-dessus L_R suit une loi de χ^2 sous l'hypothèse H_0 à k degrés de liberté. Si la statistique L_R est supérieure au χ^2 théorique tabulée pour un risque α , l'hypothèse H_0 sera rejetée. Ainsi, le modèle estimé comporte au moins une variable explicative significative.

Quant à la significativité des coefficients, elle est évaluée à l'aide des ratios « S-statistique », puisque le rapport de l'estimateur sur son écart type suit une loi normale. La statistique « S » s'interprète, donc, à partir des probabilités critiques.

Par ailleurs, les coefficients estimés ne sont pas directement interprétables, en termes de valeur. Contrairement à ces modèles, les modèles à variables qualitatives (Logit comme Probit) détiennent l'inconvénient que la variation marginale d'un coefficient a un effet différent d'un individu à un autre. Autrement dit, dans les modèles Logit ou/et Probit, seuls les signes des estimateurs peuvent nous renseigner sur les signes des estimateurs peuvent nous informer de l'effet des variables explicatives sur la variable $y_i = 1$ de référence. Vu que l'effet marginal d'une variable explicative est :

$$\frac{\partial E(y_i/x_i)}{\partial x_i^k} = P'(x_i/\beta) \beta_k$$

L'élasticité quant à elle, est de :

$$\frac{\partial \log E(y_i/x_i)}{\partial x_i^k} = \frac{P'(x_i/\beta)}{P(x_i/\beta)} \beta_k$$

En raison de la présence de la probabilité dans l'équation, l'effet marginal diffère donc, d'un groupe à un autre ($Y_i = 1$ ou $Y_i = 0$). Pour cela, nous nous contenterons de l'interprétation du signe associé au régresseur.

Afin de tester l'ajustement global du modèle; nous ferons appel à la statistique nommée **Pseudo - R^2** mesurée par :

$$R^2 = 1 - \frac{\text{Log}(L_D)}{\text{Log}(L_R)} \quad (R^2 \text{ de McFadden})$$

2.4 Comparaison entre le modèle Logit et Probit :

La modélisation de variables dichotomique tend vers l'utilisation de deux types de modèles similaires en termes d'ajustement statistique. Leurs deux distributions, normale et logistique, sont de la famille lois exponentielles. En effet, les différences en termes d'estimation sont apparentes lorsqu'il s'agit d'un échantillon très grand, vu que les deux distributions divergent aux extrémités (faibles et fortes valeurs de fonction de répartition).

Ainsi, la différence apparente est celle des valeurs estimées qui ne sont pas directement comparables. Ceci dit, afin de confronter le Probit au Logit, nous devons multiplier les coefficients du modèle Probit par $\frac{\pi}{\sqrt{3}} \approx 1.81$. Inversement, il faut multiplier les estimateurs du Logit par $\frac{\sqrt{3}}{\pi}$ pour les comparer aux coefficients issus d'une modélisation Probit.⁹²

Section 3 : Estimation du modèle logistique

3.1 La représentation économétrique :

La représentation économétrique de l'équation de politique de lutte contre le chômage est la suivante :

$$Pdlt = \beta_0 + \beta_1 \times Txc + \beta_2 \times TxcPIB + \beta_3 \times Txsés + \beta_4 \times FBCF \text{ par PIB} + \beta_5 \times Txpop + \varepsilon_i$$

Pdlt : Variable dépendante représentant la politique de lutte contre le chômage.

Txc : Variable explicative représentant le taux de chômage.

⁹² Cours Dr Rafika Zidat (master 2 EQ) extrait du polycopié (économétrie des variables qualitatives 2020-2021)

Chapitre III Modélisation de l'apport des dispositifs de lutte contre le chômage au Maghreb

TxcPIB : Variable explicative représentant le taux de croissance du PIB.

Txses : Variable explicative représentant le taux de scolarisation des enseignants supérieurs.

FBCFPIB : Variable explicative représentant la part de la Formation Brute de Capital Fixe par rapport au PIB.

Txcpop : Variable explicative représentant le taux de croissance de la population.

β_0 : représente la constante

$\beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5$: Coefficients économétriques qui mesurent l'effet de chaque variable sur la politique de lutte

ϵ_t : Terme d'erreur aléatoire représentant les facteurs non mesurés ou non inclus dans le modèle qui influencent le chômage.

3.2 Estimation du modèle Logit sur les variables choisies :

L'estimation du modèle Logit binaire est effectuée sur le logiciel Eviews 12. Les variables explicatives sont faites sur 32 observations. La variable dépendante « politique de lutte contre le chômage », qui est une variable binaire, elle est présentée ainsi :

$Y_i = 0$ la non instauration de politique

$Y_i = 1$ l'instauration de politique

L'estimation du modèle logit est représentée par l'équation suivante :

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 Txc + \beta_2 TxcpiB + \epsilon_t$$

Chapitre III Modélisation de l'apport des dispositifs de lutte contre le chômage au Maghreb

Tableau n°1 : Estimation du modèle logit pour les trois pays du Maghreb (l'Algérie, la Tunisie et le Maroc)

Pays	Les variables	Les coefficients	Les probabilités
Algérie	Constante	9.501	0.036
	Taux de chômage	-45.252	0.027
	Taux de croissance du PIB	60.511	0.075
	McFadden R-squared = 0.643	LR statistic = 24.449	Prob(LR statistic) = 0.000005
Maroc	Constante	-28.833	0.018
	Taux de chômage	502.776	0.016
	Taux de croissance du PIB	4.8118	0.583
	McFadden R-squared = 0.373	LR statistic = 13.432	Prob(LR statistic) = 0.0012
Tunisie	Constante	21.263	0.017
	Taux de chômage	-115.255	0.031
	Taux de croissance du PIB	-71.481	0.016
	McFadden R-squared = 0.034	LR statistic = 12.902	Prob(LR statistic) = 0.002

Source : réalisation personnelle, tiré des résultats du logiciel Eviews12

3.2.1 Validation statistique:/

Pour valider le modèle sur le plan statistique il faut tester la significativité des coefficients estimés des variables explicatives, en comparant la probabilité de chaque coefficient de variable au risque α au seuil de 5% ou 10%.

3.2.1.1 Le teste de significativité des paramètres :

Le 1^{er} teste à effectuer est le teste sur les paramètres un par un en comparant la plus-value au risque α

$$\begin{array}{l} H_0 : \beta_k = 0 \quad \text{Si la probabilité} > \alpha \text{ on accepte } H_0 \\ H_1 : \beta_k \neq 0 \quad \text{Si la probabilité} < \alpha \text{ on accepte } H_1 \end{array}$$

➤ Cas de l'Algérie :

La constante a une probabilité de 0.0362 qui est inférieure à $\alpha = 0.05$ donc on accepte H_1 et la constante est significative

Le taux de chômage a une probabilité de 0.0270 qui inférieure à $\alpha = 0.05$ donc on accepte H_1 et le taux de chômage est significative et cette variable contribue à l'explication de Y_i

Le taux de croissance du PIB a une probabilité qui est égale à 0.0754 et qui entre $\alpha = 0.05$ et 0.1 donc il significative et il existe une relation inverse entre le PIB et le chômage, chaque fois que le PIB augmente le taux de chômage diminue et cette variable contribue à l'explication de Y_i

➤ Cas du Maroc :

La constante a une probabilité de 0.018 qui est inférieure à $\alpha = 0.05$ donc on accepte H_1 et la constante est significative

Le taux de chômage a une probabilité de 0.016 qui inférieure à $\alpha = 0.05$ donc on accepte H_1 et le taux de chômage est significative et cette variable contribue à l'explication de Y_i

Le taux de croissance du PIB a une probabilité qui est égale à 0.583 et qui est supérieurs à $\alpha = 0.05$ donc la variable n'est pas significative

➤ Cas de la Tunisie :

La constante a une probabilité de 0.017 qui est inférieure à $\alpha = 0.05$ donc on accepte H_1 et la constante est significative

Le taux de chômage a une probabilité de 0.031 qui inférieure à $\alpha = 0.05$ donc on accepte H_1 et le taux de chômage est significative et cette variable contribue à l'explication de Y_i

Le taux de croissance du PIB a une probabilité qui est égale à 0.016 qui inférieure à $\alpha = 0.05$ donc on accepte H_1 et le taux de croissance du PIB est significative et cette variable contribue à l'explication de Y_i .

3.2.1.2 Le teste de significativité globale :

C'est le 2ème teste de significativité globale des paramètres, en utilisant la statistique LR (log vraisemblance) et la comparer à loi de khi-deux tabulé a k degré de liberté (sachant k est le nombre des variables explicatives), $k = 2$

$$H_0 : \beta_0 = \beta_1 = \beta_2 = 0$$

H_1 : il existe au moins un paramètre $\neq 0$

Si $LR > 32$ On accepte H_1 et il existe un coefficient significatif

Si $LR < 32$ On accepte H_0 aucun coefficient qui est significative

➤ Cas de l'Algérie :

La valeur de Khi- deux tabulée au degré de liberté $k=2$, 32 a seuil de 5% = 5.991

LR statistic = 24.449 est supérieur à seuil de 5% = 5.991, donc on accepte H_1 et le modèle est globalement significative.

➤ Cas du Maroc :

La valeur de Khi- deux tabulée au degré de liberté $k=2$, 32 a seuil de 5% = 5.991

LR statistic = 13.432 est supérieur à seuil de 5% = 5.991, donc on accepte H_1 et le modèle est globalement significative.

➤ Cas de la Tunisie :

La valeur de Khi- deux tabulée au degré de liberté $k=2$, 32 a seuil de 5% = 5.991

LR statistic = 12.902 est supérieur au seuil de 5% = 5.991, donc on accepte H_1 et le modèle est globalement significative.

Chapitre III Modélisation de l'apport des dispositifs de lutte contre le chômage au Maghreb

Note : Le modèle est donc validé sur le plan statistique pour les trois pays

Le teste sur la qualité prévisionnelle du modèle :

Ce teste constitue de comparer la probabilité estimé pour $y_i = 1$ ($p(\text{Dep} = 1)$) au seuil de 50% à la valeur observer des $y_i = 0$ ou $y_i = 1$

Tableau n°2 : La table de prédiction pour les trois pays (Algérie Maroc Tunisie)

Pays		Estimation des équations		
		Dep = 0	Dep = 1	Totale
Algérie	$P(\text{Dep}=1) < C$	8	2	10
	$P(\text{Dep}=1) > C$	1	21	22
	Totale	9	23	32
	% Correct	88.89	91.30	90.63
Maroc	$P(\text{Dep}=1) < C$	4	2	6
	$P(\text{Dep}=1) > C$	4	22	26
	Totale	8	24	32
	% Correct	50.00	91.67	81.25
Tunisie	$P(\text{Dep}=1) < C$	5	2	7
	$P(\text{Dep}=1) > C$	4	21	25
	Totale	9	21	32
	% Correct	55.56	91.30	81.25

Source : réalisation personnelle, tiré des résultats du logiciel Eviews12

D'après le **tableau n°2** on peut effectuer le teste sur la qualité prévisionnelle du modèle

Cas de l'Algérie :

Pour les $y_i = 0$ le modèle a correctement prévue 8 individus sur 9, en raison de 88.89% avec une probabilité $(y = 1) \leq C$, (C=50%)

Pour les $y_i = 1$ le modèle a correctement prévue 21 individus sur 23, en raison de 91.30% avec une probabilité $(y = 1) \geq C$, (C=50%)

➤ Cas du Maroc :

Pour les $y_i = 0$ le modèle a correctement prévue 4 individus sur 8, en raison de 50.00% avec une probabilité $(y = 1) \leq C$, (C=50%)

Pour les $y_i = 1$ le modèle a correctement prévue 22 individus sur 24, en raison de 91.67% avec une probabilité $(y = 1) \geq C$, (C=50%)

➤ Cas de Tunisie :

Pour les $y_i = 0$ le modèle a correctement prévue 5 individus sur 9, en raison de 55.56% avec une probabilité $(y = 1) \leq C$, (C=50%)

Pour les $y_i = 1$ le modèle a correctement prévue 21 individus sur 21, en raison de 91.30% avec une probabilité $(y = 1) \geq C$, (C=50%)

3.2.2 Interprétation économique :

L'interprétation économique des résultats dans un modèle logit concerne l'analyse des coefficients estimés et de leurs effets sur la probabilité de l'événement étudié.

➤ Cas de l'Algérie :

$$Y_i = 9.501 - 45.252 T_{xc} + 60.511 T_{xcpib} + e_i$$

La variable du taux de chômage est significative avec un signe négatif (-45.252) ce qui signifie l'absence de politique de lutte et ce qui à entrainer l'augmentation du taux de chômage.

La variable du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a un coefficient positif de 60.511 indique que lorsque le taux de croissance du PIB est élevé, les politiques de lutte contre le chômage sont plus susceptibles d'être mises en œuvre. Cela peut s'expliquer par le fait qu'une croissance économique plus forte offre de meilleures opportunités d'emploi

➤ Cas du Maroc :

$$Y_i = -28.833 + 502.767 T_{xc} + 4.811 T_{xcpib} + e_i$$

Le signe positif des deux coefficients (502.767) et (4.811) veut dire une augmentation du taux de chômage et cela conduit à une baisse de l'effort politique pour lutter contre le chômage par contre pour la croissance du produit intérieur brut ce signe agit positivement sur la politique de lutte contre le chômage.

➤ Cas de la Tunisie :

$$Y_i = 21.263 - 115.255 T_{xc} - 71.481 T_{xcpib} + e_i$$

Le signe négatif (-115.255) du coefficient du taux de chômage signifie que la variable est significative et cela veut dire qu'il y a absence de politique de lutte ce qui a conduit à l'augmentation du taux de chômage.

La variable du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a un coefficient négatif (-71.481) indique que lorsque le taux de croissance du PIB est faible, Cela conduit à une baisse de l'effort politique pour lutter contre le chômage.

Note : Quant aux autres variables le taux de croissance de la population et Taux de scolarisation des enseignants supérieurs et FBCF par PIB leur coefficients sont pas significative et ils ne jouent pas de rôle dans l'explication de Y_i c'est pour cela on les a écartés du modèle.

Conclusion :

La politique de lutte contre le chômage suggère que l'effort politique pour lutter contre le chômage dépend du niveau actuel de chômage et du taux de croissance du PIB. Lorsque le chômage est élevé, les politiques de lutte contre le chômage sont moins actives, tandis qu'une croissance économique plus forte favorise l'adoption de mesures pour réduire le chômage. Cependant, il est important de noter que cette équation représente une simplification théorique de la réalité et que les relations causales dans l'économie réelle peuvent être complexes.

Conclusion générale

Conclusion générale

Le but de notre travail est d'étudier les différentes solutions mise par le gouvernement ou autres, afin de combattre le chômage et le diminuer. Après plusieurs recherches en se concentrant sur les pays du Maghreb, à savoir (l'Algérie, le Maroc et la Tunisie). On a pu rapporter des réponses et issues à notre problématique posée au début de notre mémoire.

Le chômage est un problème complexe et persistant qui affecte de nombreux pays. Il a des répercussions économiques, sociales et individuelles significatives. Les pays du Maghreb ne font pas exception, et ils sont confrontés à des défis spécifiques liés au chômage.

Dans notre étude, nous avons constaté que le chômage dans les pays du Maghreb est influencé par des facteurs multiples. Les facteurs économiques tels que la croissance économique, l'investissement et la productivité jouent un rôle important dans la création d'emplois. Les facteurs démographiques, tels que la structure de la population a également une influence sur le chômage.

Les politiques gouvernementales sont un élément clé de la lutte contre le chômage. Les gouvernements du Maghreb ont mis en place divers dispositifs et programmes visant à promouvoir l'emploi, tels que l'encouragement de l'entrepreneuriat, l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle, et la promotion de l'investissement étranger.

D'après plusieurs résultats certaines politiques sont efficaces et inefficaces à la fois. Efficace parce que les résultats obtenus après avoir mets ces dispositifs sur le terrain par les gouvernements ont un impact positif sur la création de l'emploi et la diminution du chômage, on remarquer cela à partir de notre analyse.

Ces résultats sont le fruit d'une analyse approfondie des dispositifs mis en place par les gouvernements. Ils démontrent que des politiques ciblées et bien conçues peuvent stimuler l'économie et encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes. En facilitant l'accès au financement, en fournissant des formations et des ressources, et en créant un environnement favorable à l'innovation et à la croissance des petites entreprises, ces politiques ont permis aux jeunes de concrétiser leurs idées et de transformer leur passion en entreprises prospères.

Cependant, il est important de noter que toutes les politiques ne sont pas nécessairement efficaces dans toutes les situations. Les contextes économiques et sociaux varient d'un pays à l'autre, et il est crucial d'adapter les politiques aux spécificités de chaque situation. Une

Conclusion générale

politique qui a fonctionné dans un pays peut ne pas être aussi efficace dans un autre, en raison de différences structurelles, culturelles ou institutionnelles.

Comme exemple la mise en place de l'allocation du chômage en Algérie peut être perçue comme une mesure visant à atténuer les difficultés économiques et à soutenir les individus en situation de chômage. Cependant, il est vrai que l'allocation du chômage peut avoir certains effets indésirables si elle n'est pas mise en œuvre de manière appropriée.

L'un des principaux problèmes potentiels est le risque de démotivation des jeunes à chercher activement un emploi. Lorsque les personnes reçoivent une allocation sans être tenues de chercher activement du travail, cela peut les inciter à rester inactives et à ne pas participer activement au marché du travail. Cela peut entraîner une augmentation du taux de chômage de longue durée et une dépendance continue vis-à-vis des allocations.

Pour éviter cet effet négatif, il est important de mettre en place des mécanismes de contrôle et de suivi rigoureux pour s'assurer que les personnes bénéficiant de l'allocation du chômage sont activement engagées dans la recherche d'un emploi. Des programmes d'orientation professionnelle, de formation et de réinsertion peuvent également être mis en place pour encourager les demandeurs d'emploi à acquérir de nouvelles compétences et à retrouver un emploi durable.

Et ce qu'on suggère d'après notre critique est d'insister les gouvernements à investir dans de différents secteurs tel que l'industrie en créant de nouvelles usines et en développant l'industrie manufacturière, les gouvernements du Maghreb peuvent stimuler la croissance économique et créer des emplois. L'industrie permet de transformer les matières premières en produits finis car cette région est riche en ressources naturelles, ce qui favorise l'innovation, l'exportation et la création de valeur ajoutée. Cela contribue à diversifier l'économie et réduire la dépendance aux secteurs traditionnels.

Le secteur agriculture dans le Maghreb est connu par un climat favorable et terres fertiles ou il offre des opportunités pour développer le secteur agricole. Les gouvernements peuvent investir dans la modernisation des infrastructures agricoles, la recherche et le développement agricole, l'irrigation et l'adoption de pratiques agricoles durables. Cela permettrait d'augmenter la productivité agricole, de réduire les pertes post-récolte et d'améliorer la sécurité alimentaire, Les investissements dans l'industrie et l'agriculture permettent de diversifier les exportations du Maghreb. Au lieu de dépendre principalement des exportations

Conclusion générale

de matières premières, la région peut exporter des produits manufacturés à valeur ajoutée et des produits agricoles transformés. Cela peut aider à réduire la vulnérabilité aux fluctuations des prix des matières premières et à promouvoir une croissance économique plus stable et durable, Renforcer les capacités technologiques par l'investissement de ces derniers et qui nécessite le développement de compétences techniques et technologiques. Cela peut aider la création de centres de recherche et d'innovation, stimuler l'adoption de nouvelles technologies et renforcer les capacités productives du Maghreb. Ces compétences peuvent également être transférées à d'autres secteurs de l'économie, maintenant ainsi la croissance globale.

En complétant notre analyse des politiques gouvernementales, nous avons utilisé le modèle logit binaire pour évaluer l'impact des différents facteurs sur la probabilité de chômage dans les pays du Maghreb. Grâce à cette approche statistique, nous avons pu identifier les variables qui ont une influence significative sur le chômage et comprendre comment elles interagissent entre elles.

Bien que des efforts aient été déployés pour réduire le chômage dans les pays du Maghreb, les taux de chômage varient d'une période à une autre. Cela souligne la nécessité d'une approche renouvelée et d'une action collective pour relever les défis persistants du chômage et créer un avenir meilleur pour les populations de la région.

Bibliographie

Bibliographie

Thèse et mémoire :

- **Krajčovičová Lenka** « le chômage en France » mémoire de licence en faculté des lettres P6
- Les déterminants du marché du travail en Algérie : Une analyse quantitative des structures de l'offre et la demande d'emploi (1980-2009) BOURICHE Lahcène
- Politiques du marché du travail et chômage au Maroc : une analyse quantitative Pierre Richard Agénor* et Karim El Aynaoui*
- Thèse sur les systèmes d'appui à la création d'entreprises en Tunisie : quels enjeux et quels rôles pour les jeunes diplômés porteurs de projets ? : cas de la région de Sfax Afef Kallel Boukhris
- Thomas, A. (2000). « Économétrie des variables qualitatives », éd DUNOD, p28.
- Wooldridge, F. (2002). «Econometric analysis of cross section and panel data», The MIT Press, Cambridge. P387.

Article et site web :

- Article : ANALYSE RAPIDE DE L'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DU COVID-19 SUR L'ALGERIE Préparé par le Système des Nations Unies en Algérie En collaboration avec le Bureau Maghreb de la Commission Economique pour l'Afrique ET PROPOSITIONS POUR UNE RELANCE DURABLE ET RESILIENTE
- Article par Antoine REBEYROL (Machinisme et Lois du marché chez Ricardo)cahiers d'économie politique /Papers in Political Economy
- ETUDE EXPLORATOIRE SUR L'ACCES DES FEMMES AU MARCHE DU TRAVAIL EN ALGERIE, Réalisée par Med Cherif BELMIHOUB Décembre 2016
- Article : INITIATIVE NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN PRÉSENTATION DE LA PHASE III 2019 - 2023
- Le chômage en Algérie : Caractéristiques, Causes et Conséquences <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/72419>
- Rapport de la Banque mondiale sur l'Algérie(2019) <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria>Rapport de la Commission économique pour l'Afrique sur l'Algérie (2020) Article sur la situation économique de l'Algérie par la Fondation pour la recherche stratégique (2019)

Bibliographie

- <http://ses.ens-lyon.fr/articles/chomage-breve-histoire-dun-concept>
- <https://www.radiofrance.fr/franceculture/economie-6-grands-theoriciens-7883001>
- <https://www.jstor.org/stable/43201219>
- <http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/25/Les-th%C3%A9ories-du-ch%C3%B4mage>
- The General Theory of Employment, Interest and Money” de John Maynard Keynes (1936) <https://www.maxicours.com/se/cours/l-analyse-Keynésienne-de-chômage-la-relation-sous-emploi-demande-et-le-chômage-involontaire/>
- <https://www.etudier.com/dissertations/Analyse-Marxiste-Du-Ch%C3%B4mage/191492.html>
- <https://www.centralcharts.com/fr/gm/1-apprendre/9-economie/34-analyse-fondamentale/1071-definition-segmentation-marche-du-travail>
- <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/22/13/45/14385>
- <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Chomage.htm>
- <https://www.maxicours.com/se/cours/l-analyse-keynesienne-du-chomage-la-relation-sous-emploi-demande-et-le-chomage-involontaire/#:~:text=Pour%20J.M.%20Keynes%2C%20le%20ch%C3%B4mage,doit%20provoquer%20de%20l'inflation.>
- <http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/25/Les-th%C3%A9ories-du-ch%C3%B4mage>
- <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1129>
- <https://www.melchior.fr/cours/complet/question-1-definition-et-mesure-du-chomage>
- <https://ses.webclass.fr/notions/taux-de-chomage/>
- <https://www.cnrtl.fr/definition/ch%C3%B4meur>
- <https://ses.webclass.fr/notions/population-active/>¹<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c2018#:~:text=Les%20inactifs%20sont%20par%20convention,en%20incapacit%C3%A9%20de%20travailler>
- <https://ses.webclass.fr/notions/emploi/>
- <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Travail.htm>
- <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1935>
- <https://www.cadreemploi.fr/editorial/conseils/conseils-carriere/halo-du-chomage>

Bibliographie

- <https://dutyfree58.ru/fr/teoreticheskie-osnovy-issledovaniya-bezroboticy-ponyatie-bezroboticy-i/>
- <https://www.alternatives-economiques.fr/dictionnaire/definition/96815>
- <https://www.capital.fr/votre-carriere/quest-ce-que-le-chomage-frictionnel-1461488>
- <https://ses.webclass.fr/notions/chomage-structurel/>
- <https://economy-pedia.com/11039939-seasonal-unemployment>
- <https://www.beaboss.fr/Definitions-Glossaire/Conjoncture-economique-245202.htm>
- <https://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-administratives-2011-3-page-551.htm>
- <https://books.openedition.org/iheal/8179?lang=en>
- <https://www.maxicours.com/se/cours/les-conditions-de-travail-les-qualifications-et-les-competences/>
- <https://www.contrepoints.org/2022/11/06/270023-6-causes-chomage>
- <https://www.mouvementpourundevveloppementhumain.fr/quelles-sont-les-causes-et-consequences-du-chomage/>
- [https://www.mouvementpourundevveloppementhumain.fr/nos-fondements-theoriques/en-finir-avec-le-chomage-un-choix-de-societe/combien-y-a-t-il-de-chomeurs/quelles-sont-les-consequences-du-chomage/#:~:text=La%20premi%C3%A8re%20cons%C3%A9quence%20du%20ch%C3%B4mage,\(revenue%20de%20solidarit%C3%A9%20active\).](https://www.mouvementpourundevveloppementhumain.fr/nos-fondements-theoriques/en-finir-avec-le-chomage-un-choix-de-societe/combien-y-a-t-il-de-chomeurs/quelles-sont-les-consequences-du-chomage/#:~:text=La%20premi%C3%A8re%20cons%C3%A9quence%20du%20ch%C3%B4mage,(revenue%20de%20solidarit%C3%A9%20active).)
- <https://www.fortuneo.fr/blog/comment-expliquer-la-stagflation#:~:text=Terme%20r%C3%A9sultant%20de%20la%20contraction,prix%20dans%20le%20m%C3%Aame%20temps.>
- <https://algerien.ahk.de/fr/actualites/news-details-fr/auswirkungen-des-ukrainekrieges-auf-algeriens-wirtschaft>
- [https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.NE.ZS?end=2017&locations=DZ&most recent year desc=true&start=2009&view=chart](https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.NE.ZS?end=2017&locations=DZ&most%20recent%20year%20desc=true&start=2009&view=chart)
- <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2019/03/21/20002-20190321ARTFIG00141-en-algerie-l-instabilite-politique-inquiete-les-milieux-d-affaires.php>
- Site web de l'agence Nationale de Soutien à l'Emploi des Jeunes (www.ansej.org.dz.)
- Abdelghani Mebarek DG de l'ANSEJ, EL MOUDJAHID du 20/10/2003.
- https://www.cnac.dz/site_cnac_new/Web%20Pages/Fr/FR_PresentationCNAC.aspx

Bibliographie

- <https://www.jeuneafrique.com/1320267/economie/algerie-lallocation-chomage-mesure-phare-de-tebboune-entre-en-oeuvre/>
- Site web officiel de l'ANGEM : <http://www.angem.dz/>
- <https://www.angem.dz/article/emplois-crees/>
- « L'ANGEM lance un programme de microcrédit pour les femmes entrepreneurs » : <https://www.liberte-algerie.com/economie/l-angem-lance-un-programme-de-microcredit-pour-les-femmes-entrepreneurs-354764>
- <https://www.mtess.gov.dz/fr/politique-nationale-de-lemploi/>
- <http://www.unido.or.jp/files/5.-Ms.-Safia.pdf>
- <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2020-4-page-197.htm?ref=doi&contenu=article>
- **L'économie marocaine subit la pression des chocs d'offre** <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2023/02/14/morocco-s-economy-has-come-under-pressure-from-supply-shocks#:~:text=Comme%20dans%20une%20grande%20partie,3%20%25%20%C3%A0%20la%20fin%202022.>
- <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.ZS>
- "La croissance économique et le marché de l'emploi au Maroc
- https://www.hcp.ma/Paysage-de-l-emploi-au-Maroc-Recenser-les-obstacles-a-un-marche-du-travail-inclusif_a3043.html#:~:text=La%20croissance%20du%20Maroc%20a,le%20rythme%20des%20transformations%20structurelles.
- "L'éducation et la formation professionnelle au Maroc: un enjeu stratégique pour l'émergence d'une économie compétitive" (article de Fadwa Chaabi, 2019) : https://www.researchgate.net/publication/332961490_L'education_et_la_formation_professionnelle_au_Maroc_Un_enjeu_strategique_pour_l'emergence_d'une_economie_competitive
- "Le marché du travail au Maroc: déséquilibre entre l'offre et la demande" (rapport de la Banque africaine de développement, 2019) : <https://www.afdb.org/fr/documents/le-marche-du-travail-au-maroc-desquilibre-entre-loffre-et-la-demande>
- Banque Africaine de Développement, "Maroc : Initiative nationale pour le développement humain", <https://www.afdb.org/fr/documents/morocco-national-initiative-human-development-76418>

Bibliographie

- <https://fr.diplomatie.ma/plan-em%C3%A9rgence>
- Maroc : Plan Emergence, Banque Africaine de Développement, <https://www.afdb.org/fr/countries/north-africa/morocco/morocco-plan-emergence>
- "Le Programme National d'Insertion des Diplômés : entre réussites et insuffisances", Le Journal de l'Economie, 23 janvier 2019.
- Dispositif des Contrats d'Insertion Amélioré
- https://lof.finances.gov.ma/sites/default/files/budget/files/travail_et_insertion_professionnelle.pdf
- article : Les zones franches Une stratégie de développement spatiale réfléchie Marwane Mansouri
- https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Vers_un_nouveau_mod%C3%A8le_%C3%A9conomique_pour_la_Tunisie_-_Contraintes_majeures_%C3%A0_une_croissance.PDF
- <https://www.tanitjobs.com/blog/281/Le-chomage-en-tunisie/>
- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/@publ/documents/publication/wcms_164548.pdf
- <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=TN>
- <http://www.itceq.tn/files/emploi/chomage-des-jeunes-determinants-caracteristiques.pdf>
- <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/277/5/4/28833>
- <https://www.arab-reform.net/fr/publication/leconomie-tunisienne-en-periode-de-transition/>
- <https://www.leaders.com.tn/article/6349-le-systeme-educatif-co-responsable-du-chomage-des-degats-et-des-remedes>
- Déséquilibres régionaux et inégalités sociales en Tunisie Axes et actions prioritaires <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/tunesien/14418.pdf>
- <https://www.arab-reform.net/fr/publication/leconomie-tunisienne-en-periode-de-transition/>
- <https://www.tanitjobs.com/blog/132/La-migration-clandestine-en-Tunisie-le-ch%C3%B4mage-%C3%A9tant-la-premi%C3%A8re-cause.html#:~:text=Pour%20la%20Tunisie%2C%20les%20causes,ch%C3%B4mage%20important%20dans%20certains%20gouvernorats.>
- https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/tunisie/tunisie-la-crise-economique-frappe-la-classe-moyenne-qui-peine-a-se-nourrir_5277481.html

Bibliographie

- <https://lapresse.tn/35964/inadequation-des-qualifications-en-tunisie-les-determinants-du-sous-emploi/>
- <https://kapitalis.com/tunisie/2021/06/10/en-tunisie-la-bureaucratie-tatillonne-continue-de-paralyser-leconomie/>
- <https://www.tanitjobs.com/blog/375/Augmentation-de-taux-de-chomage-periode-Covid-19-en-Tunisie.html/>
- document élaboré par M. Wajdi KTHIRI, dans le cadre du programme d'activité de l'ITCEQ, au sein de la Direction Centrale des Études Sociales, sous la supervision de Mme Samira CHEBAANE.
- <http://www.itceq.tn/files/emploi/Politique-Active-du-Marche-du-Travail.pdf> LES POLITIQUES DE L'EMPLOI ET LES PROGRAMMES ACTIFS DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN TUNISIE Rédigé pour l'ETF par Sami Zouari, Université de Sfax
- https://www.etf.europa.eu/sites/default/files/m/021E98194EA70DABC1257D01004095E5_Employment%20policies_Tunisia_FR.pdf
- <http://www.equipement.tn/fr/programmes-projets/prets-foprolos/>
- ETUDE SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES DIPLOMES DU DISPOSITIF NATIONAL DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE http://www.emploi.tn/uploads/pdf/ONEQ/2019_insertion_DFP_Final.pdf
- <http://www.tunisieindustrie.nat.tn/fr/doc.asp?docid=763&mcat=22&mrub=179>
- Greene, W. (2002), Op cit, P671
- Cours Dr Rafika Zidat (master 2 EQ) extrait du polycopié (économétrie des variables qualitatives 2020-2021)
- Le chômage et la main- d'œuvre sous- employée Mise en œuvre d'une méthode de recherche Belgique COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
- Xavier Bertrand, né le 21 mars 1965 à Châlons-sur-Marne est un homme politique français. Il est également ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé dans le gouvernement François Fillon III de 2010 à 2012. Auparavant, il a été secrétaire général de l'UMP (de 2008 à 2010), et ministre de la Santé du gouvernement. 15« lutte-contre-chômage-mesures-vraiment-efficace »

Annexes

Annexes

Equation: UNTITLED Workfile: MRC::Untitled\									
View	Proc	Object	Print	Name	Freeze	Estimate	Forecast	Stats	Resids
Dependent Variable: PDLT Method: ML - Binary Logit (Newton-Raphson / Marquardt steps) Date: 06/07/23 Time: 12:14 Sample: 1991 2022 Included observations: 32 Convergence achieved after 5 iterations Coefficient covariance computed using observed Hessian									
Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.					
C	-28.83374	12.28620	-2.346840	0.0189					
TXC	502.7678	209.4090	2.400889	0.0164					
TXCPIB	4.811847	8.769417	0.548708	0.5832					
McFadden R-squared	0.373226	Mean dependent var	0.750000						
S.D. dependent var	0.439941	S.E. of regression	0.355011						
Akaike info criterion	0.892414	Sum squared resid	3.654947						
Schwarz criterion	1.029827	Log likelihood	-11.27863						
Hannan-Quinn criter.	0.937963	Deviance	22.55725						
Restr. deviance	35.98945	Restr. log likelihood	-17.99472						
LR statistic	13.43220	Avg. log likelihood	-0.352457						
Prob(LR statistic)	0.001211								
Obs with Dep=0	8	Total obs	32						
Obs with Dep=1	24								

Annexes

View	Proc	Object	Print	Name	Freeze	Estimate	Forecast	Stats	Resids	
------	------	--------	-------	------	--------	----------	----------	-------	--------	--

Expectation-Prediction Evaluation for Binary Specification

Equation: UNTITLED

Date: 06/07/23 Time: 12:15

Success cutoff: C = 0.5

	Estimated Equation			Constant Probability		
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total
P(Dep=1)≤C	4	2	6	0	0	0
P(Dep=1)>C	4	22	26	8	24	32
Total	8	24	32	8	24	32
Correct	4	22	26	0	24	24
% Correct	50.00	91.67	81.25	0.00	100.00	75.00
% Incorrect	50.00	8.33	18.75	100.00	0.00	25.00
Total Gain*	50.00	-8.33	6.25			
Percent Gain**	50.00	NA	25.00			

	Estimated Equation			Constant Probability		
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total
E(# of Dep=0)	4.43	3.57	8.00	2.00	6.00	8.00
E(# of Dep=1)	3.57	20.43	24.00	6.00	18.00	24.00
Total	8.00	24.00	32.00	8.00	24.00	32.00
Correct	4.43	20.43	24.86	2.00	18.00	20.00
% Correct	55.38	85.13	77.69	25.00	75.00	62.50
% Incorrect	44.62	14.87	22.31	75.00	25.00	37.50
Total Gain*	30.38	10.13	15.19			
Percent Gain**	40.50	40.50	40.50			

*Change in "% Correct" from default (constant probability) specification

**Percent of incorrect (default) prediction corrected by equation

Annexes

EViews - [Equation: UNTITLED Workfile: ALG::Untitled\]									
File Edit Object View Proc Quick Options Add-ins Window H									
Command									
View	Proc	Object	Print	Name	Freeze	Estimate	Forecast	Stats	Resids
Dependent Variable: PDLT									
Method: ML - Binary Logit (Newton-Raphson / Marquardt steps)									
Date: 06/07/23 Time: 12:16									
Sample: 1991 2022									
Included observations: 32									
Convergence achieved after 6 iterations									
Coefficient covariance computed using observed Hessian									
Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.					
C	9.501079	4.536678	2.094281	0.0362					
TXC	-45.25245	20.46105	-2.211639	0.0270					
TXCPIB	60.51192	34.02934	1.778228	0.0754					
McFadden R-squared	0.643006	Mean dependent var		0.718750					
S.D. dependent var	0.456803	S.E. of regression		0.279170					
Akaike info criterion	0.611702	Sum squared resid		2.260137					
Schwarz criterion	0.749114	Log likelihood		-6.787228					
Hannan-Quinn criter.	0.657250	Deviance		13.57446					
Restr. deviance	38.02432	Restr. log likelihood		-19.01216					
LR statistic	24.44987	Avg. log likelihood		-0.212101					
Prob(LR statistic)	0.000005								
Obs with Dep=0	9	Total obs		32					
Obs with Dep=1	23								

Annexes

Command										
View	Proc	Object	Print	Name	Freeze	Estimate	Forecast	Stats	Resids	
Expectation-Prediction Evaluation for Binary Specification										
Equation: UNTITLED										
Date: 06/07/23 Time: 12:17										
Success cutoff: C = 0.5										
	Estimated Equation			Constant Probability						
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total				
P(Dep=1)≤C	8	2	10	0	0	0				
P(Dep=1)>C	1	21	22	9	23	32				
Total	9	23	32	9	23	32				
Correct	8	21	29	0	23	23				
% Correct	88.89	91.30	90.63	0.00	100.00	71.88				
% Incorrect	11.11	8.70	9.38	100.00	0.00	28.13				
Total Gain*	88.89	-8.70	18.75							
Percent Gain**	88.89	NA	66.67							
	Estimated Equation			Constant Probability						
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total				
E(# of Dep=0)	6.79	2.21	9.00	2.53	6.47	9.00				
E(# of Dep=1)	2.21	20.79	23.00	6.47	16.53	23.00				
Total	9.00	23.00	32.00	9.00	23.00	32.00				
Correct	6.79	20.79	27.58	2.53	16.53	19.06				
% Correct	75.46	90.40	86.19	28.13	71.88	59.57				
% Incorrect	24.54	9.60	13.81	71.88	28.13	40.43				
Total Gain*	47.33	18.52	26.62							
Percent Gain**	65.85	65.85	65.85							

Annexes

EViews - [Equation: UNTITLED Workfile: TNS::Untitled]

File Edit Object View Proc Quick Options Add-ins Window Help

Command

View	Proc	Object	Print	Name	Freeze	Estimate	Forecast	Stats	Resids
------	------	--------	-------	------	--------	----------	----------	-------	--------

Dependent Variable: PDLT
 Method: ML - Binary Logit (Newton-Raphson / Marquardt steps)
 Date: 06/07/23 Time: 12:18
 Sample: 1991 2022
 Included observations: 32
 Convergence achieved after 4 iterations
 Coefficient covariance computed using observed Hessian

Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C	21.26321	8.917103	2.384543	0.0171
TXC	-115.2554	53.45169	-2.156253	0.0311
TXCPIB	-71.48109	29.77557	-2.400662	0.0164

McFadden R-squared	0.339308	Mean dependent var	0.718750
S.D. dependent var	0.456803	S.E. of regression	0.378135
Akaike info criterion	0.972574	Sum squared resid	4.146606
Schwarz criterion	1.109987	Log likelihood	-12.56119
Hannan-Quinn criter.	1.018123	Deviance	25.12237
Restr. deviance	38.02432	Restr. log likelihood	-19.01216
LR statistic	12.90195	Avg. log likelihood	-0.392537
Prob(LR statistic)	0.001579		

Obs with Dep=0	9	Total obs	32
Obs with Dep=1	23		

Annexes

Expectation-Prediction Evaluation for Binary Specification						
Equation: UNTITLED						
Date: 06/07/23 Time: 12:19						
Success cutoff: C = 0.5						
	Estimated Equation			Constant Probability		
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total
P(Dep=1)≤C	5	2	7	0	0	0
P(Dep=1)>C	4	21	25	9	23	32
Total	9	23	32	9	23	32
Correct	5	21	26	0	23	23
% Correct	55.56	91.30	81.25	0.00	100.00	71.88
% Incorrect	44.44	8.70	18.75	100.00	0.00	28.13
Total Gain*	55.56	-8.70	9.38			
Percent Gain**	55.56	NA	33.33			

	Estimated Equation			Constant Probability		
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total
E(# of Dep=0)	4.93	4.07	9.00	2.53	6.47	9.00
E(# of Dep=1)	4.07	18.93	23.00	6.47	16.53	23.00
Total	9.00	23.00	32.00	9.00	23.00	32.00
Correct	4.93	18.93	23.86	2.53	16.53	19.06
% Correct	54.79	82.31	74.57	28.13	71.88	59.57
% Incorrect	45.21	17.69	25.43	71.88	28.13	40.43
Total Gain*	26.67	10.43	15.00			
Percent Gain**	37.10	37.10	37.10			

*Change in "% Correct" from default (constant probability) specification

**Percent of incorrect (default) prediction corrected by equation

Table des matières

Table des matières

La liste des tableaux	
La liste des Graphes	
Liste des schémas	
Introduction générale.....	2
Chapitre 1 : Soubassement théorique du chômage.....	6
Introduction	6
Section 1 : Aspect théorique sur le chômage.....	6
1.1 Les différentes théories économiques du chômage	6
1.1.1 Théorie classique.....	6
1.1.2 Théorie keynésienne.....	7
1.1.3 Théorie Marxiste	8
1.1.4 La théorie de segmentation.....	8
Section 2 : Champs sémantique du chômage	9
2.1 Définitions du chômage	9
2.1.1 La vision de Xavier Bertrand sur chômage.....	9
2.1.2. La vision de Maurice Allais sur chômage.....	10
2.1.3. La vision de Peter Diamond sur chômage.....	11
2.2 La mesure du chômage	11
2.2.1 Taux de chômage	11
2.2.2. Le halo du chômage	13
2.3 Les différents types de chômage.....	14
2.3.1 Le chômage conjoncturel	14
2.3.2 Le chômage frictionnel.....	15
2.3.3 Le chômage structurel	15

Table des matières

2.3.4 Le chômage saisonnier	15
2.4. L'évolution du chômage	15
2.4.1. L'évolution du chômage avant et après le COVID-19.....	16
2.5 Les causes et les déterminants du chômage	17
2.5.1 Conjecture économique.....	17
2.5.2 Les changements structurels.....	17
2.5.3 Les politiques gouvernementales	18
2.5.4 Les déséquilibres régionaux	19
2.5.6 Les compétences et qualifications.....	20
2.5.7 La rigidité du marché du travail	20
2.6 Les conséquences et les limites du chômage	21
2.6.1 Perte de revenu	21
2.6.2 Pauvreté.....	21
2.6.3 Stress et problèmes de santé mentale	22
2.6.4 Baisse de l'estime de soi	22
2.6.5 Augmentation de la criminalité	23
2.6.6 Cout pour l'état.....	23
2.6.7 Diminution de la croissance économique.....	23
Conclusion.....	24
Chapitre II : Contexte économique et politiques de lutte contre le chômage au sein des économies maghrébines	25
Introduction	26
Section 1 : Etude du chômage en Algérie.....	26
1.1 Le contexte économique de l'Algérie	27
1.2 Les caractéristiques du chômage en Algérie.....	28

Table des matières

1.1.1 Le chômage chez les jeunes	30
1.1.2 Le chômage chez les femmes.....	31
1.3 Les causes du chômage en Algérie	32
1.4 Les dispositifs de lutte contre le chômage en Algérie	37
⌘ Le dispositif de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) et la création d'emploi :	37
⌘ Le dispositif de la Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC).....	39
⌘ L'Agence nationale pour la gestion du microcrédit (ANGEM).....	40
⌘ L'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM).....	41
⌘ Le dispositif de développement et de promotion des investissements.....	43
⌘ L'Agence de Développement Sociale ADS	44
Section 2 : étude du chômage au Maroc	45
2.1 Le contexte économique au Maroc	45
2.2 Les caractéristiques du chômage au Maroc.....	46
2.2.1 Le chômage chez les jeunes	48
2.2.2 Le chômage chez les femmes.....	48
2.3 Les causes du chômage au Maroc.....	49
2.4 Les dispositifs de lutte contre le chômage au Maroc	53
2.4.1 Le Plan national de l'Initiative pour le développement humain (INDH)	53
2.4.2 Le Plan Emergence.....	54
2.4.3 Le Programme National d'Insertion des Diplômés (PNID)	55
2.4.4 Les contrats d'insertion.....	55
2.4.5 Les Zones Franches d'Exportation (ZFE)	56
Section 3 : L'étude du chômage en Tunisie	57
3.1. Le contexte économique en Tunisie.....	57

Table des matières

3.2 Les caractéristiques du chômage en Tunisie.....	58
3.2.1 Le chômage chez les jeunes	60
3.2.2 Le chômage chez les femmes.....	60
3.3 Les causes du chômage en Tunisie	61
3.4 Les dispositifs de lutte contre le chômage en Tunisie.....	67
3.4.1 L'Agence Tunisienne de l'Emploi (ANETI).....	67
3.4.2 Le Fonds de Promotion de l'Emploi (FOPROLOS).....	68
3.4.3 Le Programme d'Appui à l'Insertion Professionnelle des Diplômés (PAIPD)	69
3.4.4 Le Programme d'Incitation à la Création d'Entreprises (PICE).....	70
3.4.5 Le Programme d'Appui aux Projets de Création d'Entreprises Innovantes (PAPCEI)	71
Conclusion.....	72
Chapitre III : Modélisation de l'apport des dispositifs de lutte contre le chômage du Maghreb	74
Introduction	74
Section 01 : revue de littérature et nomenclature des variables utilisées.....	74
1.1 Revue littérature empirique.....	74
1.2 Le choix des variables.....	76
Section 2 : Présentation du modèle logit-probit	77
2.1 Le modèle Probit.....	77
2.2 Le modèle Logit	77
2.3 Estimation des modèles dichotomiques	78
2.3.1 La définition de la vraisemblance	78
2.3.2 Propriétés de l'estimateur	78
2.3.3 Tests statistiques.....	80
2.4 Comparaison entre le modèle Logit et Probit	82

Table des matières

Section 3 : Estimation du modèle logistique	82
3.1 La représentation économétrique	82
3.2 Estimation du modèle Logit sur les variables choisies	83
3.2.1 Validation statistique:/.....	85
3.2.2 Interprétation économique.....	88
Conclusion	89
Conclusion générale	91
Bibliographie	
Annexes	

Résumé

Cette étude a pour objectif d'analyser les causes, les caractéristiques et les conséquences du chômage dans la région du Maghreb, ainsi que les mesures prises par les gouvernements pour remédier à un taux de chômage élevé. Pour atteindre cet objectif, nous avons utilisé la méthode d'estimation Logit-Probit binaire, qui permet d'analyser les relations entre différentes variables. Les variables sélectionnées pour cette étude sont les suivantes : le taux de chômage, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), le taux de croissance de la population, la formation brute de capital fixe (FBCF) et le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur. En utilisant la méthode Logit-Probit binaire, nous avons pu identifier les variables qui ont une influence significative sur le chômage dans la région du Maghreb (l'Algérie, la Tunisie, le Maroc) entre 1991 et 2022. Les résultats de cette analyse peuvent servir de base pour l'élaboration de politiques économiques visant à réduire le chômage et à promouvoir le développement économique dans la région.

Mots clé : taux de chômage, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), la région du Maghreb, la méthode Logit-Probit binaire, les politiques économiques

Abstract

This study aims to analyze the causes, characteristics and consequences of unemployment in the Maghreb region, as well as the measures taken by governments to address high unemployment. To achieve this goal, we used the Binary Logit-Probit estimation method, which allows us to analyze the relationships between different variables. The variables selected for this study are as follows: unemployment rate, growth rate of gross domestic product (GDP), population growth rate, gross fixed capital formation (GFCF) and school enrollment rate in Higher Education. Using the binary Logit-Probit method, we were able to identify the variables that have a significant influence on unemployment in the Maghreb region (Algeria, Tunisia, Morocco) between 1991 and 2022. The results of this analysis can serve as a basis for the development of economic policies aimed at reducing unemployment and promoting economic development in the region.

Keywords: unemployment rate, gross domestic product (GDP) growth rate, Maghreb region, binary Logit-Probit method, economic policies

ملخص

هدف هذه الدراسة إلى تحليل أسباب وخصائص ونتائج البطالة في منطقة المغرب العربي، وكذلك الإجراءات التي اتخذتها الحكومات لمعالجة البطالة المرتفعة. لتحقيق هذا الهدف، استخدمنا طريقة تقدير الاحتمال الثنائي، والتي تسمح لنا بتحليل العلاقات بين المتغيرات المختلفة المتعددة، المتعددة الخيارات لهذه الدراسة B كما يلي: معدل البطالة، معدل نمو الناتج المحلي الإجمالي، معدل النمو السكاني، تسوية رأس المال الثابت الإجمالي ومعدل الالتحاق بالمدارس والتعليم العالي. باستخدام طريقة Probit-Logit الثنائية يمكننا من تحديد المتغيرات التي لها تأثير كبير على البطالة في منطقة المغرب العربي (المغرب، تونس، الجزائر) بين عامي 1991 و2022. يمكن أن تكون نتائج هذا التحليل بمثابة أساس لتطوير السياسات الاقتصادية الرادفة إلى الحد من البطالة وتعزيز التنمية الاقتصادية في المنطقة.

البيانات المفتوحة: معدل البطالة، معدل نمو الناتج المحلي الإجمالي، منطقة المغرب العربي، طريقة اللوغاريتم والاحتمال الثنائي، السياسات الاقتصادية.